



URBanisme Aménagement et Développement Durable

✉ Rue de Bezelles ZA de Roumagnac 81600 GAILLAC
☎ 05.63.41.18.43
sebastien.charruyer@urba2d.com

Département du Tarn

PETR des Hautes Terres d'Oc

DÉCLARATION DE PROJET N°1 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU SCOT DES HAUTES TERRES D'OC AVEC LE PROJET " SIAT "

Procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du SCoT approuvée le :
18 mars 2024

Le Président : M. FABRE Jean Marie



2. RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
2. LA DESCRIPTION DU PROJET	4
2.1. LE CONTEXTE DU PROJET	4
2.2. LE DESCRIPTIF DU PROJET	5
2.3. L'INTEGRATION PAYSAGERE	8
2.4. LE PROCESS	9
2.5. ASPECTS REGLEMENTAIRES	10
2.6. LES BESOINS DU PROJET	10
3. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	19
3.1. LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU SITE	19
3.1.1. Le contexte topographique	19
3.1.2. Le contexte géologique et pédologique	20
3.1.3. Le contexte hydraulique	21
3.2. LE CONTEXTE ECOLOGIQUE	23
3.2.1. Les sites Natura 2000	23
3.2.2. Les ZNIEFF	23
3.2.3. Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope	24
3.2.4. Réserves naturelles	25
3.2.5. Les Espaces Naturels Sensibles	25
3.2.6. Parcs Nationaux	25
3.2.7. Parcs Naturels Régionaux	25
3.2.8. Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)	26
3.3. DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES	29
3.3.1. Avifaune	29
3.3.2. Invertébrés : Lépidoptères, Odonates et Orthoptères	29
3.3.3. Amphibiens et Reptiles	29
3.3.4. Mammifères	29
3.3.5. Flore	29
3.4. METHODOLOGIE D'ETUDE	30
3.5. RESULTATS	30
3.5.1. La faune	30
3.5.2. La flore	32
3.5.3. Les habitats	35
3.6. ENJEUX	39
3.6.1. Enjeux relatifs à la faune	39
3.6.2. Enjeux relatifs à la flore et aux habitats	40
3.7. LE CONTEXTE PAYSAGER DU SITE	43
3.8. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	50
3.9. L'OCCUPATION DU SOL	53
3.10. LE CONTEXTE AGRICOLE	54
3.11. LE CONTEXTE PATRIMONIAL ET CULTUREL DU SITE	56
3.12. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	57
4. EVOLUTION ET JUSTIFICATIONS DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL	58
4.1. LE PADD DU SCOT	58
4.2. LE DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS AVANT MISE EN COMPATIBILITE	58
4.3. LE DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS MIS EN COMPATIBILITE	61
5. ANALYSE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS ET REGLES SUPERIEURES	73
5.1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE	73
5.2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE AGOUT AMONT	73
5.3. COMPATIBILITE AVEC LE SRADDET	74

5.4.	COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PNR HL	78
5.5.	APPLICATION DE LA LOI MONTAGNE.	83
6.	EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	84
6.1.	ANALYSE L'INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.	84
6.1.1.	Incidences sur le milieu physique	84
6.1.2.	Incidences sur le milieu naturel	84
6.1.3.	Incidences sur le milieu humain	85
6.1.4.	Incidences sur le paysage	85
6.2.	INCIDENCES NATURA 2000	86
•	Le contexte du projet :	86
•	Le descriptif du projet	87
•	Rejet des eaux pluviales	88
•	Les mesures prises dans le projet de PLUi mis en compatibilité	92
•	Les habitats et espèces ayant désigné le site Natura 2000	92
•	Résultats de l'étude de terrain	94
	Flore, habitats	103
	Faune	104
•	Incidences potentielles sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire	106
•	Incidences potentielles à court et long terme	106
•	Mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre	106
•	Conclusion	106
6.3.	INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES NATURELS	107
6.4.	INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	107
6.5.	SOLUTIONS DE SUBSTITUTIONS ETUDIEES	108
6.6.	ACTUALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT HTO	109
7.	MESURES EVITEMENT-REDUCTION-COMPENSATION	112
7.1.	MESURES D'EVITEMENT	112
7.2.	MESURES DE REDUCTION ET DE COMPENSATION	114
7.3.	MESURES ERC PAR THEMATIQUE	121
7.4.	LES INDICATEURS PERMETTANT D'EVALUER L'APPLICATION DU SCOT	122

1. PREAMBULE

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Hautes Terres d'Oc a été approuvé le 24/06/2019.

La procédure de déclaration de projet est mentionnée aux articles L143-44 à L143-50 et L300-6 du code de l'urbanisme.

Cette procédure permet de déclarer d'intérêt général un projet et de mettre en compatibilité le document d'urbanisme du territoire concerné. Ainsi, l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. (...)

Dans un contexte de réindustrialisation de la France, le projet d'intérêt général est en particulier caractérisé par :

- **La création d'emplois**
- **Le développement de la filière bois (bois d'œuvre)**
- **La production d'énergie renouvelable**
- **La valorisation optimale de la ressource**
- **La création de la valeur ajoutée sur le territoire**

Le projet d'intérêt général est décrit dans le sous dossier I. dossier d'intérêt général

Le sous dossier III. Mise en compatibilité du SCOT est composé ainsi :

- 1-pièces administratives
- 2-un rapport de présentation
- 3-DOO avant et après modification

Le rapport de présentation présente :

- Le projet
- L'état initial de l'environnement
- La justification de l'évolution du Document d'Orientations et d'Objectifs

Le rapport de présentation :

- Analyse la compatibilité du projet avec les documents et règles supérieures
- Évalue l'incidence du projet sur l'environnement

Le rapport de présentation comporte un résumé non technique et des annexes.

2. LA DESCRIPTION DU PROJET

2.1. LE CONTEXTE DU PROJET

Le Groupe SIAT a pour projet d'agrandir son site de Saint Agnan au Bez (81). Une partie de l'extension porte sur des terrains classés actuellement en zone agricole (zone A) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) SIDOBRE VAL D'AGOUT. Une procédure de déclaration de projet permet de mettre en compatibilité le PLUi et le SCOT sur les bases d'un projet d'intérêt général.

Le Groupe SIAT est un acteur de premier plan de la filière bois française. Ses cinq sites industriels répartis entre l'Alsace et le Tarn transforment des résineux en sciages, en produits rabotés, en électricité et en granulés de bois pour un chiffre d'affaires de 170 M€ et emploie 400 collaborateurs. L'entreprise est devenue un leader national sur les marchés français des bois de construction à destination du négoce de matériaux et de la grande surface de bricolage.

L'ensemble des produits entrant sur ses sites sont transformés sur place en sciages, granulés et / ou énergie. L'entreprise source la quasi-intégralité de sa matière en circuit court (rayon moyen d'approvisionnement < 100km) et vend ses produits finis dans un périmètre réduit afin de minimiser les coûts de transport et l'impact carbone. L'entreprise ne réalise pas de chiffre d'affaires à l'export.

Dans un contexte d'expansion forte pour soutenir la demande croissance de ses clients en bois de construction, le Groupe SIAT a fait l'acquisition fin 2020 de 2 sites industriels de première transformation des bois dans le Tarn (81) : les sites de Groupe SIAT dit Brassac (situé à Saint Agnan, juridiquement sur la commune du Bez) et de Groupe SIAT Labruguière.

Le site de Brassac est une scierie acquise en décembre 2020 auprès du tribunal du commerce de Castres, son précédent propriétaire, la société NEOFOR l'ayant placé en redressement judiciaire. Le Groupe SIAT entend faire de son site de Brassac un site modèle pour la filière bois Française et présente donc un plan d'investissement très ambitieux visant à sa reconstruction complète.

Le projet du Groupe SIAT est de faire évoluer le site et l'outil industriel existant à Brassac pour mieux servir les marchés du négoce et de la grande surface de bricolage du sud et de l'ouest de la France, dans un contexte où la RE2020 promeut et encourage l'utilisation du bois dans la construction, matériau bio-sourcé par nature, à la place de matériaux plus énergivores et moins isolants tels, le béton ou l'acier : utiliser 1m³ de bois à la place d'1m³ d'acier ou de béton permet une économie d'1 tonne eq CO².

Le site transformera la ressource locale, constituée de résineux d'essences et de propriétés diverses. Les bois rouges (douglas, pins), par exemple, sont majoritairement utilisés en aménagement extérieur (lames de terrasse, bardages, ...) tandis que les bois blancs (sapin, épicéa) sont principalement utilisés dans la construction de logements à ossature bois ou dans la réalisation de produits plus techniques (lamellé-collé).

Les produits destinés à l'aménagement extérieur ainsi que les produits techniques devant obligatoirement être séchés et majoritairement rabotés imposent des adaptations concernant l'outil industriel nécessaire pour les transformer.

L'évolution de l'outil industriel suivra les principes structurants suivants :

- Son dimensionnement sera strictement dicté par la ressource disponible localement (en quantité, en diamètre, en diversité d'essences, en qualité),
- 100% de la matière première sera valorisée sur le site, selon le principe d'économie circulaire démontré sur le site alsacien d'Urmatt,
- Le rendement matière de l'outil, c'est-à-dire la capacité de l'outil industriel à valoriser la plus grande partie de la ressource en bois d'œuvre, sera hissé au-delà des standards du marché afin d'optimiser les besoins en matière première.

Le maximum de flexibilité sera recherché pour répondre aux besoins spécifiques de chaque région, cette hétérogénéité étant une particularité du marché français.

2.2. LE DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet se décompose en 2 parties :

- La première et deuxième transformation du bois

Le projet prévoit :

-La construction d'un parc à grumes, muni des dernières technologies de scanner à bois et d'intelligence artificielle, sera requis en amont du processus pour réceptionner la matière et optimiser les plans de coupe,

-La construction de deux unités de sciage dernier cri (petits et faibles diamètres, gros diamètres) en aval du parc à grumes permettra d'optimiser les ratios de production et de qualité. Ces unités seront dimensionnées (capacité, diamètre moyen, essences, etc.) en fonction du massif. Les outils d'optimisation seront développés sur la base des connaissances accumulées en Alsace dans ce domaine, qui sont à la pointe de l'innovation pour la valorisation des ressources bois locales. L'intégralité des bois issus de ces ateliers seront envoyés dans des séchoirs à bois,

-Une unité de triage et d'usinage des bois secs, pour optimiser la matière en sortie de séchoir, et usiner les produits dont les marchés de bois structure manquent aujourd'hui,

-Des unités de refente du bois, pour permettre de compléter le portefeuille de produits et de proposer une gamme large et profonde en bois secs français aux négoce de matériaux (chevrons, liteaux de toiture, volige, etc.).

- La fourniture d'énergie

Le projet prévoit :

-La construction d'une unité de cogénération, pour permettre de mieux valoriser les produits connexes (notamment l'écorce) et d'améliorer le bilan carbone de l'unité. Cette unité permettra de générer de l'électricité à base de biomasse et d'alimenter en calorie les séchoirs et la filière de deuxième transformation du site. L'électricité sera autoconsommée prioritairement, la part de production supplémentaire réinjectée sur le réseau.

-Une usine utilisant les produits connexes de la scierie, qui sera associée à la cogénération et qui permettra de produire du granulé de bois et/ou des dés de palettes,

-Des séchoirs à bois, qui utiliseront la calorie rendue disponible et permettront de sécher les bois et de fabriquer de nouveaux produits plus techniques.

Un synoptique de la centrale de cogénération est présenté ci-dessous :

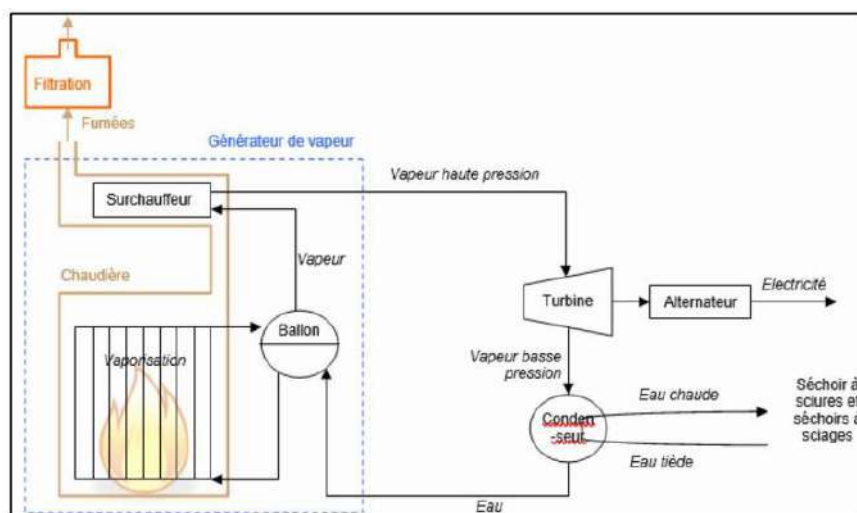


Illustration 1 : synoptique de la centrale de cogénération (source : SIAT)

Le plan d'ensemble du projet est présenté ci-dessous (visuel avant-projet non définitif) :

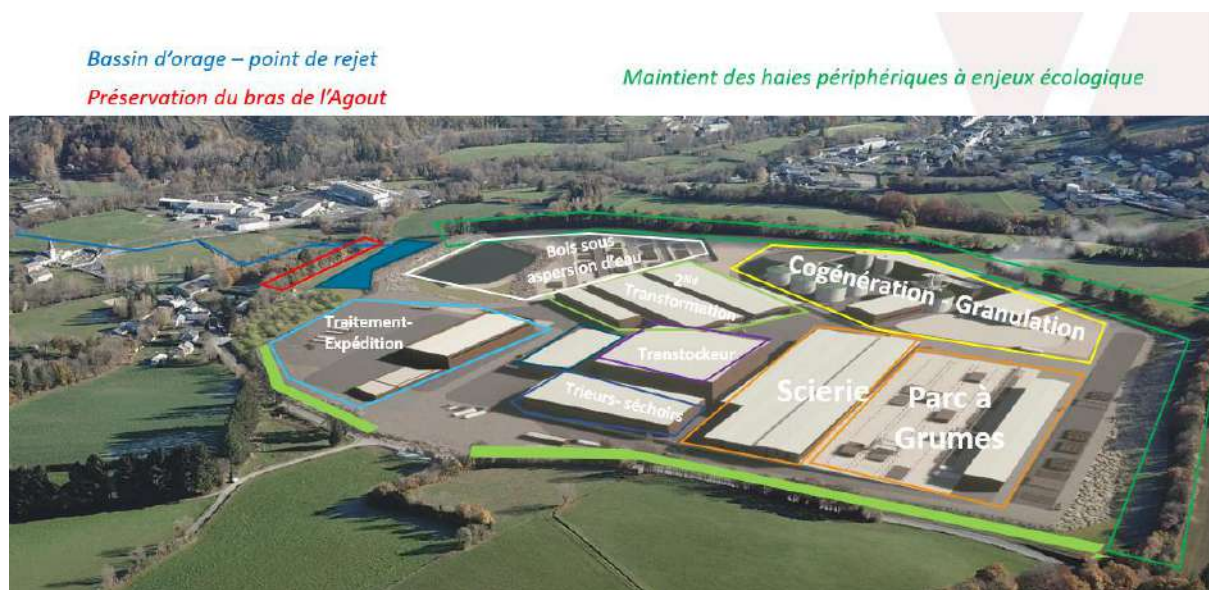


Illustration 2 : Projet d'implantation à titre indicatif des bâtiments (source : SIAT)

Celui-ci présente une meilleure intégration paysagère que le projet initial qui couvrait la totalité de la zone d'étude. L'évaluation environnementale a conduit à réduire le périmètre du projet pour limiter les impacts.

Les surfaces des bâtiments (et leurs caractéristiques), des voiries et des zones enherbées du projet sont présentées dans le tableau suivant :

Caractéristiques des bâtiments												
Batiment/zone	Couvert (O/N)	Diametre (m)	Longueur (m)	Largeur (m)	Surface (m²)	Elevation (m)	Volume utile (m3)	Structure	Murs	Toiture	Isolation	Sol
Parc à grumes	OUI		150	20	3000	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Scierie	OUI		200	25	5000	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Trieur 1 Bois frais	OUI		200	12,5	2500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Trieur 2 Bois frais	OUI		200	12,5	2500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Cellules de séchage	OUI		45	8	360	14		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Trieur Bois sec	OUI		150	15	2250	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Transtockeur	OUI		80	80	6400	50		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Raboterie	OUI		80	40	3200	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Laterie	OUI		100	20	2000	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Cogénération	OUI		150	25	3750	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Zone préparation connexes	OUI		50	30	1500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Stock rognures	OUI		60	40	2400	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Sécheur à bande	OUI		50	10	500	15		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Silo sciure humide 1	OUI	22				25	3500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo sciure humide 2	OUI	22				25	3500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo sciure sèche 1	OUI	15				25	2500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo sciure sèche 2	OUI	15				25	2500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 1	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 2	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 3	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 4	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 5	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Administratif	OUI		50	20	1000	20		Métallique	Bardage Bois	Bac acier	Laine de roche	Béton
Local maintenance	OUI		75	20	1500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Expédition-Traitement	OUI		100	32	3200	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
total bâtiments					41060							
Voies - Dalles extérieures	NON				234253							Béton/Enrobé
Espaces verts					26612							Enherbé-boisé
TOTAL					301925							

Tableau 1 : caractéristiques des bâtiments (source : SIAT)

La surface des bâtiments représente 41060 m².

2.3. L'INTEGRATION PAYSAGERE

Une simulation du projet est présentée ci-dessous. Celui-ci présente une meilleure intégration paysagère que le projet initial qui couvrait la totalité de la zone d'étude. L'évaluation environnementale a en effet amené à réduire le périmètre pour limiter les impacts.

Nous retiendrons les effets positifs de cette évaluation concernant :

- Le maintien des haies en périphérie du site
- La préservation de la ligne de crête : non développement en partie Est (coté Brassac)
- Le maintien de la ripisylve au Nord aux abords du ruisseau

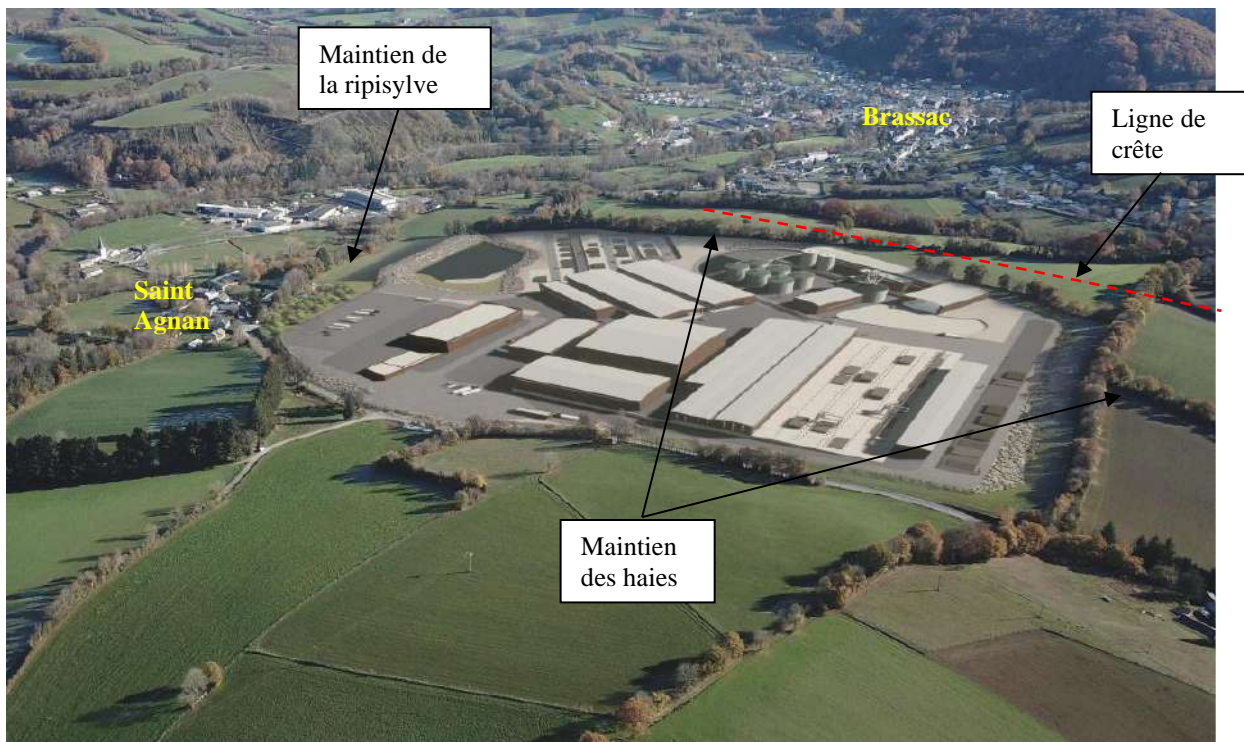


Illustration 3 : Simulation d'implantation à titre indicatif du projet (source : SIAT)

Le projet tendra vers un équilibre des déblais remblais permettant de limiter la hauteur des bâtiments en abaissant la plateforme. Ainsi le site ne sera pas visible depuis Brassac et son impact sera limité depuis Saint Agnan du fait de la présence d'un espace tampon.

⇒ **Les bâtiments à caractère industriel sont suffisamment éloignés des habitations ce qui limite les nuisances éventuelles (bruit, poussières)**

2.4. LE PROCESS

Le projet prévoit deux activités distinctes :

- La première et deuxième transformation du bois,
- La fourniture d'énergie et la fabrication de granulés de bois.

Le process global du projet est présenté à la figure ci-dessous :

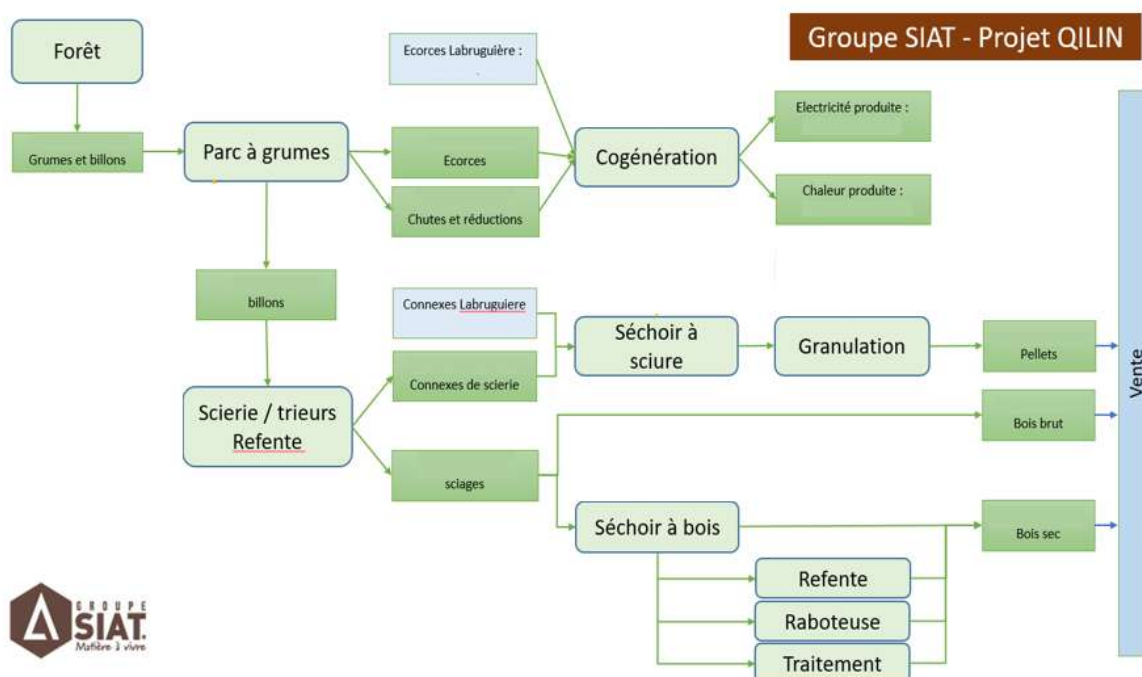


Illustration 4 : Process du projet (source : SIAT)

Le Groupe SIAT propose un schéma d'économie circulaire identique à celui déployé en Alsace. Le site ne produira que des produits finis selon le modèle suivant :

- La grume de forêt est totalement utilisée sur site,
- L'écorce est utilisée comme combustible dans la chaudière de cogénération pour produire de l'énergie,
- Cette énergie est tout d'abord utilisée pour produire de l'électricité, valorisée au premier chef dans l'usine, le surplus réinjecté sur le réseau,
- Les calories résiduelles sous forme d'eau chaude est ensuite utilisée pour sécher les sciages et sécher la sciure,
- La sciure sèche est ensuite compressée pour produire du granulé de bois sur site (sans ruptures de charge),
- Le sciage sec est usiné pour produire des produits de deuxième transformation : produits rabotés, ossatures, bois de structure, etc.

Cette logique économique ne produira que très peu de déchets.

2.5. ASPECTS REGLEMENTAIRES

Le projet est soumis à la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et à la Loi sur l'Eau.

La déclaration de projet est soumise à la Loi Montagne et à une évaluation environnementale.

2.6. LES BESOINS DU PROJET

- Besoins en eau

Les besoins en eau estimés sont présentés ci-dessous :

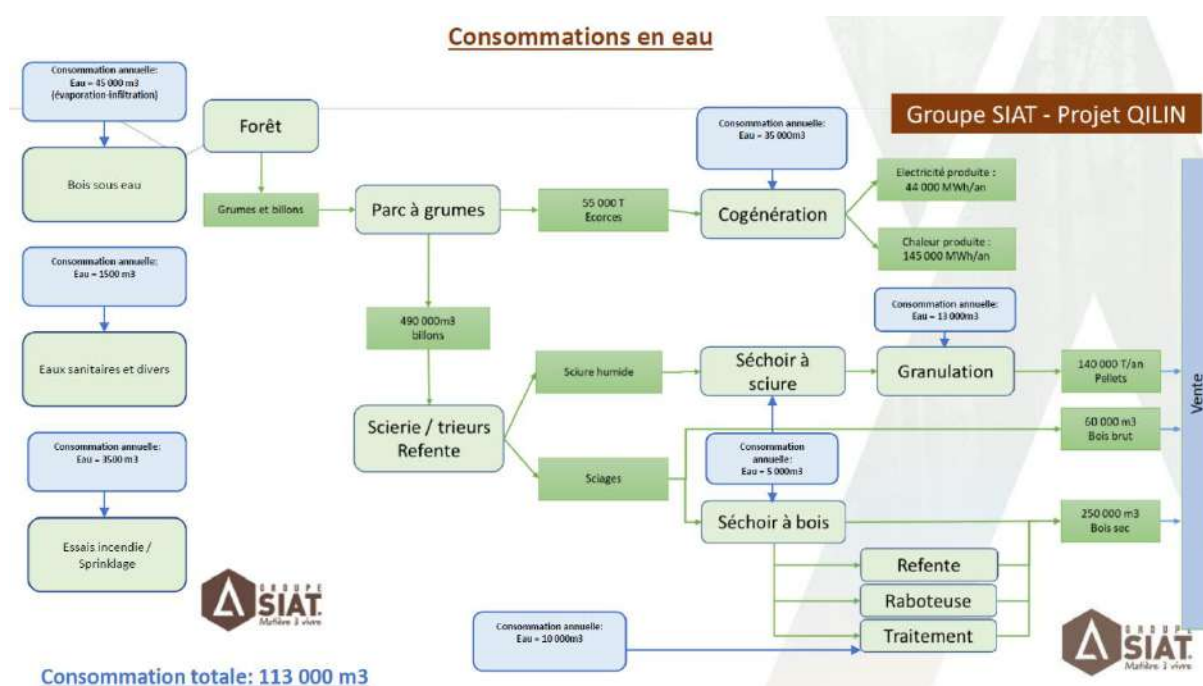


Illustration 5 : Circuit du Bois et de la consommation en eau (source : SIAT)

La philosophie, ambitieuse et novatrice, d'approvisionnement en eau de ce projet menée en collaboration avec les différents services de l'Etat (ARS, DDT, DREAL) comporte :

D'une part le stockage, le traitement et la réutilisation des eaux de pluie captées sur site (toitures et surfaces imperméabilisées) pour les différents process industriels (bois sous eau, granulation, séchage, traitement) à hauteur de 76 500 m³ d'eau par an via la retenue collinaire de 26 000 m³ existante sur site. La retenue collinaire est réalimentée à l'aide de la pluviométrie régulière du secteur.

D'autre part l'utilisation d'eau issue d'un forage au droit du site pour l'alimentation en eau de la cogénération à hauteur de 35 000 m³ d'eau par an, ainsi que, ponctuellement, pour la sécurisation de la réserve d'eau sur des périodes marquées par une faible pluviométrie, à hauteur de 26 000 m³ dans le cas d'une année sèche.

Une étude approfondie a été menée sur la caractérisation de la nappe existante au droit du site ainsi que sur sa capacité à subvenir aux besoins en eau du site. Cette nappe n'est concernée par aucun captage en eau potable. De plus, les prélèvements envisagés sur celle-ci ne seront pas de nature à

engendrer une tension sur la ressource disponible. Le forage fera l'objet d'une demande d'autorisation qui permettra de contrôler sa viabilité et la maîtrise des potentiels impacts. Le rendu du bureau d'études missionné précise qu'un prélèvement de 30 m³ à l'heure n'est pas de nature à impacter la disponibilité de la ressource dans la nappe phréatique. Autrement dit, ce prélèvement (linéaire pour l'alimentation de la cogénération (5m³/h) et ponctuel pour la sécurisation de la ressource en eau de la retenue collinaire) n'aura pas de conséquences sur la viabilité de cette nappe.

De plus, il est nécessaire d'avoir une eau de qualité constante pour l'unité de cogénération et le forage permettrait de répondre à cette exigence.

D'autres options que le forage ont aussi été envisagées, mais elles restent pour le moment hypothétiques car elles ne relèvent pas de la maîtrise du groupe SIAT comme le réemploi des eaux en sortie d'une potentielle nouvelle station d'épuration à Brassac. Malgré des besoins très importants en eaux de process et de stockage du bois, le groupe SIAT dispose de solutions permettant de disposer d'une ressource durable en eau (forage propre à la scierie, eaux de pluie stockée en grande quantité).

La consommation annuelle d'eau pour les sanitaires sera quant à elle de 1 500 m³/an. Cette eau proviendra du réseau d'eau public de la commune du Bez, tandis que l'eau pour les essais incendie (sprinklage et remplissage des cuves, soit 3 500 m³/an) proviendra de la retenue collinaire et du forage. Ces quantités restent limitées et le réseau d'eau local et sa source d'approvisionnement ne seront donc pas impactés par le projet SIAT.

En conclusion :

Les besoins de prélèvement en eau de process (63 000 m³/an) se décomposent donc ainsi :

- L'eau pour le traitement du bois (10 000 m³),
- le sécheur (5 000 m³),
- la granulation (13 000 m³),
- la cogénération (35 000 m³).

La consommation annuelle d'eau pour le stockage de bois sous eau sera de 45 000 m³. Cette eau proviendra de la retenue collinaire existant du site actuel de 26 000 m³. Cette retenue est réalimentée par les eaux pluviales du bassin versant.

Concernant les besoins en eau de process, la ressource en eau est suffisante pour les besoins du projet. Les solutions suivantes existent et sont disponibles pour répondre aux besoins :

- un forage (solution privilégiée),
- le réemploi des eaux en sortie de la station d'épuration de Brassac,
- l'utilisation d'un captage non exploité.

Synoptique et graphique des consommations et des approvisionnements :

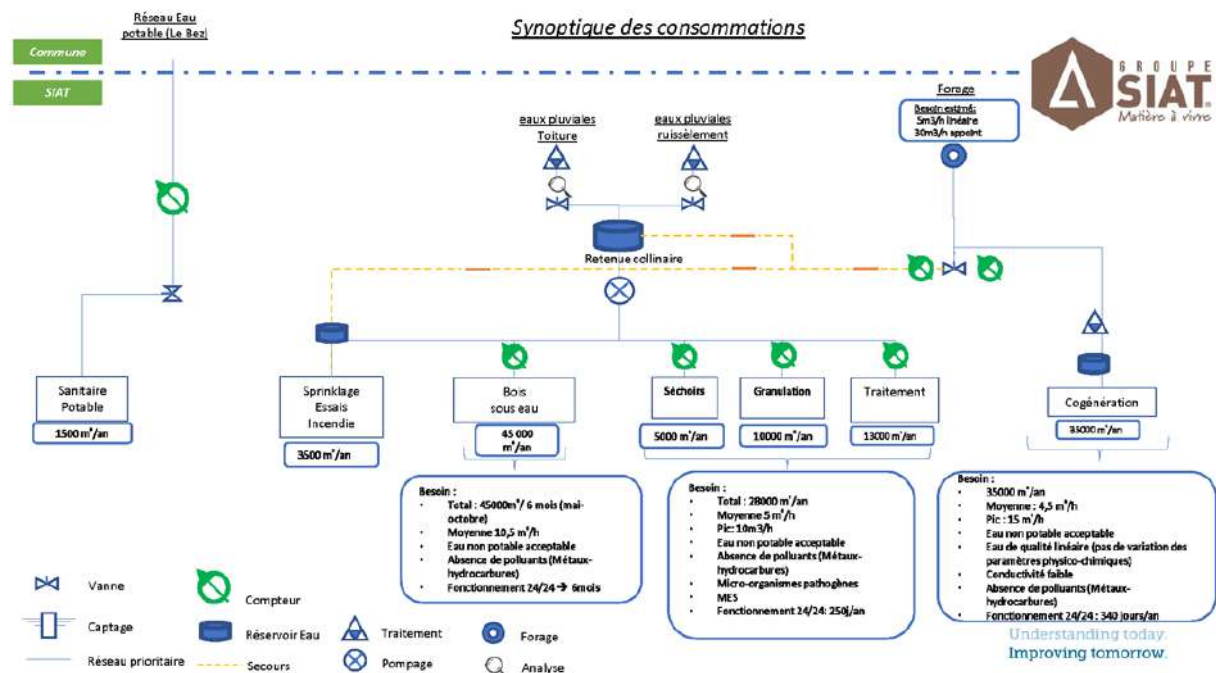
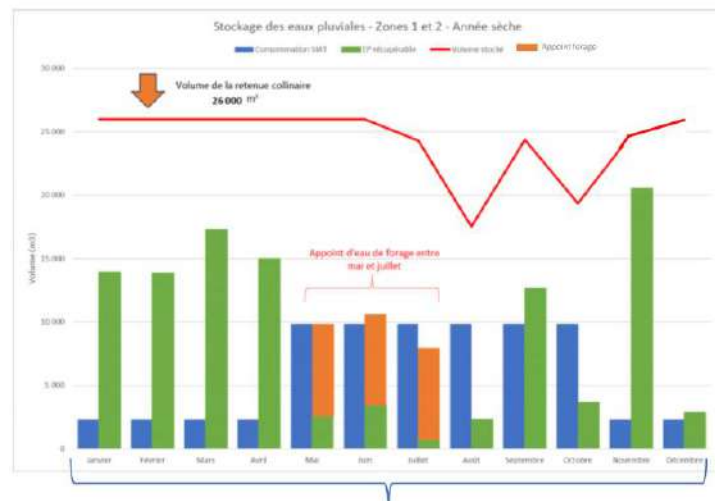


Illustration 6 : Synoptique des consommations d'eau (source : SIAT)

Une simulation de la ressource en eau en année sèche (référence 2022) a été réalisée :

Simulations ressource en eau



Understanding today.
Improving tomorrow.

L'appoint en eau de forage est ponctuel et limité.

- Besoins en électricité

Les consommations électriques estimées sont présentées à la figure suivante.

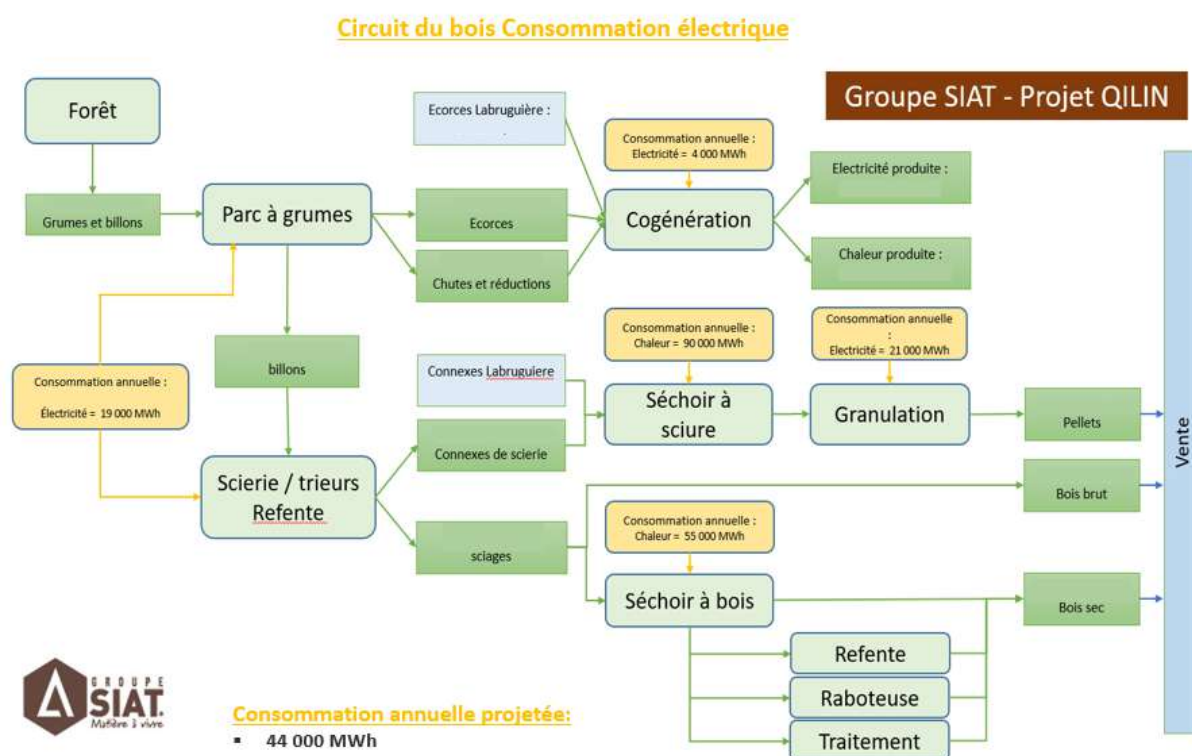


Illustration 7 : Consommations d'énergie (source : SIAT)

La consommation en électricité du projet est de 44 000 MWh.

Le site industriel sera doté d'une installation thermique biomasse à cogénération et d'une unité de granulation. Ces équipements permettront de valoriser l'ensemble des produits connexes de scierie en chaleur et en électricité verte ainsi qu'en granulé de bois pour le chauffage domestique. Les quantités produites seront ainsi de :

- 44 000 MWh d'électricité renouvelable à base de biomasse, très majoritairement autoconsommée et ponctuellement redistribuée sur le réseau
- 145 000 MWh de récupération de chaleur de la cogénération
- 140 000T de granulés de bois pour le chauffage domestique (650 000 MWh/an = environ chauffage pour 28000 foyers).

Le bilan annuel est équilibré entre la consommation du site et la production d'énergie renouvelable du projet. **En intégrant la production de granulés et la récupération de chaleur, le bilan énergétique est positif de 650 000 MWh/an.**

3. Desserte du site

Le site est accessible depuis la RD622 via une voirie intercommunale qui est adaptée au trafic poids lourds. Le carrefour de la RD622 sera réaménagé afin de tenir compte de l'augmentation du trafic à venir. Un tournant à gauche en venant de Castres permettra un accès sécurisé. L'emprise publique du département est suffisante pour un tel aménagement.



Illustration 8 : localisation du carrefour à aménager

L'accroissement d'activité du site de Brassac aura un impact sur le trafic routier. A terme, une fois la capacité de production nominale atteinte, l'augmentation du trafic routier poids lourd est évaluée à environ 70 camions / jour en moyenne par rapport à l'existant soit :

- 40 à 50 grumiers par jour
- 35 à 40 camions de produits finis par jour
- 15 à 20 camions de pellets par jour

Pour les voies accueillant un trafic supérieur à 100 véhicules /jour, le tourne à gauche est recommandé (guide SETRA 1998). Le département a prévu d'aménager ce carrefour.

Au niveau de la route de l'Agout, des dispositions municipales et intercommunales pourront être prises pour réguler la vitesse des poids-lourds (exemples : chicanes, limitations de vitesse inférieures...). La continuité des chemins de randonnée existants traversant la route de l'Agout sera également assurée et sécurisée. L'entrée du site industriel est située en amont du hameau en venant de la RD622, évitant ainsi la traversée de Saint-Agnan par les poids-lourds.

4. Gisement forestier

Le dimensionnement de l'outil a été réalisé sur la base d'une étude approfondie des capacités du massif et de l'impact du projet sur la filière bois locale.

La consommation annuelle de bois rond du site de Brassac va ainsi être multipliée environ par 3,5. Il s'agit plus précisément d'une quantité de 550 000 m³ de bois ronds qui seraient transformés par an sur les deux sites du groupe SIAT de Labruguière et de Saint-Agnan une fois le projet réalisé.

À l'heure actuelle, les deux sites consomment environ 100 000 m³ de bois ronds (BO résineux) chacun par an. Le projet sur le site de Saint-Agnan prévoit donc une augmentation de la consommation en bois rond de 350 000m³/an.

Le plan d'approvisionnement dont la synthèse figure en annexe du rapport de présentation, se base sur les études de disponibilité de la ressource réalisées notamment par l'IGN, la DRAAF Occitanie, ou encore la Région Occitanie. Elles ont été complétées par les études de branches concernant l'exploitation et la transformation des bois en Occitanie. Ce plan d'approvisionnement a été jugé « Cohérent et faisable d'un point de vue technique » par l'institut technologique FCBA (pour information, le FCBA héberge le bureau de normalisation du bois et de l'ameublement. C'est ce bureau qui coordonne les travaux relatifs aux normes NF (nationale), CEN (européenne) et ISO (internationale).

De plus, le plan d'approvisionnement du groupe SIAT devra être validé par les services de l'Etat.

Ont notamment été analysés :

- Les récoltes actuelles en résineux bois d'œuvre en Région Occitanie et les prévisions de récolte jusqu'en 2030,
- Le marché actuel du bois rond et les effets de la revalorisation de la matière sur les flux quittant la Région Occitanie,
- L'augmentation de 200 à 300% de capacité de production du Groupe SIAT (Incluant les deux sites de Brassac et de Labruguière) et l'impact sur l'approvisionnement des autres scieries concurrentes.

Le rayon d'approvisionnement du site de Brassac est déterminé par les limites « coûts/capacité » de la logistique. Le rayon maximum d'approvisionnement est ainsi fixé à 3 heures de route autour de BRASSAC, permettant un trajet aller/retour dans la journée de travail d'un grumier.

Ce rayon d'action est schématisé sur la carte ci-dessous :



Cartographie 1 : zone d'intervention (source : SIAT)

Cette limite positionne le rayon d'approvisionnement quasi intégralement en Région Occitanie. La part d'approvisionnement étant dépendante de l'éloignement, le rayon moyen d'approvisionnement est estimé à 1h15 de BRASSAC.

Le projet est situé au cœur du gisement forestier sur une unité pré existante.

Le volume annuel moyen de bois d'œuvre résineux récolté en Occitanie, toutes qualités, est de : 1 214 km³/an, calculé sur les 2 années les plus récentes (2018 et 2019). La valeur 2020 a été écartée en raison de la crise COVID et des mesures exceptionnelles prises lors du 1er confinement.

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total (milliers de m³ ou dam³)	1032	1098	1140	1292	1136	1014

L'étude IGN-FCBA sur les « Disponibilités en bois des forêts d'Occitanie à l'horizon 2036 » faite en 2016 et son actualisation en 2019, nous renseigne sur l'évolution de la disponibilité en bois d'œuvre résineux en Occitanie pour les périodes à venir 2026/2030 et 2031/2035.

Les prévisions de ressource disponible sont détaillées selon 2 scénarios différents de gestion forestière. Ces scénarios de gestion ont été définis en concertation avec la DRAAF, le CRPF et l'ONF :

- Le scénario tendanciel : pratiques de gestion sylvicole considérée comme actuelles. Ces pratiques sont maintenues durant toute la période de simulation. Les taux de prélèvement restent fixes durant toute la période. Avec une ressource globalement en augmentation et un scénario prélevant moins que l'accroissement.
- Le scénario Dynamique : Ce scénario vise à simuler l'impact sur la disponibilité en bois d'une dynamisation modérée et réaliste des pratiques sylvicoles. Dans l'ensemble cette dynamisation se traduit par la « mise sous gestion » de superficies supplémentaires.

		2016-2020	2021-2025	2026-2030	2031-2035
Scénario tendanciel	Étude 2016 (milliers de m ³ ou dam ³)	1086	1151	1218	1287
	Actualisation 2019 (milliers de m ³ ou dam ³)	1051			1251
Dynamique progressif	Étude 2016 (milliers de m ³ ou dam ³)	1100	1276	1456	1563
	Actualisation 2019 (milliers de m ³ ou dam ³)	1053			1513

		2016-2020	2021-2025	2026-2030	2031-2035
Scénario tendanciel	Variation vs. Actualisation 2019 (milliers de m ³ ou dam ³)		+100	+167	+236
					+200
Dynamique progressif			+223	+403	+510
					+460

Tableau 2 : scénario des prévisions de ressource (source : FCBA)

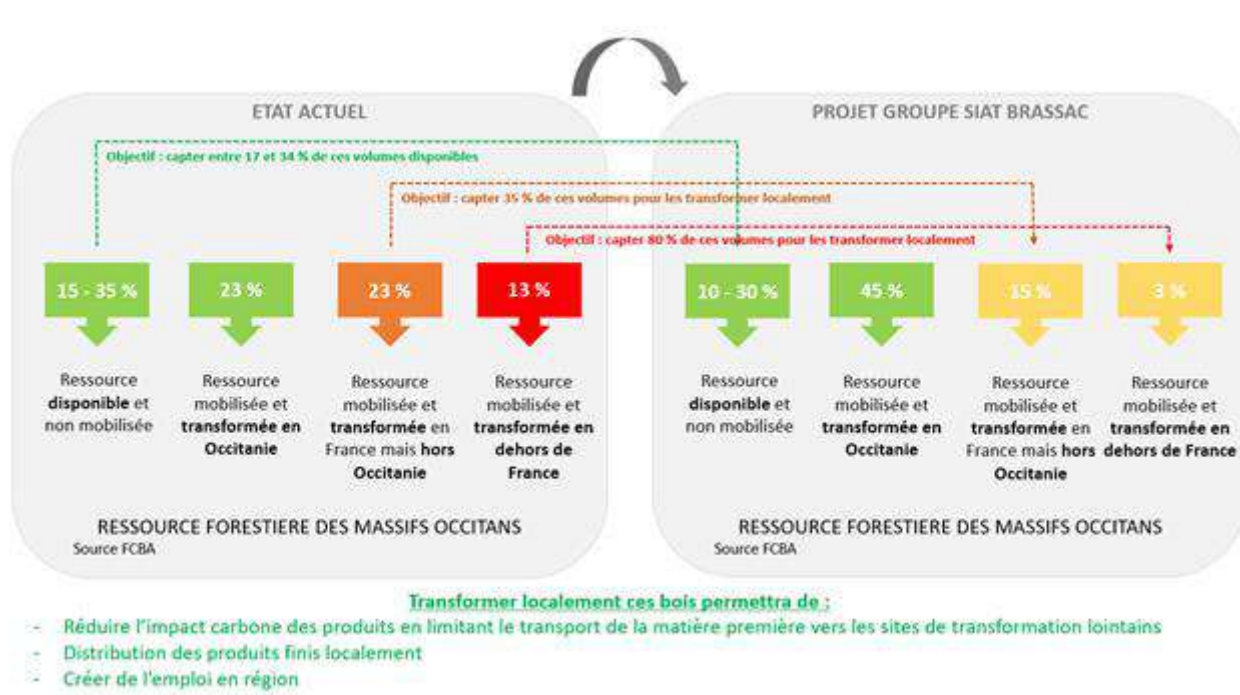
Ces 2 scénarios prévoient une augmentation de la disponibilité à venir en Occitanie :

- A partir de 2026 : Augmentation comprise entre +167 km³ et +403 km³/an selon le scénario.
- A partir de 2031 : Augmentation comprise entre +200 km³ et +460 km³/an selon le scénario.

Le scénario tendanciel à l'horizon 2030 couvre environ la moitié des besoins du projet et le scénario dynamique couvre plus que le besoin du projet.

Le projet contribuera à l'exploitation de la ressource à partir de 2027.

La ressource disponible est estimée par l'analyse des chiffres issus « des enquêtes de branche exploitation forestière »



Aujourd'hui une part considérable des volumes récoltés sont exportés hors d'Occitanie par manque de capacités de transformation sur le territoire. La hausse du prix de la matière permettra de relocaliser les volumes exportés.

Concernant l'alimentation de la chaudière pour la production d'énergie, celle-ci se fera selon les proportions suivantes :

- Majorité d'écorce issue de la transformation du bois résineux ;
- Part complémentaire de bois dit « Bois énergie » : bois non valorisable d'autre part issu de l'exploitation des parcelles destinées à l'approvisionnement en bois d'œuvre résineux des deux scieries SIAT de Brassac et de Labruguière (chutes non valorisables, bois présentant des déformations, des nœuds, bois dégradés par des attaques d'insectes non valorisables en bois d'œuvre).

Le projet répond ainsi in fine à une demande en bois très importante pour satisfaire les objectifs de changement des méthodes de construction, employant de plus en plus de matériaux biosourcés.

Une problématique pour les années à venir réside aussi dans le dépérissement des arbres qui meurent en forêt et qu'il faut exploiter (sécheresse, canicule, tempêtes, incendies et attaques de ravageurs). Si ceux-ci sont coupés suffisamment tôt, cela limite l'expansion des maladies et des nuisibles et cela permet de valoriser la ressource en bois d'œuvre avant un dépérissement trop avancé et limite grandement les pertes pour les exploitants forestiers. Les autres scieurs locaux ne peuvent actuellement pas exploiter l'intégralité de cette ressource qui devra être transformée rapidement afin de permettre sa valorisation car il est bien plus complexe, notamment en termes de logistique et de capacités de transformation, de couper et exploiter du bois déclassé. Cela prouve qu'il est nécessaire d'atteindre une certaine taille critique afin d'avoir un projet à la fois flexible et rentable.

Il faut souligner que les coupes de résineux en forêt ne sont pas arbitraires mais répondent à des plans simples de gestion (PSG) validés par le CRPF Occitanie (Centre Régional de la Propriété Forestière).

En cumulant tous les volumes disponibles y compris ceux qui partent hors Occitanie et en en déduisant le besoin supplémentaire généré par la mise en place du projet SIAT à Saint Agnan, il reste des volumes très conséquents disponibles (900 000 m3 en scénario tendanciel). Il est à noter qu'en captant 60% des volumes qui quittent l'Occitanie cela est suffisant pour combler le besoin nécessaire à alimenter le projet NORE dans son intégralité.

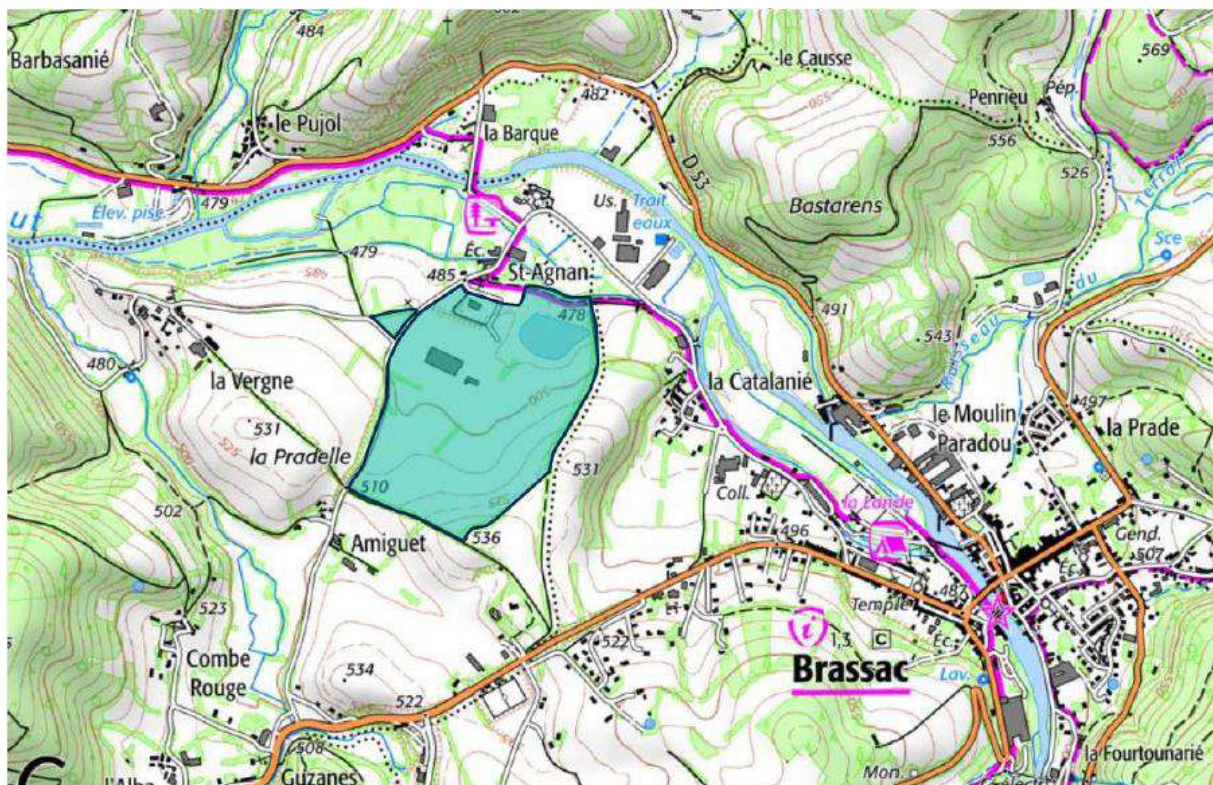
3. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Les données environnementales du présent rapport sont issues de l'étude d'impact en cours de réalisation et de l'évaluation environnementale réalisée par le bureau d'étude Rural Concept.

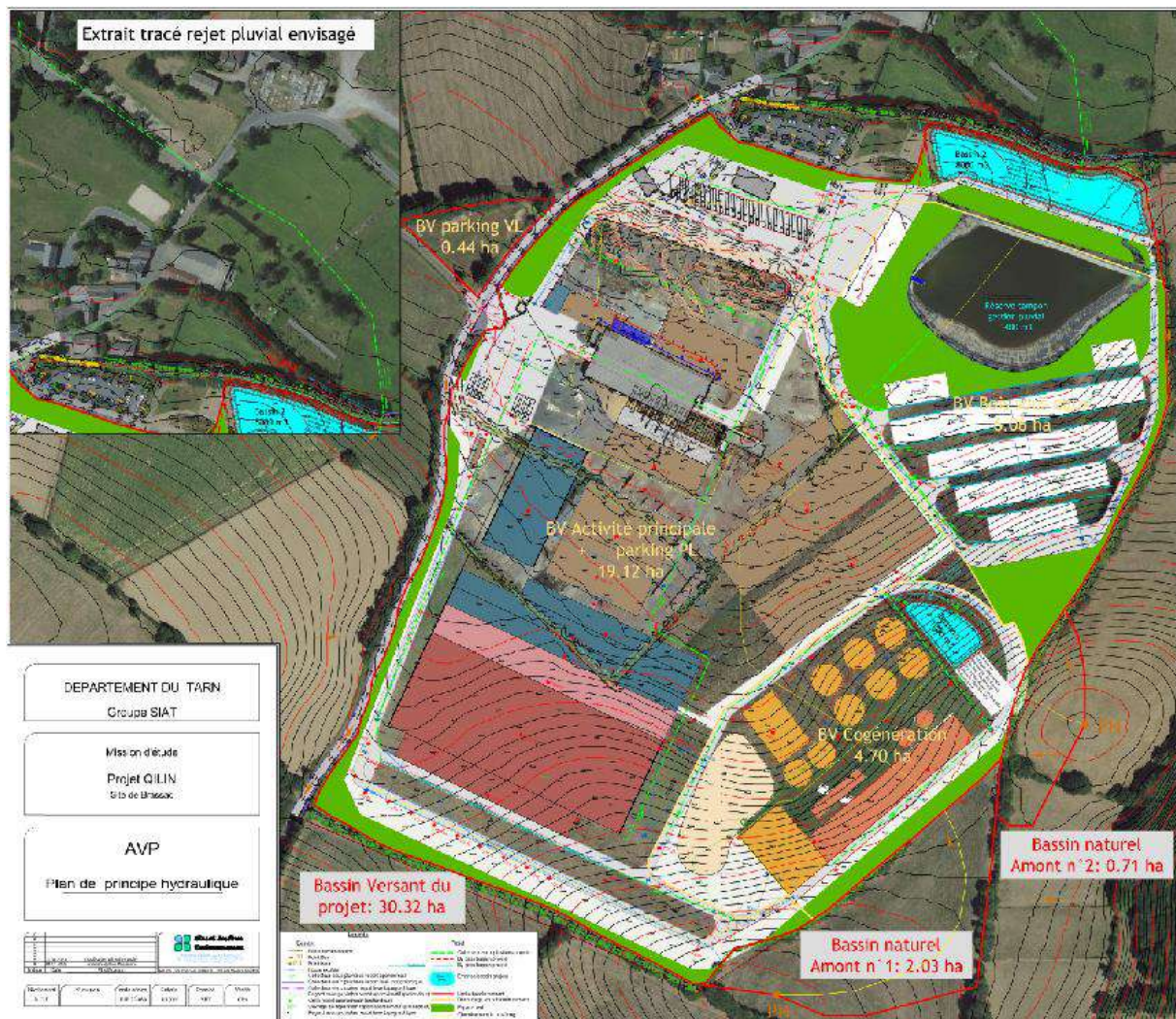
3.1. LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU SITE

3.1.1. Le contexte topographique

Le site d'étude est localisé au sein de la vallée de l'Agout. Le terrain naturel au point bas du projet est à la cote : 482.79 m NGF (point bas aval de la digue existante). Le point haut est à 530 m soit une différence de 47 m. Un équilibre des déblais remblais sera recherché.



Cartographie 2 : localisation du projet (source : IGN)

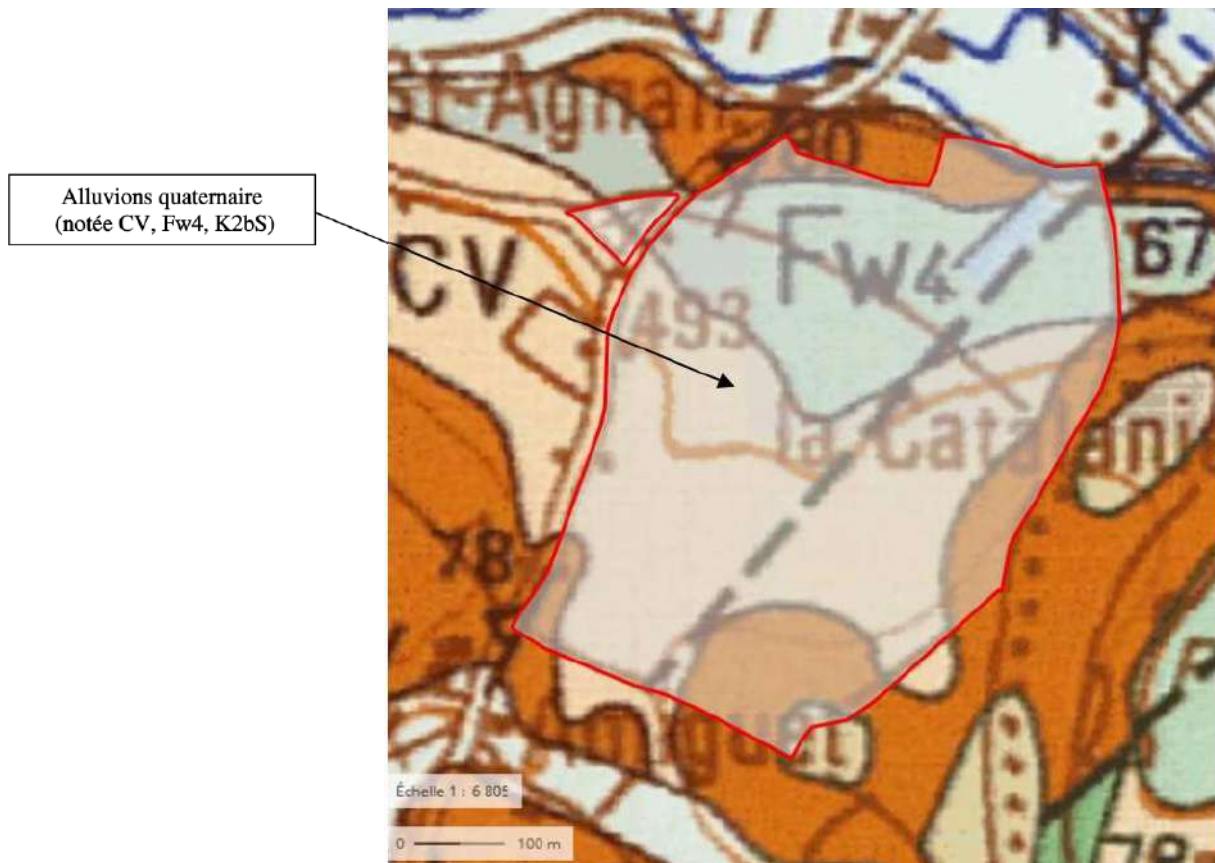


Cartographie 3 : contexte hydraulique du projet (source : SIAT)

3.1.2. Le contexte géologique et pédologique

D'après les cartes Géologique du BRGM le site est établi sur des alluvions d'âge Quaternaire déposées par l'Agout. Ces alluvions sont constituées de limons argileux plus ou moins granuleux surmontant des sables et des graves sablo-caillouteuses à gros éléments. Ils reposent sur un substratum Schisteux du Cambrien (à partir d'une profondeur de 5 m environ) altéré et argilisé entre 5 et 6 m. (source extraite du rapport d'étude hydrogéologique pour la mise en place d'un réseau de surveillance, réalisé par le bureau d'études « Sols et Eaux » du 26 septembre 2006).

Toutefois, lors de la visite de terrain et selon les observations faites sur les talus limitrophes aux aménagements existant, il semble que le sol soit composé d'une fraction d'argile non négligeable et que la part de limons reste faible.



Cartographie 4 : contexte géologique (source : BRGM)

3.1.3. Le contexte hydraulique

Une étude hydraulique a été réalisée en particulier pour dimensionner les ouvrages de rétention. Ces données seront affinées aux regards des modifications du projet et du dossier Loi sur l'eau.

Trois bassins de rétention stockage seront mis en place :

- Bassin n°1 pour le bassin naturel amont n°1 et le secteur de la cogénération

Surface bassin versant interceptée 6.73 ha dont 4.44 ha imperméabilisés

Volume de rétention 1 700 m³ dont 350 m³ pour la petite pluie,

Qfuite global 262 l/s renvoyé vers bassin n°2

Débit de surverse Q100 : 3.30 m³/s renvoyé vers secteur bois sous eaux

- Retenue collinaire pour le bassin naturel amont n°2 et le secteur « bois sous eaux »

Surface bassin versant 6.77 ha dont 4.45 ha imperméabilisés

Volume de rétention 1 400 m³ la gestion de la petite pluie sera effectuée en aval dans le bassin n°2,

Qfuite global 264 l/s renvoyé vers bassin n°2

Débit de surverse Q100 : 5.05 m³/s renvoyé vers bassin n°2

- Bassin n°2 pour le bassin versant de l'activité principale et le parking poids lourds

Surface bassin versant interceptée 18.31 ha dont 17.24 ha imperméabilisés

Volume de rétention 8 000 m³ dont 1700 m³ pour la petite pluie,

Qfuite global 1 241 l/s renvoyé directement dans l'Agout

Débit de surverse Q100 : 11.08 m³/s renvoyé vers plaine inondable Agout

Les besoins de stockage pour la défense incendie (en première approche) sont de :

- 1 300 m³ pour le bassin n°1
- 3 116 m³ pour le bassin n°2

Les besoins sont largement satisfaits car ils sont moins importants que ceux liés à la rétention.

Le rejet sera canalisé vers l'Agout sur 470 ml pour protéger au maximum les espèces protégées dans le canal existant en aval immédiat du projet.

Le schéma de fonctionnement hydraulique est le suivant :

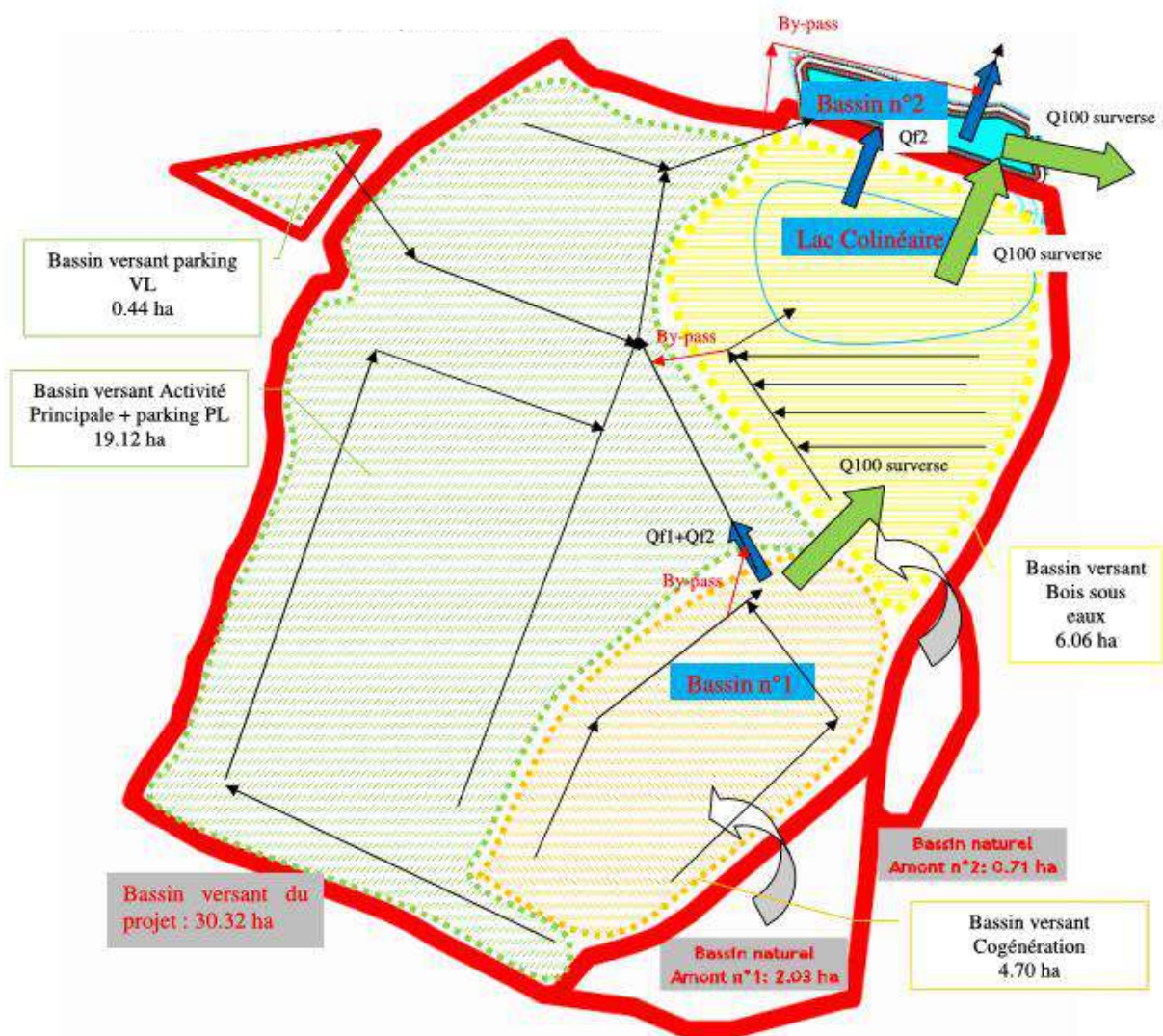


Illustration 9 : fonctionnement hydraulique (source : SIAT)

3.2. LE CONTEXTE ECOLOGIQUE

3.2.1. Les sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 correspondent à la mise en application de la Directive « Oiseaux » datant de 1979 et de la Directive « Habitats » datant de 1992, avec une réactualisation en 2009. Ces directives visent à assurer le maintien des espèces et des habitats menacés, et/ou à fort enjeu de conservation en Europe. Les sites issus de ces directives sont composés de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de faune, de flore et des milieux qu'ils abritent. Le réseau Natura 2000 est un élément clé de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne dont l'objectif est d'enrayer l'érosion de la biodiversité. Il est constitué de deux types de zones naturelles :

- Les **Zones Spéciales de Conservation** (ZSC) issues de la Directive européenne « Habitats » 92/43/CEE de 1992 ;
- Les **Zones de Protection Spéciale** (ZPS) issues de la Directive européenne « Oiseaux » 2009/147/CE/ du 30 novembre 2009.

Pour permettre la mise en place d'une gestion durable des espaces naturels au sein du réseau Natura 2000, la France a opté pour une politique contractuelle basée sur une adhésion volontaire des partenaires locaux et particulièrement des propriétaires et gestionnaires. La liste des Sites d'Importance Communautaire (première étape des ZSC) est établie par la Commission européenne en accord avec les États membres. La publication de ces listes par la France au Journal Officiel (JORF) fait suite aux décisions de la Commission Européenne parues au Journal Officiel de l'Union Européenne. La désignation des ZPS relève d'une décision nationale, se traduisant par un Arrêté Ministériel, sans nécessiter un dialogue préalable avec la Commission Européenne.

La Directive « Habitats » prévoit :

- Une protection stricte pour les espèces d'intérêt communautaire visées à l'annexe IV ;
- Une évaluation des incidences des projets de travaux ou d'aménagement afin d'éviter ou de réduire leurs impacts ;
- Une évaluation de l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sur l'ensemble des territoires nationaux de l'Union Européenne.

Une partie de la zone d'étude est située sur le site Natura 2000 « Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » (Identifiant national : FR7301631) (*illustrations 9 et 10*). C'est un site de la directive « Habitats ».

D'une superficie totale de 17 144 hectares, il est principalement situé sur les départements du Tarn et de l'Aveyron et s'étend de Roquecourbe au lac de la Ravière. Il est composé de 3 vallées des principales rivières affluents du Tarn. Il présente une très grande diversité d'habitats, allant des forêts aux landes en passant par les marais et les prairies. Au niveau de la faune, le site revêt notamment un enjeu majeur pour la Loutre d'Europe (*Lutra lutra*), espèce « quasi-menacée » au niveau national.

3.2.2. Les ZNIEFF

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

On distingue 2 types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Une modernisation nationale (mise à jour et harmonisation de la méthode de réalisation de cet inventaire) a été lancée en 1996 afin d'améliorer l'état des connaissances et d'homogénéiser les critères d'identification des ZNIEFF. Cette modernisation est terminée et donne lieu aux ZNIEFF de seconde génération. Cet inventaire doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire. Ces inventaires ne sont pas opposables et ne constituent pas un obstacle légal pour la réalisation du projet. La jurisprudence en fait un référentiel reconnu et utilisé par les tribunaux.

L'aire d'étude est située en partie sur une ZNIEFF de type 2, au niveau de la parcelle 596 (« Vallée de l'Agout de Brassac à Burlats et vallée du Gijou » (n° 730010080)) (illustrations 9 et 10).

Cette ZNIEFF d'une superficie de plus de 15 000 hectares s'étend sur 17 communes du département du Tarn. Elle correspond à la vallée de la rivière Agout. Des forêts, ponctuées de zones ouvertes, couvrent majoritairement ce territoire. Au niveau floristique, certaines espèces rares et remarquables sont présentes. Citons parmi elles la Tulipe australe (*Tulipa sylvestris australis*) et la Laiche appauvrie (*Carex depauperata*). En ce qui concerne la faune, le Pic noir (*Dryocopus martius*), la Loutre d'Europe (*Lutra lutra*) et la Mélitée des linaires (*Melitaea deione*) sont notamment recensés sur le site. Le Pic noir et la Loutre d'Europe bénéficient d'une protection en France.

3.2.3. Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope

Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) ont été institués par la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Ils ont pour objectif de favoriser la conservation de biotopes nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie d'espèces protégées sur le territoire français, qu'il s'agisse de faune ou de flore. Il s'agit donc d'espaces réglementés présentant un patrimoine naturel d'intérêt et notamment des espèces protégées. Ils sont mis en œuvre soit par le Préfet de Département, soit par le Ministre en charge de la mer lorsqu'il s'agit du Domaine Public Maritime ; on parle alors d'Arrêté Ministériel de Protection de Biotope. Ces arrêtés fixent notamment le périmètre de l'espace protégé et la réglementation applicable dans cet espace, telles que l'interdiction de certaines activités ou l'autorisation, limitation d'autres... Les arrêtés de protection de biotope ne figurent pas sur la liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol de l'article R126-1 du Code de l'Urbanisme qui doivent être annexées au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Pour être opposables aux demandes d'utilisation du sol (permis de construire...), les dispositions de l'arrêté de protection de biotope doivent être reprises dans le PLU.

Il n'y a pas d'APPB sur les communes concernées.

3.2.4. Réserves naturelles

Une réserve naturelle est un type d'aire protégée plus ou moins intégralement. Un règlement strict et diverses procédures et moyens physiques et de surveillance existent pour chaque réserve. Les réserves naturelles sont alors un des outils de protection des milieux naturels. Elles peuvent avoir une importance locale, régionale ou nationale. Cette importance n'est pas nécessairement liée à leur superficie.

Aucune Réserve Naturelle Régionale, ni Nationale n'est recensée sur la zone d'étude ou à proximité.

3.2.5. Les Espaces Naturels Sensibles

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont un outil non réglementaire de protection des espaces naturels. La démarche ENS ne revêt pas de caractère coercitif, mais s'inscrit dans une logique de développement durable en partant du précepte que la nature ne peut être préservée que si les personnes peuvent en profiter et savent la respecter. Pour mettre en œuvre cette politique, le Conseil Général dispose d'un outil financier : la Taxe Départementale des ENS (TDENS) instaurée en 1996 dans le département et fixée depuis au taux de 1%.

Les trois spécificités de cette démarche sont :

- Un accompagnement technique à disposition des porteurs de projets, débouchant sur la rédaction d'un document de synthèse (schéma directeur) ;
- La proposition d'un label départemental, avec notamment la mise en place d'une signalétique spécifique sur les sites labellisés ;
- Un appui financier incitatif.

Il n'y a pas d'ENS à proximité de la zone d'étude.

3.2.6. Parcs Nationaux

La France compte 11 Parcs Nationaux. Ces territoires, reconnus comme des territoires d'exception aux échelles nationale et internationale, peuvent être maritimes et/ou terrestres et représentent 8% du territoire français.

Ces sites sont composés :

- D'une zone cœur, où la gestion vise à développer les fonctions écologiques du milieu. On peut y retrouver des réserves de biosphère. Le cœur constitue un espace dit « de référence » puisque la gestion de ce territoire doit garantir la pérennité du patrimoine naturel mais aussi du patrimoine culturel et paysager. Ce territoire est soumis à une réglementation qui encadre plus ou moins fortement certaines activités ;
- D'une aire d'adhésion, qui entoure le cœur du parc. Cette zone résulte de l'adhésion des communes à la charte du Parc National.

Il n'y a pas de Parc National dans le département du Tarn.

3.2.7. Parcs Naturels Régionaux

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont pour but de valoriser de vastes espaces de fort intérêt culturel et naturel, et de veiller au développement durable de ces territoires au caractère rural affirmé. Ils sont créés suite à la volonté des collectivités territoriales (communes, communautés de communes, départements, régions) et se concrétisent par la rédaction d'une charte. Ils se classent en catégorie V de l'UICN (paysages protégés) et n'entraînent aucune interdiction. Il s'agit d'espaces possédant une grande richesse biologique mais dont le statut ne constitue pas un obstacle légal pour la réalisation de projets.

La parcelle étudiée est située dans le Parc Naturel Régional du Haut Languedoc (FR8000016).

Ce Parc d'une superficie de près de 307 000 hectares a été créé en 1973 et couvre deux départements, le Tarn et l'Hérault. Il héberge une diversité d'habitats remarquable, allant des milieux ouverts aux forêts en passant par les zones humides. Cela le rend favorable à de nombreuses espèces faunistiques et floristiques. Ainsi, des espèces emblématiques protégées comme la Genette commune (*Genetta genetta rodonica*), la Moule perlière (*Margaritifera margaritifera*), la Drosera à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*) ou encore l'Ail doré (*Alium moly*), y sont retrouvées.

3.2.8. Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

La communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux possède un Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui a été approuvé en 2020. Ce PLUi permet aux communes d'organiser leur développement sur les années à venir en fixant les règles d'aménagement et d'occupation des sols. Il définit aussi les éléments de la Trame Verte et Bleue (TVB). Un réseau de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques est identifié : ce sont les continuités écologiques. L'objectif est de préserver les espèces et de maintenir leurs possibilités de déplacement au sein des différents espaces des territoires.

Certaines parcelles faisant partie de la zone d'étude représentent une continuité écologique. A Brassac, ce sont les parcelles : A26, A27, A28, A29, A30, A31, A32 et A81. Au Bez, la parcelle C660 est concernée. De plus, au Bez, une parcelle de la zone d'étude (C660) est classée « Atvb » (zone agricole trame verte et bleue). D'après le Schéma de Cohérence Territoriale des Hautes Terres d'Oc, cette parcelle est située au sein d'un cœur de biodiversité (zone présentant les plus forts enjeux écologiques). A l'échelle du PLUi, elle représente une continuité écologique. Enfin, certaines haies de la zone d'étude sont considérées comme des haies à protéger. Les possibilités d'aménagement sur ces parcelles sont donc réglementées et limitées.

Ces parcelles évoquées ne sont plus dans le périmètre du projet du groupe SIAT.

Un extrait des documents graphiques du PLUi concernant Le Bez et Brassac est présenté dans le dossier de mise en compatibilité du PLUi.

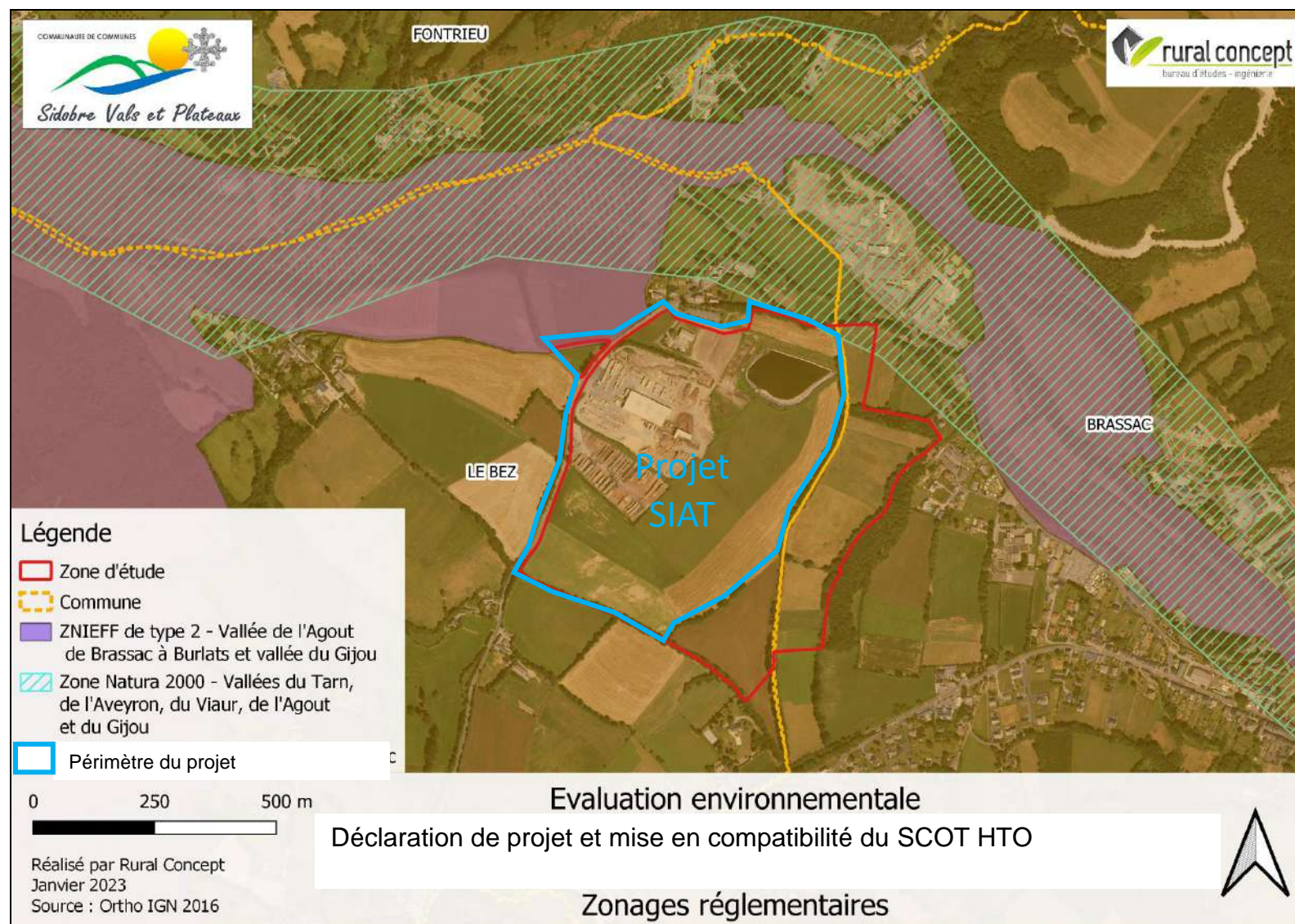


Illustration 10 : Localisation des périmètres réglementaires autour de la zone d'étude

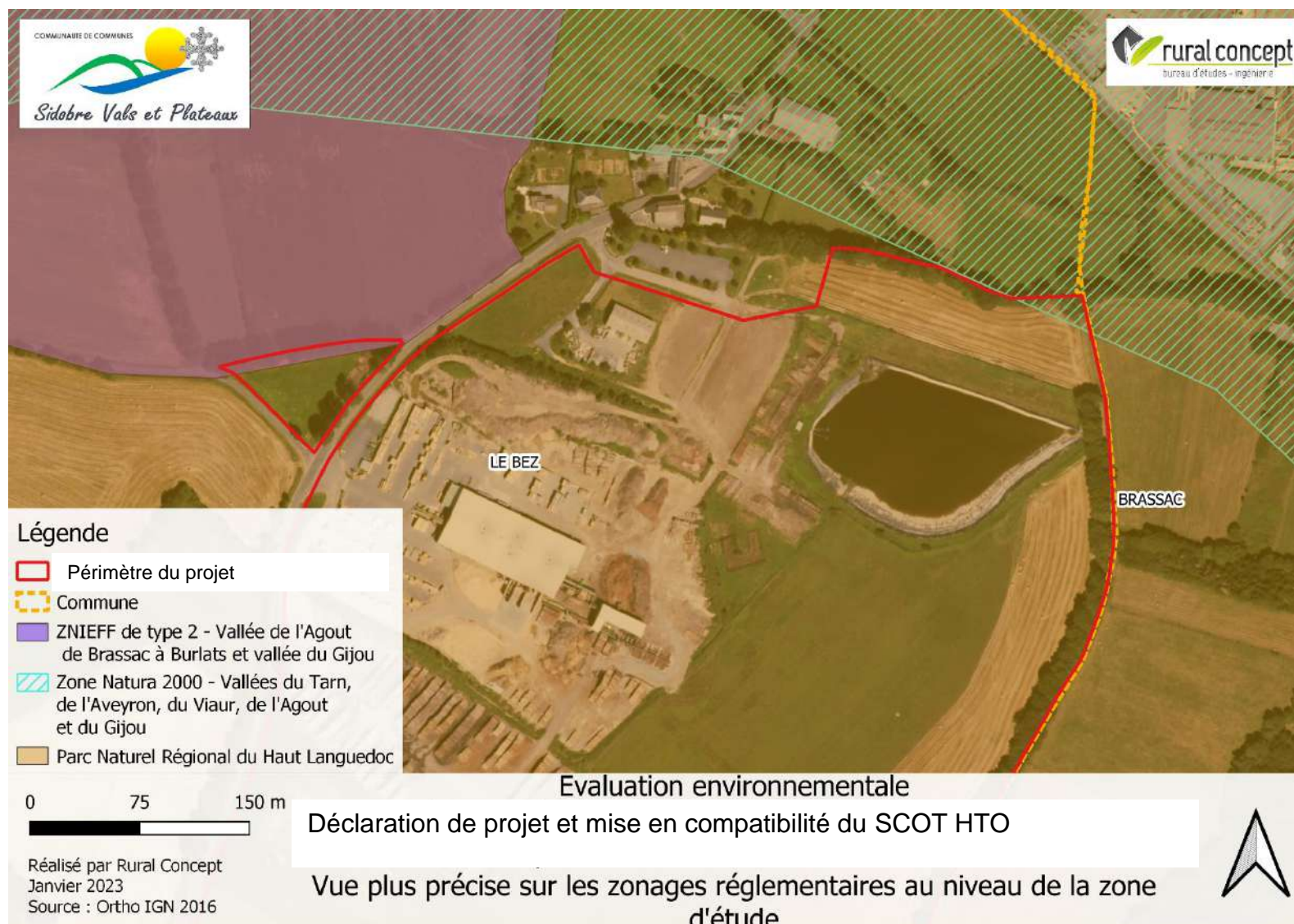


Illustration 11 : Zone Natura 2000 et ZNIEFF de type 2 au niveau de la zone du projet

3.3. DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES

Les données bibliographiques concernant Le Bez et Brassac ont été rassemblées. N'étant pas géoréférencées, elles concernent les communes dans leur globalité.

3.3.1. Avifaune

A Brassac et Le Bez, 64 espèces d'oiseaux ont été recensées, dont 55 protégées au niveau national. Parmi elles, un certain nombre est inscrit sur la liste rouge régionale de l'UICN :

- Le Bruant jaune (*Emberiza citrinella*), le Faucon hobereau (*Falco subbuteo*), le Tarin des aulnes (*Spinus spinus*) et le Vautour fauve (*Gyps fulvus*) sont « Quasi-menacés » ;
- L'Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbicum*) et le Torcol fourmilier (*Jynx torquilla*) sont « Vulnérables » ;
- L'Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*) est « En danger ».

3.3.2. Invertébrés : Lépidoptères, Odonates et Orthoptères

Sur les communes concernées, 115 espèces d'Invertébrés ont été inventoriées dont 74 espèces de Lépidoptères, 17 espèces d'Odonates et 24 espèces d'Orthoptères. La Mélitée noirâtre (*Melitaea diamina*), le Moyen nacré (*Fabriciana adippe*) et le Petit collier argenté (*Boloria selene*) sont classés « Quasi-menacés » sur la liste rouge régionale de l'UICN.

3.3.3. Amphibiens et Reptiles

Au total, 7 espèces d'Amphibiens et 2 espèces de Reptiles sont connues à Le Bez et Brassac. Parmi ces espèces, le Lézard à deux raies (*Lacerta bilineata*) est considéré comme « Quasi-menacé » au niveau régional par l'UICN. Le Triton marbré (*Triturus marmoratus*) est quant à lui « Vulnérable » et l'Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*) est « En danger ».

3.3.4. Mammifères

Sur les communes, 39 espèces de Mammifères sont recensées. Certaines sont classées sur la liste rouge nationale de l'UICN :

- Le Lapin de Garenne (*Oryctolagus cuniculus*), le Campagnol amphibie (*Arvicola sapidus*), le Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*), la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), le Putois d'Europe (*Mustela putorius*) et la Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*) sont « Quasi-menacés » ;
- La Grande noctule (*Nyctalus lasiopterus*) et la Noctule commune (*Nyctalus noctula*) sont « Vulnérables ».

3.3.5. Flore

Au total, 549 espèces floristiques sont connues sur les communes concernées. Parmi elles, beaucoup sont inscrites sur la liste rouge régionale de l'UICN. Citons notamment :

- La Renouée de Bellardi (*Polygonum bellardii*) qui est classée « En danger critique d'extinction ».
- La Renoncule à feuilles de lierre (*Ranunculus hederaceus*) est quant à elle « En danger ».
- Enfin, 3 espèces sont « Vulnérables » et 6 sont « Quasi-menacées ».

3.4. METHODOLOGIE D'ETUDE

Deux sessions de terrain ont été réalisées, le 14 septembre 2022 et le 18 novembre 2022, afin d'effectuer des inventaires floristiques et faunistiques du site. Grâce aux inventaires botaniques réalisés sur toute la parcelle, nous avons pu déterminer les habitats et les espèces présents sur le site, ainsi que leurs enjeux. Les inventaires faunistiques nous ont quant à eux permis de recenser les différentes espèces présentes sur le site. De plus, les haies présentes de part et d'autre du site ont été étudiées pour évaluer leur composition et leur fonctionnalité.

Les espèces remarquables rencontrées, floristiques ou faunistiques, ont été géolocalisées à l'aide d'un GPS. Les habitats ont été caractérisés et cartographiés.

3.5. RESULTATS

3.5.1. La faune

- Avifaune

Sur le site, 18 espèces d'Oiseaux ont été identifiées, à la vue ou au chant/cri (Tableau 3). Parmi ces espèces, 14 font l'objet d'une protection nationale :

- Le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) est « Quasi-menacé » au niveau régional,
- L'Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*) est « En danger »
- Et le Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*) est « En danger critique d'extinction ».

Nom commun	Nom scientifique	Convention de Berne	Convention de Bonn	Directive Oiseaux	LRE	LRN	LRR	Protection nationale
Bergeronnette des ruisseaux	<i>Motacilla cinerea</i> Tunstall, 1771	IBE2	-	-	LC	LC	-	Oui
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i> L., 1758	IBE2	-	-	LC	LC	-	Oui
Buse variable	<i>Buteo buteo</i> (L., 1758)	IBE3	IBO2	-	LC	LC	-	Oui
Canard colvert	<i>Anas platyrhynchos</i> L., 1758	IBE3	IBO2 - IBOAE	CDO21-CDO31	LC	LC	-	-
Corneille noire	<i>Corvus corone</i> L., 1758	IBE3	-	CDO22	LC	LC	-	-
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i> L., 1758	IBE2	IBO2	-	LC	NA	-	Oui
Gobemouche noir	<i>Ficedula hypoleuca</i> (Pallas, 1764)	IBE2	IBO2	-	LC	DD	CR	Oui
Grand Cormoran	<i>Phalacrocorax carbo</i> (L., 1758)	IBE3	IBOAE	-	LC	LC	-	Oui
Grande Aigrette	<i>Ardea alba</i> L., 1758	IBE2	IBO2 - IBOAE	CDO1	LC	LC	-	Oui
Grèbe huppé	<i>Podiceps cristatus</i> (L., 1758)	IBE3	IBOAE	-	LC	LC	NT	Oui
Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i> C.L. Brehm, 1820	IBE3	-	-	LC	LC	-	Oui
Héron garde-boeufs, Pique bœufs	<i>Bubulcus ibis</i> (L., 1758)	IBE3	IBOAE	-	LC	LC	-	Oui
Hirondelle rustique, Hirondelle de cheminée	<i>Hirundo rustica</i> L., 1758	IBE2	-	-	LC	DD	EN	Oui
Merle noir	<i>Turdus merula</i> L., 1758	IBE3	-	CDO22	LC	LC	-	-
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i> L., 1758	IBE2	-	-	LC	LC	-	Oui
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i> L., 1758	IBE3	-	-	LC	LC	-	Oui
Pouillot fitis	<i>Phylloscopus trochilus</i> (L., 1758)	IBE3	-	-	LC	DD	-	Oui
Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i> (Vieillot, 1817)	IBE3	-	-	-	LC	-	Oui

Tableau 3 : Liste des Oiseaux recensés lors des prospections

- **Liste Rouge** Européenne (LRE), Liste Rouge de France Métropolitaine (LRN) et Liste Rouge Régionale (LRR)
- LC : préoccupation mineure ;
- NT : quasi menacée
- VU : Vulnérable
- EN : En danger
- CR : En danger critique
- DD : Données insuffisantes
- NA : Non applicable
- NE : Non évaluée

- Invertébrés

Au total, 6 espèces de Lépidoptères ont été inventoriées sur le site d'étude (*Tableau 4*). Il s'agit toutes d'espèces communes sans statut particulier. Des Orthoptères de la sous-famille des Gomphocerinae ont également été observés.

Classe	Nom commun	Nom scientifique	LRE	LRN	LRR
Lépidoptère	Azuré de la Bugrane, Argus bleu	<i>Polyommatus icarus</i> (Rottemburg, 1775)	LC	LC	LC
Lépidoptère	Fadet commun, Procris	<i>Coenonympha pamphilus</i> (L., 1758)	LC	LC	LC
Lépidoptère	Marbré-de-vert, Piéride du Réséda	<i>Pontia daplidice</i> (L., 1758)	LC	LC	LC
Lépidoptère	Myrtil, Myrtille	<i>Maniola jurtina</i> (L., 1758)	LC	LC	LC
Lépidoptère	Souci	<i>Colias crocea</i> (Geoffroy, 1785)	LC	LC	LC
Lépidoptère	Vulcain, Amiral	<i>Vanessa atalanta</i> (L., 1758)	LC	LC	LC
Orthoptère	-	<i>Gomphocerinae</i> (sous-famille)	-	-	-

Tableau 4 : Liste des Invertébrés recensés lors des prospections

- Amphibiens et reptiles

Lors de la prospection, aucune espèce d'Amphibiens ni de Reptiles n'a été recensée.

- Mammifères

Aucun Mammifère n'a été observé lors des sessions d'inventaires. Néanmoins, des indices de présence (fèces, terrier) ont été repérés (

Tableau 5).

Nom commun	Nom scientifique	LRE	LRN	LRR	Enjeu de conservation régional
Lapin de garenne	<i>Oryctolagus cuniculus</i> (L., 1758)	NT	NT	-	Modéré
Renard roux, Renard, Goupil	<i>Vulpes vulpes</i> (L., 1758)	LC	LC	-	Non hiérarchisé

Tableau 5 : Liste des Mammifères recensés lors des prospections

3.5.2. La flore

Lors de la prospection, 69 espèces floristiques ont été identifiées (*Tableau 6*). Parmi elles, aucune n'est protégée. Il faut cependant noter la présence de plusieurs Espèces Exotiques Envahissantes :

- le Sénéçon du Cap (*Senecio inaequidens*) (*illustration 11*),
- la Vergerette du Canada (*Conyza canadensis*),
- et le Datura (*Datura stramonium*).

Nom commun	Nom scientifique	LRE	LRN	LRR
Achillée millefeuille, Herbe au charpentier, Sourcils-de-Vénus	<i>Achillea millefolium</i> L., 1753	LC	LC	LC
Alliaire, Herbe aux aulx	<i>Alliaria petiolata</i> (M.Bieb.) Cavara & Grande, 1913	-	LC	LC
Amarante réfléchie, Amaranthe à racine rouge, Blé rouge	<i>Amaranthus retroflexus</i> L., 1753	-	NA	NA
Armoise commune, Herbe de feu	<i>Artemisia vulgaris</i> L., 1753	LC	LC	LC
Aubépine à un style, Épine noire, Bois de mai	<i>Crataegus monogyna</i> Jacq., 1775	LC	LC	LC
Benoîte commune, Herbe de saint Benoît	<i>Geum urbanum</i> L., 1753	LC	LC	LC
Fusain d'Europe, Bonnet- d'évêque	<i>Euonymus europaeus</i> L., 1753	LC	LC	LC
Bouleau blanc, Bouleau pubescent	<i>Betula pubescens</i> Ehrh., 1791	LC	LC	LC
Brunelle commune, Herbe au charpentier	<i>Prunella vulgaris</i> L., 1753	LC	LC	LC
Buddleja du père David, Arbre à papillon, Arbre aux papillons	<i>Buddleja davidii</i> Franch., 1887	-	NA	NA
Carotte sauvage, Daucus carotte	<i>Daucus carota</i> L., 1753	LC	LC	LC
Chataignier, Châtaignier commun	<i>Castanea sativa</i> Mill., 1768	LC	LC	NA
Chêne sessile	<i>Quercus petraea</i> (Matt.) Liebl., 1784	LC	LC	LC
Chénopode blanc, Senousse	<i>Chenopodium album</i> L., 1753	-	LC	LC
Cirse commun, Cirse à feuilles lancéolées, Cirse lancéolé	<i>Cirsium vulgare</i> (Savi) Ten., 1838	-	LC	LC
Coquelicot	<i>Papaver rhoeas</i> L., 1753	LC	LC	LC
Crepis sp	<i>Crepis</i> L., 1753	-	-	-
Dactyle aggloméré, Pied- de-poule	<i>Dactylis glomerata</i> L., 1753	-	LC	LC
Épilobe à petites fleurs	<i>Epilobium parviflorum</i> Schreb., 1771	-	LC	LC
Épine noire, Prunellier, Pelossier	<i>Prunus spinosa</i> L., 1753	LC	LC	LC
Érable champêtre, Acéraille	<i>Acer campestre</i> L., 1753	LC	LC	LC
Érable plane, Plane	<i>Acer platanoïdes</i> L., 1753	LC	LC	NA
Erable sycomore	<i>Acer pseudoplatanus</i> L., 1753	LC	LC	NA
Érigéron du Canada, Conyze du Canada, Vergerette du Canada	<i>Conyza canadensis</i> (L.) Cronquist, 1943	-	-	-

Nom commun	Nom scientifique	LRE	LRN	LRR
Eupatoire à feuilles de chanvre, Chanvre d'eau	<i>Eupatorium cannabinum</i> L., 1753	-	LC	LC
Fougère aigle, Porte-aigle	<i>Pteridium aquilinum</i> (L.) Kuhn, 1879	LC	LC	LC
Fraisier sauvage, Fraisier des bois	<i>Fragaria vesca</i> L., 1753	LC	LC	LC
Frêne élevé, Frêne commun	<i>Fraxinus excelsior</i> L., 1753	NT	LC	LC
Galeopsis sp	<i>Galeopsis</i> L., 1753	-	-	-
Géranium à feuilles rondes, Mauvette	<i>Geranium rotundifolium</i> L., 1753	-	LC	LC
Hêtre, Hêtre commun, Fouteau	<i>Fagus sylvatica</i> L., 1753	LC	LC	LC
Houx	<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	LC	LC	LC
Ivraie vivace	<i>Lolium perenne</i> L., 1753	LC	LC	LC
Laiteron rude, Laiteron piquant	<i>Sonchus asper</i> (L.) Hill, 1769	-	LC	LC
Linaire rampante	<i>Linaria striata</i> (Lam.) DC., 1805	-	LC	NE
Lunetière lisse, Biscutelle commune	<i>Biscutella laevigata</i> L., 1771	-	LC	LC
Maïs	<i>Zea mays</i> L., 1753	-	NA	-
Mauve musquée	<i>Malva moschata</i> L., 1753	-	LC	LC
Menthe odorante, Menthe à feuilles rondes	<i>Mentha suaveolens</i> Ehrh., 1792	LC	LC	LC
Mercuriale annuelle, Vignette	<i>Mercurialis annua</i> L., 1753	-	LC	LC
Merisier vrai, Cerisier des bois	<i>Prunus avium</i> (L.) L., 1755	LC	LC	LC
Millepertuis perfolié	<i>Hypericum perforatum</i> L., 1767	-	LC	-
Muflier des champs, Tête-de-mort	<i>Misopates orontium</i> (L.) Raf., 1840	-	LC	LC
Noisetier, Avelinier	<i>Corylus avellana</i> L., 1753	LC	LC	LC
Pâturin annuel	<i>Poa annua</i> L., 1753	-	LC	LC
Pensée des champs	<i>Viola arvensis</i> Murray, 1770	LC	LC	LC
Petite oseille, Oseille des brebis	<i>Rumex acetosella</i> L., 1753	LC	LC	LC
Pin sylvestre	<i>Pinus sylvestris</i> L., 1753	LC	LC	LC
Plantain lancéolé, Herbe aux cinq coutures	<i>Plantago lanceolata</i> L., 1753	LC	LC	LC
Plantain majeur, Grand plantain, Plantain à bouquet	<i>Plantago major</i> L., 1753	LC	LC	LC
Quercus sp	<i>Quercus</i> L., 1753	-	-	-
Renoncule rampante	<i>Ranunculus repens</i> L., 1753	LC	LC	LC
Renouée des oiseaux, Renouée Traînasse	<i>Polygonum aviculare</i> L., 1753	LC	LC	LC
Renouée liseron, Faux-liseron	<i>Fallopia convolvulus</i> (L.) Á.Löve, 1970	-	LC	LC
Rubéole des champs, Gratteron fleuri	<i>Sherardia arvensis</i> L., 1753	-	LC	LC
Rubus sp	<i>Rubus</i> L., 1753	-	-	-
Sariette commune, Grand Basilic	<i>Clinopodium vulgare</i> L., 1753	-	LC	LC
Sarrasin commun	<i>Fagopyrum esculentum</i> Moench, 1794	-	NA	NA

Nom commun	Nom scientifique	LRE	LRN	LRR
Saules	<i>Salix</i> L., 1753	-	-	-
Séneçon sud-africain, Séneçon du Cap	<i>Senecio inaequidens</i> DC., 1838	-	NA	NA
Silène armérie, Silène à bouquets, Atocion armérie	<i>Atocion armeria</i> (L.) Raf., 1840	-	LC	LC
Silène enflé, Tapotte	<i>Silene vulgaris</i> (Moench) Garcke, 1869	-	LC	LC
Stellaire holostée	<i>Stellaria holostea</i> L., 1753	-	LC	LC
Stramoine, Herbe à la taupe, <i>Datura officinal</i>	<i>Datura stramonium</i> L., 1753	-	NA	NA
Taraxacum sp	<i>Taraxacum</i> F.H.Wigg., 1780	-	-	-
Trèfle intermédiaire, Trèfle moyen	<i>Trifolium medium</i> L., 1759	-	LC	LC
Verbascum sp	<i>Verbascum</i> L., 1753	-	-	-
Véronique à feuilles de serpolet	<i>Veronica serpyllifolia</i> L., 1753	-	LC	LC
Vesce des haies	<i>Vicia sepium</i> L., 1753	LC	LC	LC

Tableau 6 : Liste des espèces floristiques recensées lors des prospections



Illustration 12 : Séneçon du Cap (*Senecio inaequidens*)

3.5.3. Les habitats

Différents habitats naturels et éléments paysagers ont été identifiés au sein de la zone d'étude lors des prospections (*Illustration 13*) :

- Prairie temporaire ;
- Prairie permanente ;
- Culture ;
- Fourré ;
- Bordure de bois ;
- Haie ;
- Bassin de rétention ;
- Scierie et zone urbanisée.

Pour chacun des habitats une description est détaillée ci-après.

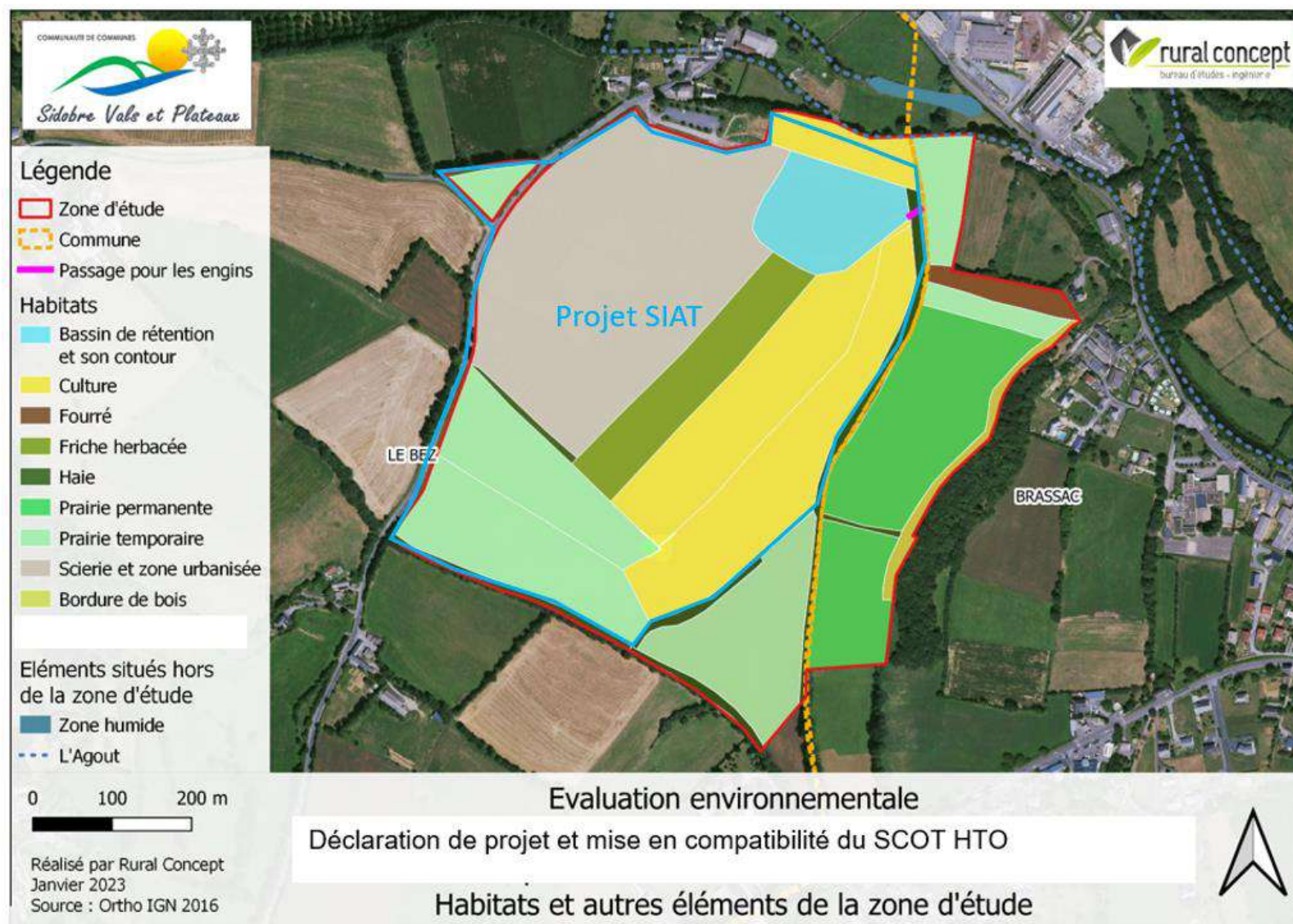


Illustration 13 : Habitats et autres éléments de la zone d'étude

1. Prairies temporaires

Les prairies temporaires sont présentes à divers endroits de la zone d'étude (illustrations 13 et 14). Ce sont des milieux herbacés mésophiles sur lesquels on retrouve des espèces cultivées communes comme le Dactyle (*Dactylis glomerata*). Sur ces prairies se développent aussi des espèces telles que l'Achillée millefeuille (*Achillea millefolium*), le Pissenlit (*Taraxacum sp*), le Plantain lancéolé et le Grand plantain (*Plantago lanceolata* et *Plantago major*) ou la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*). Le Séneçon du Cap (*Senecio inaequidens*) est aussi présent sur certaines de ces prairies.



Illustration 14: Prairie temporaire sur la commune du Bez



Illustration 15 : Autre vue sur une prairie temporaire

2. Prairies permanentes

Des prairies permanentes sont présentes sur la zone étudiée, sur la partie appartenant à la commune de Brassac. Ce sont des parcelles qui n'ont pas été retournées depuis au moins 5 ans et sur lesquelles une certaine diversité peut se développer.

3. Cultures

Certaines parcelles de l'aire d'étude sont cultivées de maïs et de céréales (Illustration 15). Des plantes messicoles s'y sont aussi installées : la Pensée des champs (*Viola arvensis*), le Muflier des champs (*Misopates orontium*) et le Grand coquelicot (*Papaver rhoeas*) notamment. C'est sur la culture de maïs qu'a été repéré le Datura (*Datura stramonium*), plante exotique envahissante toxique.



Illustration 16 : Parcelle cultivée ayant été moissonnée

4. Fourrés

Une petite partie de la zone d'étude (au Nord-Est, parcelle A32) se compose de fourrés. Ils sont majoritairement constitués de Prunelliers (*Prunus spinosa*) qui sont des espèces arbustives. Ils forment des fourrés denses plutôt pauvres en espèces. La plupart du temps, ils sont accompagnés d'Aubépines à un style (*Crataegus monogyna*) et d'Eglantiers (*Rosa canina*).

5. Bordure de bois

La limite Est de la zone d'étude est une bordure d'un petit boisement de feuillus, composé d'espèces communes.

6. Haies

La zone d'étude comporte un certain nombre de haies. La plupart du temps elles se décomposent en 3 strates bien développées : strate herbacée, arbustive et arborée. La strate herbacée contient des espèces communes comme la Fougère aigle (*Pteridium aquilinum*), la Brunelle commune (*Prunella vulgaris*) et la Benoîte commune (*Geum urbanum*). Au niveau arbustif il y a de l'Aubépine à un style (*Crataegus monogyna*), du Houx (*Ilex aquifolium*), du Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*) ou encore du Prunellier (*Prunus spinosa*). Enfin, la strate arborée est composée d'un mélange d'essences de feuillus : Frênes (*Fraxinus excelsior*), Erables sycomore (*Acer pseudoplatanus*) ou encore Chênes sessiles (*Quercus petraea*). Un grand nombre de ces arbres présentait des cavités et des micro-habitats (illustrations 16 et 17).



Illustration 17 : Cavités dans le tronc d'un Chêne sessile (*Quercus petraea*)



Illustration 18 : Exemple de micro-habitat

7. Bassin de rétention

Le bassin de rétention se situe non loin de la scierie (Illustration 19). Des oiseaux d'eau ont été aperçus à sa surface et sur ses berges : Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*), Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo*)...

Au moment de la prospection de novembre, le bassin « fuyait » au niveau de son angle nord-est (débordement ?) : de l'eau s'infiltrait à travers le champ en contrebas en direction du ruisseau identifié dans la zone Natura 2000, ruisseau abritant potentiellement la Moule perlière (*Margaritifera margaritifera*).



Illustration 19 : Vue sur le bassin de rétention

8. Scierie et zones urbanisées

La scierie occupe une partie conséquente de la zone d'étude, au nord-ouest. Des zones urbanisées s'étendent autour, ainsi que des parcs à grumes (*illustration 19*). Ces espaces présentent une faible diversité biologique.



Illustration 20 : Vue sur la scierie depuis les parcelles étudiées

3.6. ENJEUX

Dans la partie suivante, les enjeux relatifs à la faune et aux habitats seront définis et détaillés. L'illustration 20 présente leur hiérarchisation sur le site pour ce qui concerne les habitats.

3.6.1. Enjeux relatifs à la faune

1. Enjeux relatifs à l'Avifaune

La plupart des espèces inventoriées sont des espèces communes qui ne présentent pas d'enjeu fort, bien qu'elles soient protégées par la Convention de Berne. Néanmoins, certaines espèces se démarquent par leur statut sur la liste rouge régionale de l'UICN : le Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*), le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) et l'Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*). Parmi ces 3 espèces, le Gobemouche noir représente le plus grand enjeu. En effet, il niche dans les cavités d'arbres et est « En danger critique d'extinction » dans la région, le niveau le plus haut de menace selon l'UICN. Même si c'est un oiseau avant tout forestier, sa nidification sur le site est possible mais non avérée. La période de prospection n'a pas permis de déterminer s'il y niche bel et bien.

De plus, un certain nombre des espèces rencontrées sur le site est plutôt inféodé aux milieux aquatiques. C'est notamment le cas du Grèbe huppé (« Quasi-menacé » dans la région), de la Grande aigrette (*Casmerodius albus*) et du Canard colvert (*Anas platyrhynchos*). Pour ce cortège d'espèces, le projet ne devrait pas avoir d'impact significatif car le bassin de rétention sera toujours présent.

L'enjeu qui apparaît donc le plus important pour les Oiseaux est la préservation des linéaires de haies. En effet, outre les espèces à enjeu décrites ci-dessus, les espèces communes comme la Mésange charbonnière (*Parus major*), le Merle noir (*Turdus merula*) ou la Corneille noire (*Corvus corone*) affectionnent particulièrement les fourrés et/ou les arbres pour s'abriter et se reproduire.

L'enjeu général pour l'Avifaune est potentiellement modéré à fort et réside principalement dans la conservation des linéaires d'arbres du site.

2. Enjeux relatifs aux Invertébrés

Les espèces de Lépidoptères et Orthoptères observées sont des espèces communes qui affectionnent essentiellement les milieux ouverts. De plus, les Insectes étant le groupe comprenant le plus d'espèces, il est donc important de préserver cette diversité sur le site.

En outre, les arbres qui composent la haie qui délimite Le Bez et Brassac offrent une diversité de micro-habitats très intéressante pour les insectes saproxylophages. Ceux-ci n'ont pas été observés directement mais certains indices ainsi que l'analyse des micro-habitats des arbres permettent de suspecter fortement leur présence. Ces espèces se développent sur du bois vivant (pour les insectes xylophages) et mort (pour les insectes saproxyliques). Ils s'abritent dans les cavités et micro-habitats fournis par les différents compartiments des arbres. Ainsi, il est fort possible que des espèces à enjeu et protégées soient présentes sur le site.

L'enjeu pour les Invertébrés est potentiellement fort.

3. Enjeux relatifs aux Amphibiens et Reptiles

Aucun Amphibien ni Reptile n'a été observé sur le site d'étude. Mais, au vu de la diversité des milieux présents, il est plus que probable que des espèces de ces groupes soit en réalité présentes sur la zone d'étude. Même si la zone présente de grandes surfaces anthropisées, le bassin de rétention à proximité du ruisseau en contrebas et de la zone humide peut être favorable à la présence ou au passage d'Amphibiens. En ce qui concerne les Reptiles, le site contient des micro-habitats dont ils pourraient se servir pour s'abriter. La présence d'Amphibiens et de Reptiles sur l'aire d'étude est donc probable.

L'enjeu du site concernant les Amphibiens et les Reptiles est potentiellement faible.

4. Enjeux relatifs aux Mammifères

Des indices de présence de Mammifères ont été relevés sur le site. Ce sont des espèces communes que l'on retrouve souvent. De plus, il ne faut pas oublier les Mammifères communs dans le département, mais plutôt rares à observer, comme les mulots, hérissons et écureuils par exemple. Il est ainsi très probable que de tels mammifères soient présents sur le site. D'autre part, certains arbres présents dans les haies possédaient des cavités qui constituent des habitats idéaux pour les chiroptères. Etant donné que tous les chiroptères de France sont protégés, ainsi que leurs habitats, le site d'étude pourrait revêtir un fort enjeu pour ces Mammifères. De plus, la présence de la Noctule commune (*Nyctalus noctula*) et de la Grande noctule (*Nyctalus lasiopterus*) est avérée sur la commune de Le Bez. Ce sont des espèces à enjeu fort dans la région qui peuvent loger dans les fissures et les cavités des grands arbres. Leur présence sur le site d'étude est donc très probable.

L'enjeu concernant les Mammifères est potentiellement fort.

3.6.2. Enjeux relatifs à la flore et aux habitats

Aucune espèce de flore remarquable n'a été observée lors de l'inventaire. En revanche, plusieurs Espèces Exotiques Envahissantes ont été retrouvées et sont donc à surveiller : Datura (*Datura stramonium*), Sénéçon du Cap (*Senecio inaequidens*) et Vergerette du Canada (*Erigeron canadensis*). D'après le Centre de Ressource des Espèces Exotiques Envahissantes, la Vergerette du Canada n'a qu'un impact faible sur les milieux naturels et l'impact du Sénéçon du Cap est limité. Le Datura, quant à lui, est toxique, c'est donc une plante qui est dangereuse pour la santé humaine.

L'enjeu lié à la flore réside essentiellement dans la surveillance de ces Espèces Exotiques Envahissantes, plus particulièrement en phase de travaux où il faudra être vigilant et faire en sorte que ces espèces ne se propagent pas, que ce soit sur le site ou lors de potentiels déplacements de matériaux.

En outre, une partie de l'aire d'étude se trouve sur une zone Natura 2000 (« *Vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou* ») et une autre sur une ZNIEFF (« *Vallée de l'Agout de Brassac à Burlats et vallée du Gijou* »). Préserver ces parties serait donc pertinent car ces sites ont pour vocation de protéger certaines espèces et certains habitats.

En ce qui concerne les habitats, les zones urbanisées et anthropisées présentent un très faible enjeu écologique. Certaines des prairies ont un enjeu modéré du fait de leur gestion et des cortèges d'espèces s'y développant. Sur le site, les milieux présentant un intérêt écologique majeur sont les haies. Celles-ci représentent des enjeux différents selon leur diversité et leur fonctionnalité. Ainsi, les enjeux concernant les haies s'étendent de « faible à modéré » à « fort » (*Illustration 21*). Plus particulièrement, la haie séparant Le Bez de Brassac contient un nombre conséquent d'arbres remarquables qui offrent une diversité d'habitats et de micro-habitats considérable. Bien que leur présence ne soit pas avérée, il est plus que probable que des insectes saproxylophages ou des chiroptères y aient élu domicile. Ces linéaires de haies peuvent également représenter des zones refuge ainsi qu'un corridor pour de nombreuses espèces (mammifères, oiseaux, chiroptères...) qui peuvent s'en servir pour leurs déplacements sur le territoire. Il serait donc intéressant de préserver le plus possible ces arbres afin de maintenir la biodiversité présente sur le site.

L'Agout, qui délimite une partie de la zone d'étude au Nord, représente un enjeu fort, bien qu'il soit situé plutôt à l'extérieur de l'emprise du projet. Cette zone au Nord de la zone d'étude contient plusieurs ruisseaux (bras de l'Agout) et une zone humide, beaucoup d'espèces peuvent y trouver un habitat favorable, notamment la Moule perlière. La future scierie en fonctionnement pourrait l'impacter du fait de son contact avec la zone du projet et de la proximité du bassin de rétention.

L'enjeu lié aux milieux naturels demeure dans la préservation des habitats possédant un intérêt majeur : les haies représentant un enjeu fort tout comme les zones humides et ruisseaux (juste au nord de la zone d'étude).

Ces enjeux sont pris en compte dans le projet et dans la mise en compatibilité du SCoT par les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre.

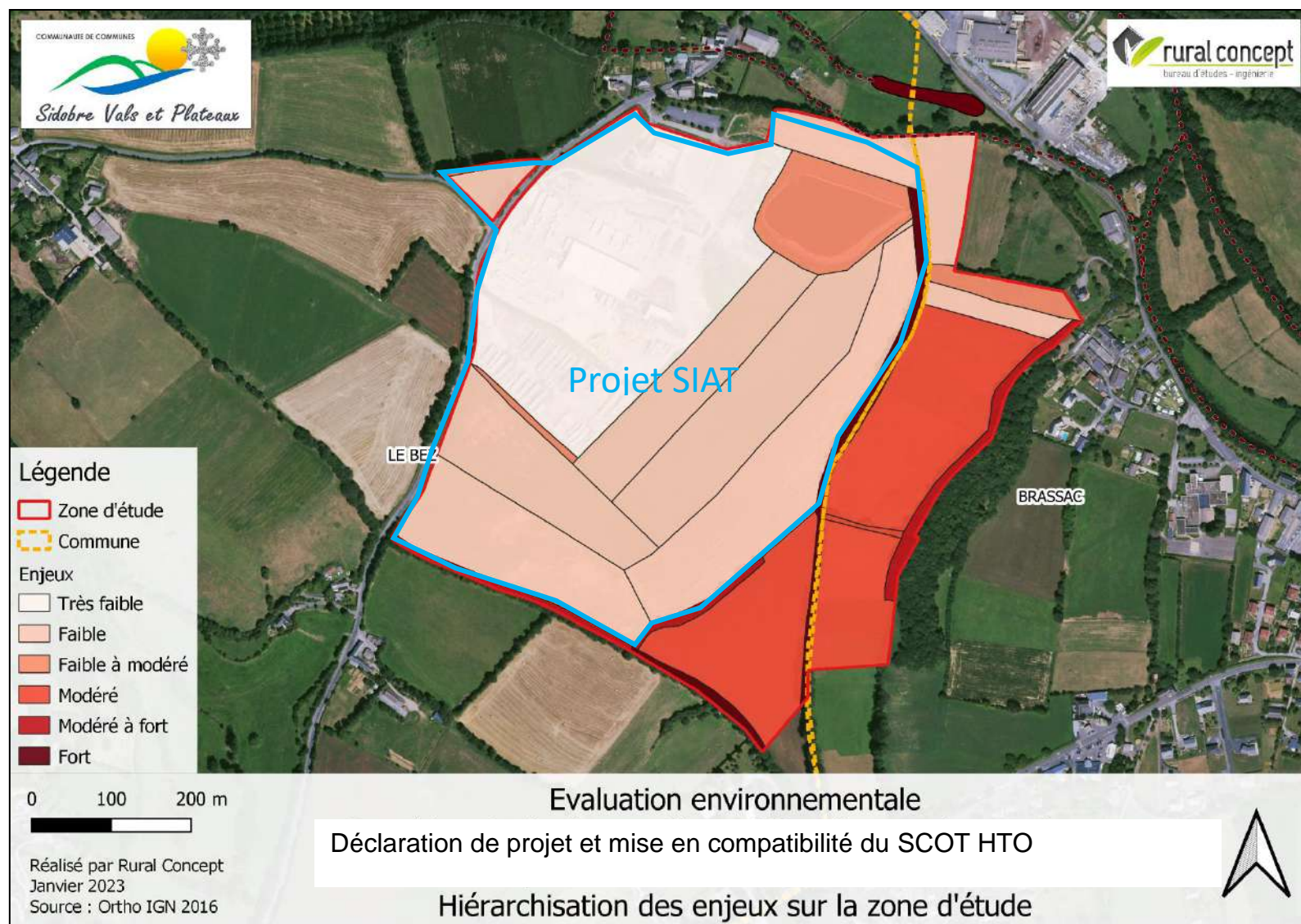
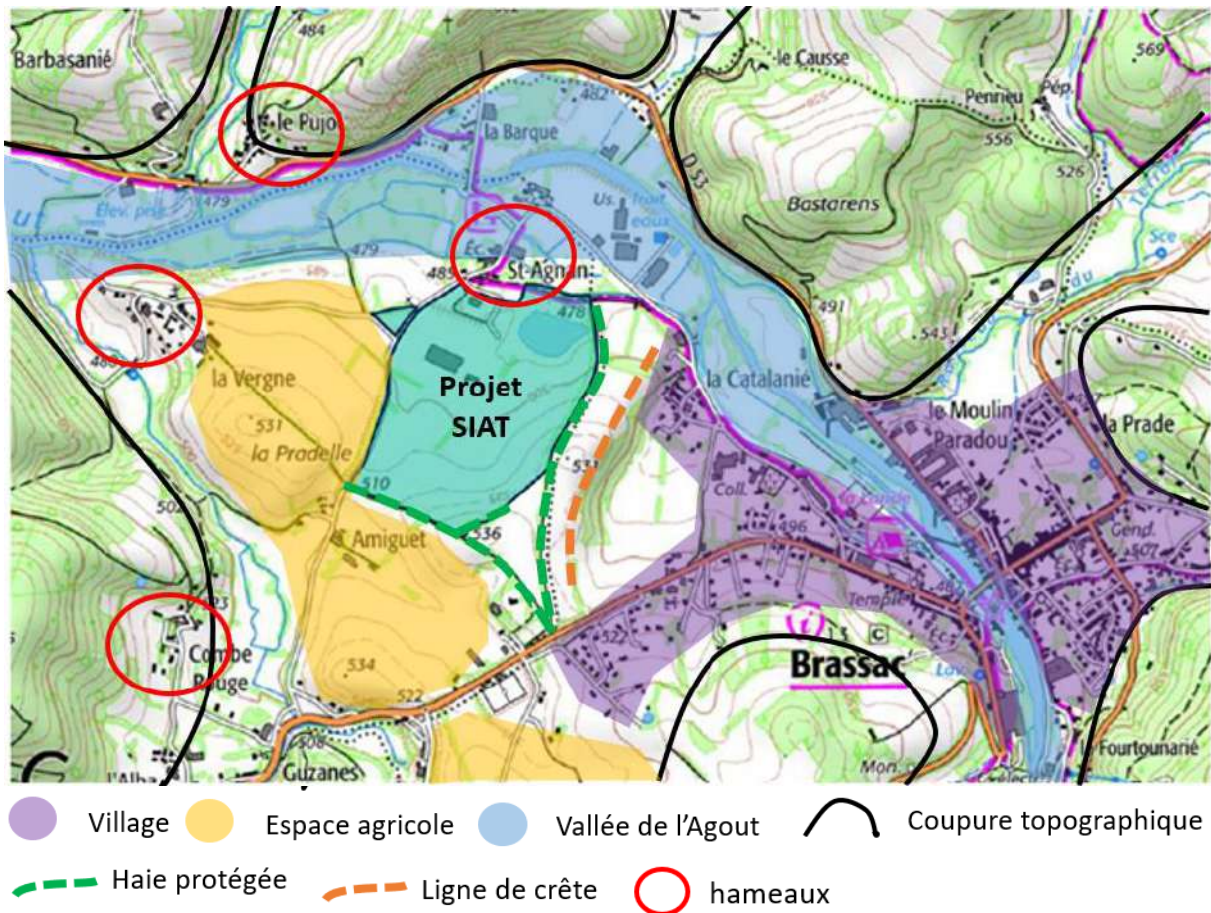


Illustration 21 : Evaluation des enjeux sur les habitats du site

3.7. LE CONTEXTE PAYSAGER DU SITE

Le projet s'inscrit dans une combe en bordure de la vallée de l'Agout :



Cartographie 5 : contexte paysager du site

- ⇒ Le projet s'intègre au contexte paysager
- ⇒ La ligne de crête permet d'assurer l'intégration paysagère du projet

Analyse des perceptions visuelles à l'échelle éloignée

La vue ci-dessous est prise depuis le hameau des planquettes situé à 1 km de la zone du projet, c'est la zone habitée qui sera en covisibilité.



Illustration 22 : photo prise depuis les Planquettes (source URBA2D)

La fenêtre visuelle a été zoomée. La végétation en période hivernale laisse transparaître le site qui sera bien masquée en période printanière, estivale et automnale.

Étude du paysage à l'échelle du site d'étude

La vue ci-dessous prise depuis l'entrée du site présente l'espace tampon qui sera conservé en zone N afin d'isoler les habitations les plus proches.



Illustration 23 : photo prise aux abords immédiats du site (source URBA2D)

Le hameau de Saint Agnan qui comporte moins de 10 habitations est situé en contrebas du projet.

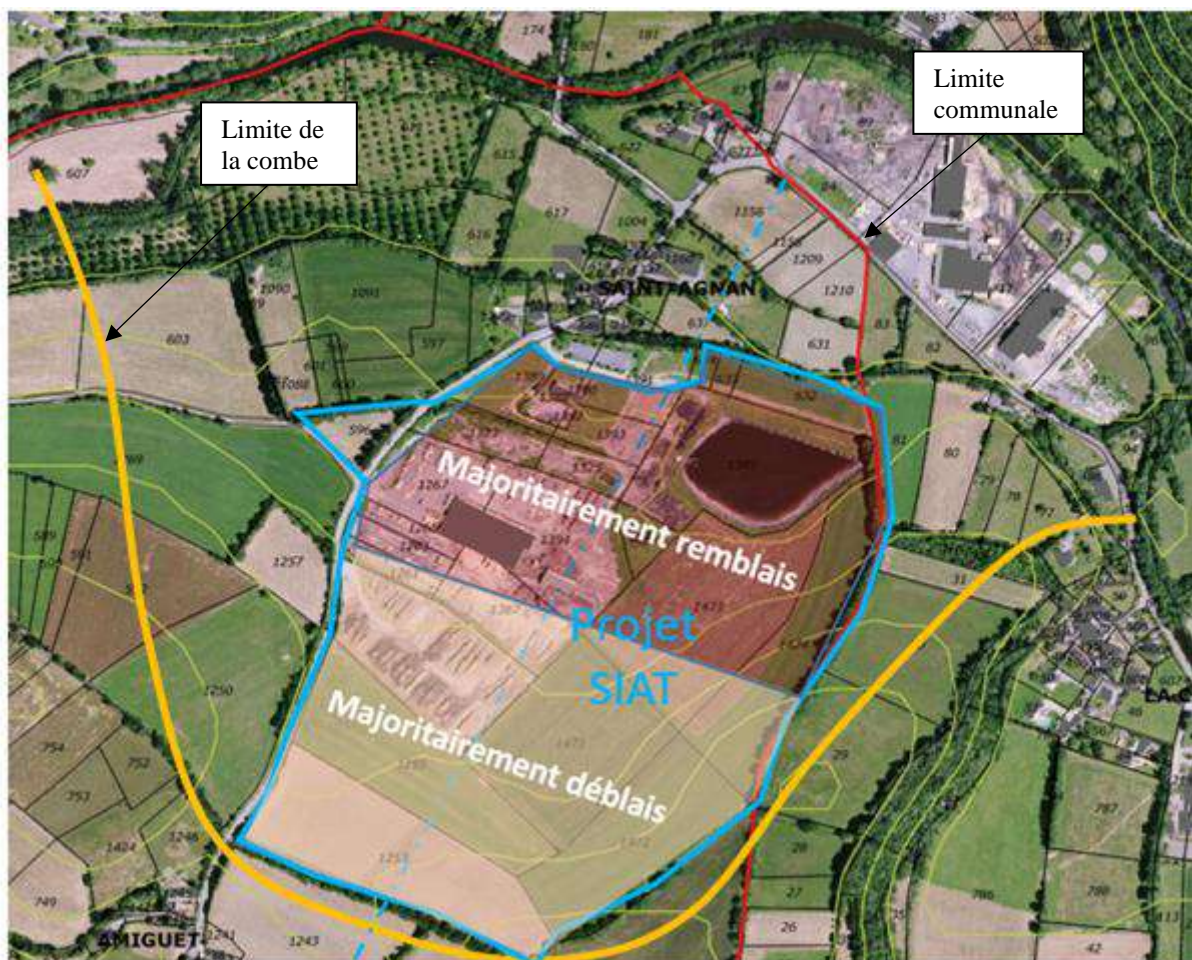
Synthèse des enjeux paysagers :

Le projet est situé dans une combe (en orange sur l'extrait ci-dessous) qui permet de limiter les incidences visuelles du projet depuis les grands axes de communication et les zones urbanisées. La végétation présente aux abords doit permettre de limiter les incidences visuelles.

La superficie nécessaire au projet impose qu'un traitement paysager soit réservé aux abords du site de manière à préserver le cadre de vie des habitants.

Ainsi des plantations sont nécessaires en complément des haies champêtres existantes qui devront être maintenues.

Les courbes topographiques (tous les 10m) nous montrent le dénivelé de près de 50 mètres entre la haie au Sud de la zone et le bassin de rétention au Nord. La limite communale en rouge sur l'extrait ci-dessus comporte une haie d'intérêt au niveau paysager et écologique. Cet élément fort du paysage sera conservé pour limiter les incidences visuelles depuis Brassac.



Cartographie 6 : simulation des zones de déblais-remblais (source URBA2D)

La coupe en travers en bleu sur l'extrait ci avant, nous montre le contexte topographique de la zone de projet et les mouvements de sols envisagés :

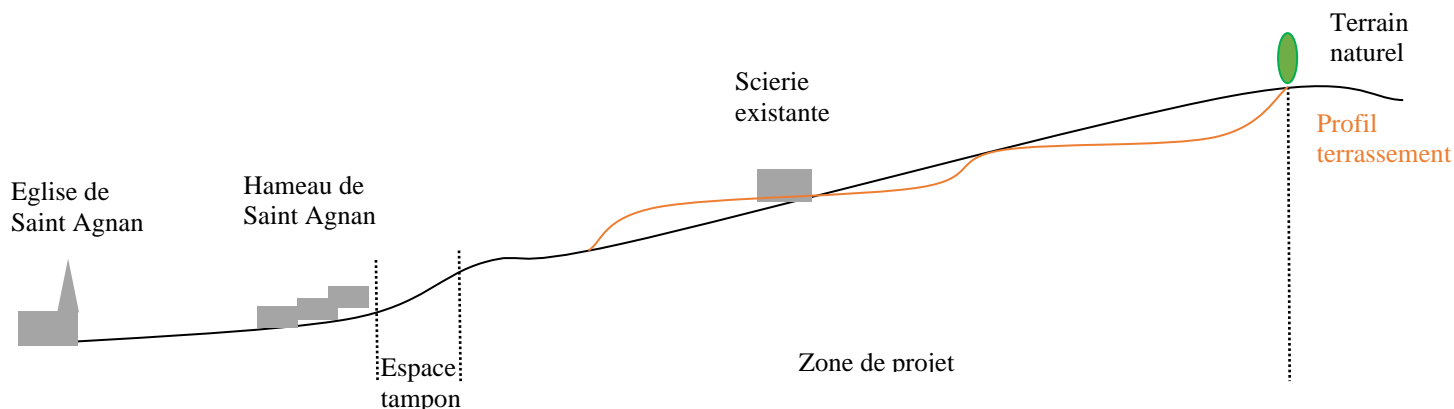
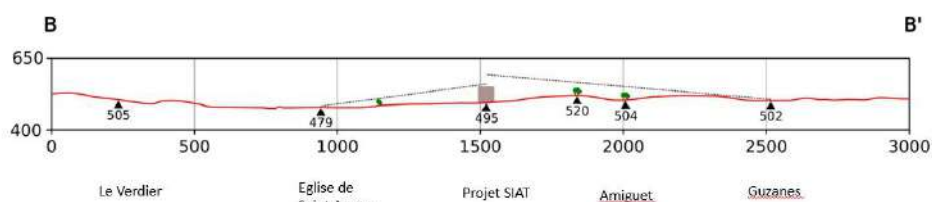


Illustration 24 : Profil du terrassement (source URBA2D)

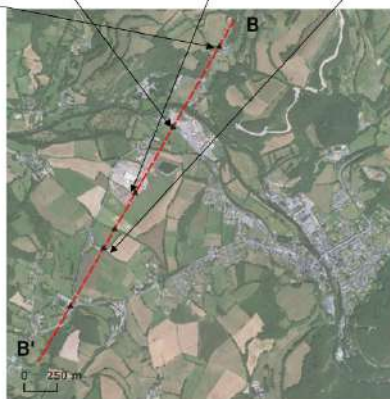
Les talus situés en périphérie de la zone devront être végétalisés afin de maintenir les sols et limiter les impacts visuels.

Deux profils ont été réalisés à partir du Modèle Numérique de Terrain (niveau du sol) afin d'apprécier la visibilité du projet en prenant en compte une hauteur de 55 m.

Profil Nord - Sud



- ⇒ La visibilité directe du projet depuis l'église de Saint Agnan et Amiguet sera **obturée par la végétation**.
- ⇒ Absence de visibilité du projet depuis le hameau de Guzanes vis-à-vis de la topographie du secteur.



3/ Profil Est - Ouest

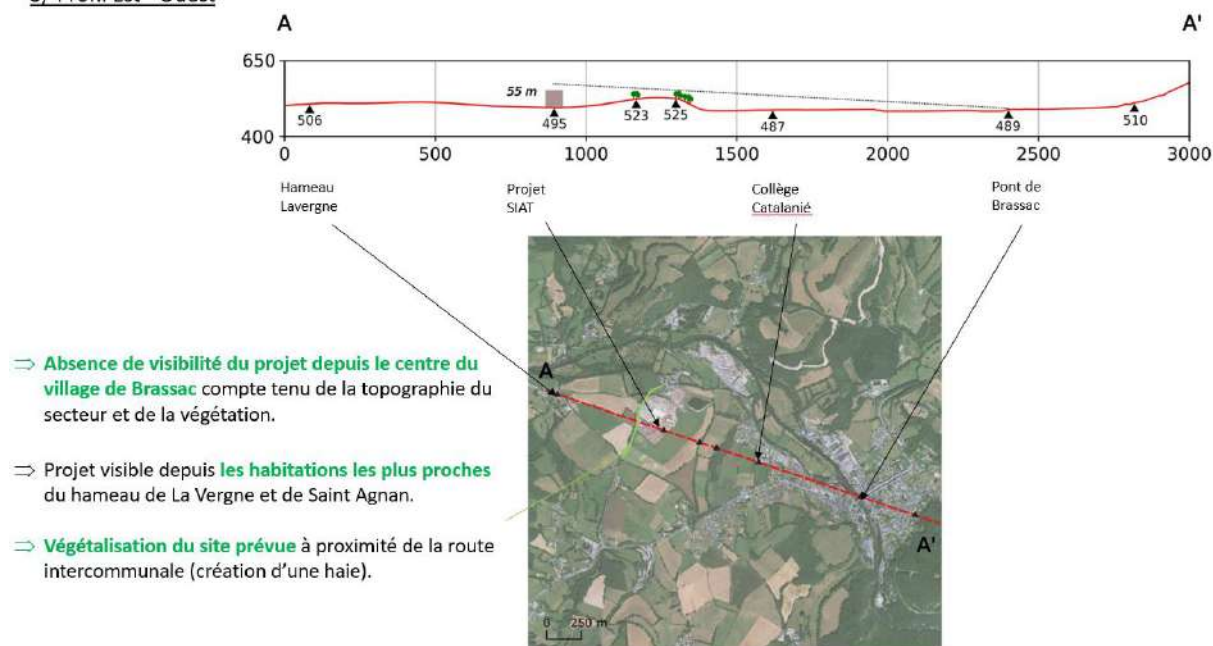


Illustration 25 : Coupes transversales (source URBA2D)

Les simulations en 3D du projet :

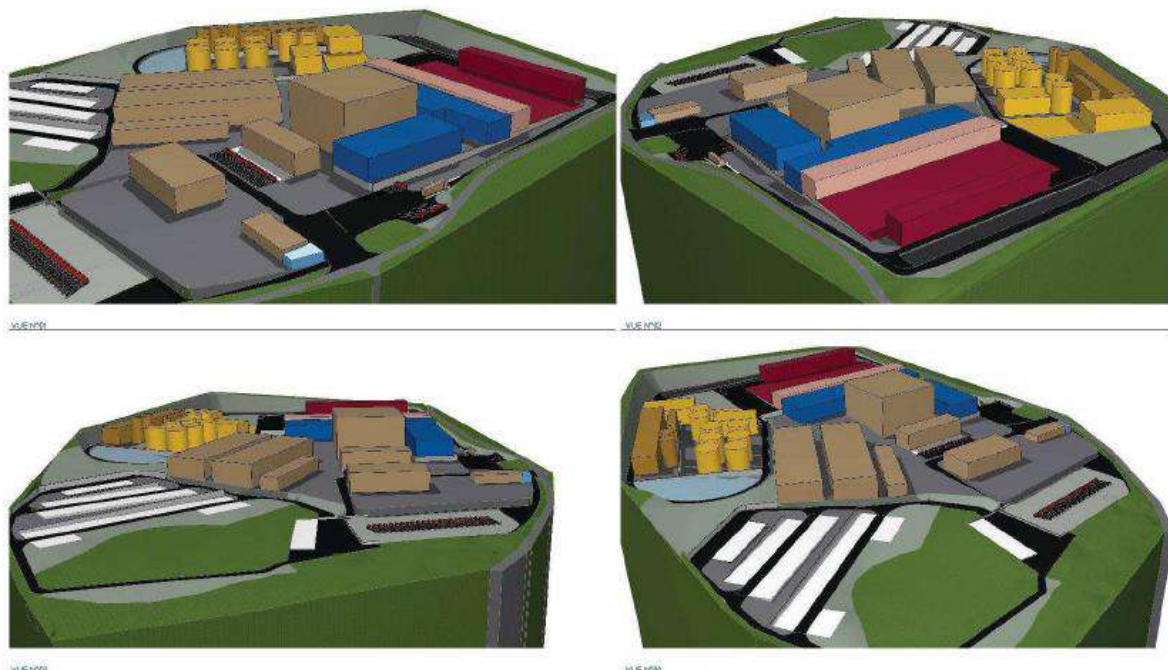


Illustration 26 : Simulation 3D du projet (source SIAT)

Le projet est compact, il optimise le foncier et s'adapte à la topographie du site. La volumétrie importante du bâti s'intègre dans le site par un encaissement du projet. Les mouvements de sols sont importants mais un équilibre est recherché à l'échelle du site.

Simulation de l'insertion du projet :



Illustration 27 : Simulation de l'insertion du projet (source SIAT)



Illustration 28 : Simulation de l'insertion du projet (source SIAT)

Exemple d'un site exploité par la société SIAT :



Illustration 29 : exemple d'un site exploité par la société SIAT

Cette unité comporte les mêmes installations que celles prévues sur le site de Saint Agnan (Le Bez).

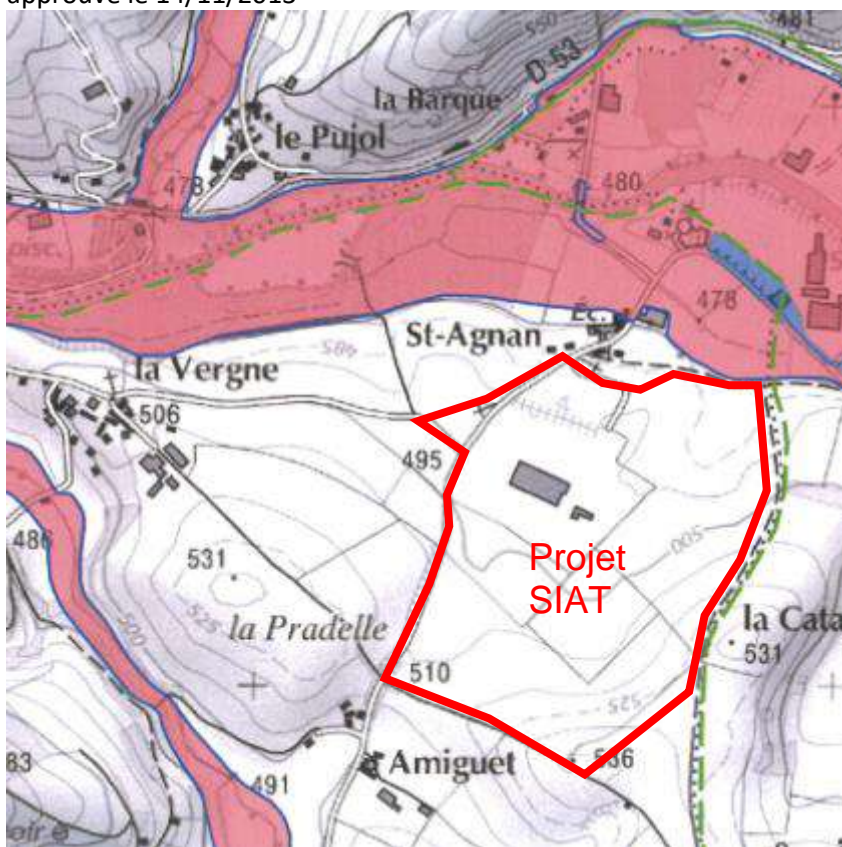
3.8. LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Les risques naturels :

D'après le portail d'informations géorisques (<http://www.georisques.gouv.fr>), la commune du Bez est soumise aux risques suivants :

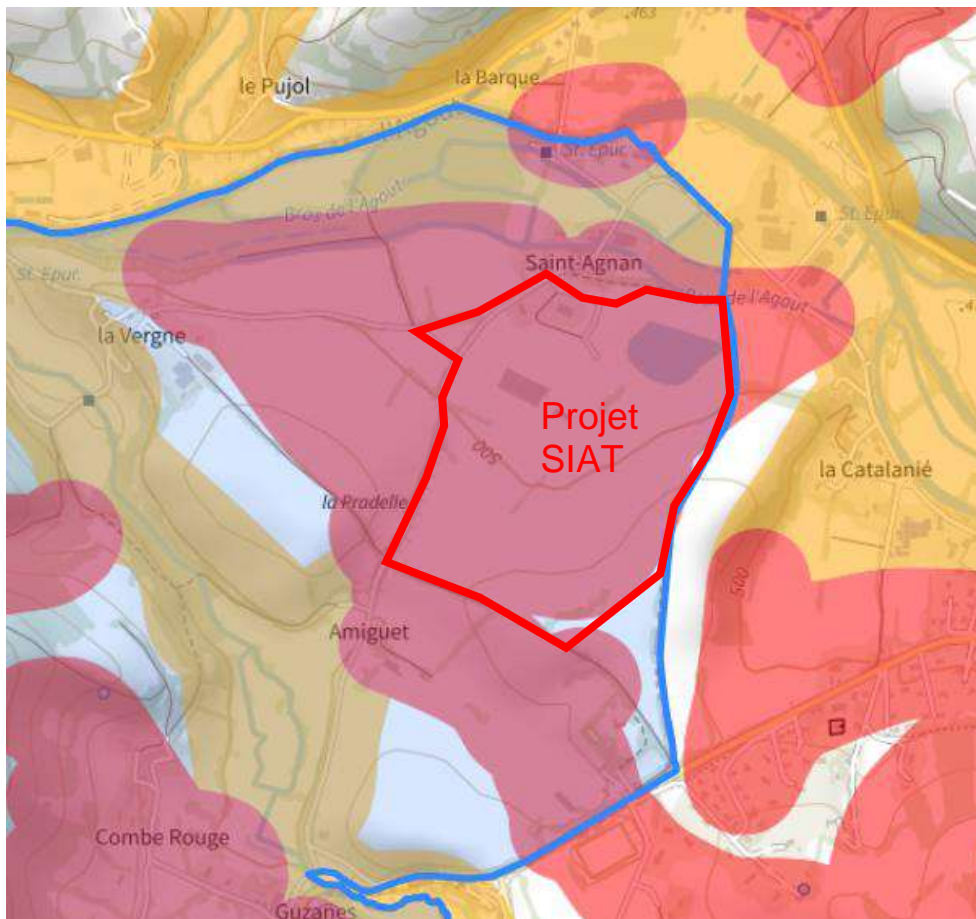
- Inondation : PPRI Agout Amont
- Mouvement de terrain : PPR RGA
- Séisme : Zone de sismicité 2 (très faible)
- Feux de forêt : existant
- Radon : catégorie 3 (important)

La commune dispose d'un PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) Inondation Agout Amont approuvé le 14/11/2013



Cartographie 7 : PPRI Agout Amont (source Préfecture du Tarn)

La commune dispose également d'un PPRN Retrait et Gonflement des Argiles, approuvé le 13/01/2009. La zone-projet se trouve entièrement en zone d'aléa fort (rouge).



Cartographie 8 : PPR RGA (source Préfecture du Tarn)

Les risques technologiques :

2 risques sont identifiés :

-Sites industriels

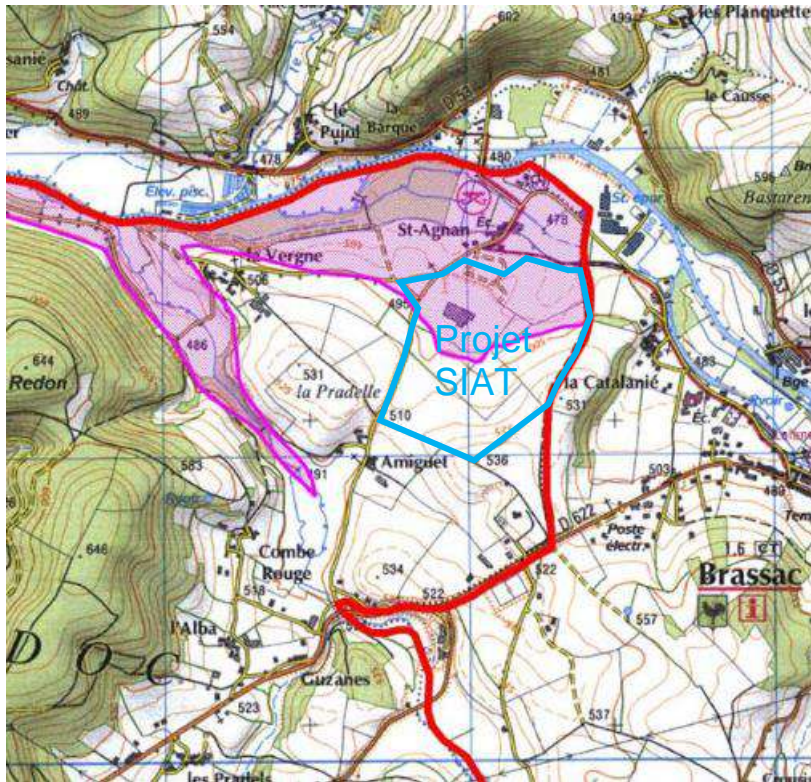
Sont répertoriés, le site de la scierie en place, la station d'épuration de Saint Agnan, l'ancien site de Brassac industrie et la station d'épuration de Brassac.



Cartographie 9 : Sites industriels (source Préfecture du Tarn)

-Rupture de Barrage

Le secteur est concerné par le risque de rupture des barrages du Laouzas et de la Ravière :



Cartographie 10 : Risque de rupture de barrage (source Préfecture du Tarn)

Le risque de rupture des barrages impact la partie Nord du site.

Les risques et nuisances liés au projet :

Le dossier ICPE permettra de répondre plus précisément sur ces risques et des mesures seront prises pour les limiter.

-Nuisances sonores :

L'accroissement d'activité du site aura un impact. À l'activité déjà existante de première transformation du bois, vont s'ajouter celles de deuxième transformation, de fabrication de granulés de bois et de fourniture d'énergie. On peut supposer que les émissions sonores vont augmenter. Toutefois, le projet SIAT réalise des efforts dans ce domaine (isolation phonique des bâtiments).

-Augmentation du trafic routier :

À terme, une fois la capacité de production nominale atteinte, l'augmentation du trafic routier poids lourd est évaluée à environ 70 camions par jour en moyenne par rapport à l'existant. L'aménagement du carrefour au niveau de la RD 622 permettra une bonne desserte du site. La voie intercommunale bénéficiera d'aménagements au niveau des chemins utilisés par les randonneurs afin de sécuriser les différents usagers.

La position de l'entrée du site permet d'éviter la traversée du hameau de Saint Agnan.

-Accidents de la route :

L'augmentation du trafic routier accentue les risques liés aux accidents de la route. Cependant le trafic est dilué sur un vaste territoire.

De plus, une partie du trafic est déjà existant sur la RD622, sauf que le bois est exporté hors Occitanie. L'évolution du trafic portera surtout sur la voie intercommunale.

-Incidences liées au stockage du bois :

Le bois rond stocké sur site avant transformation ne subit aucun traitement hormis l'aspersion d'eau sur une partie du stock permettant d'éviter le développement d'insectes et de champignons et ainsi maintenir un état de conservation de celui-ci. Une activité de traitement par trempage des colis de produit fini est toutefois réalisée sur site. Ce traitement est réalisé sous couvert par immersion des colis dans des bains composés à 97% d'eau et 3% de principe actif insecticide-fongicide. Ces bacs de trempage ainsi que les produits de traitement sont sous rétentions intégrales, les colis traités sont égouttés sur les bains puis stabilisés sous couvert avant mise en stock extérieur supprimant ainsi tout risque de ressuyage. L'augmentation des volumes transformés engendrera une augmentation des volumes de produits utilisés et un risque plus important sur la contamination de l'environnement et sur la santé humaine. Néanmoins, le groupe SIAT investit dans les meilleures technologies disponibles afin de garantir la maîtrise de ces process et des risques associés.

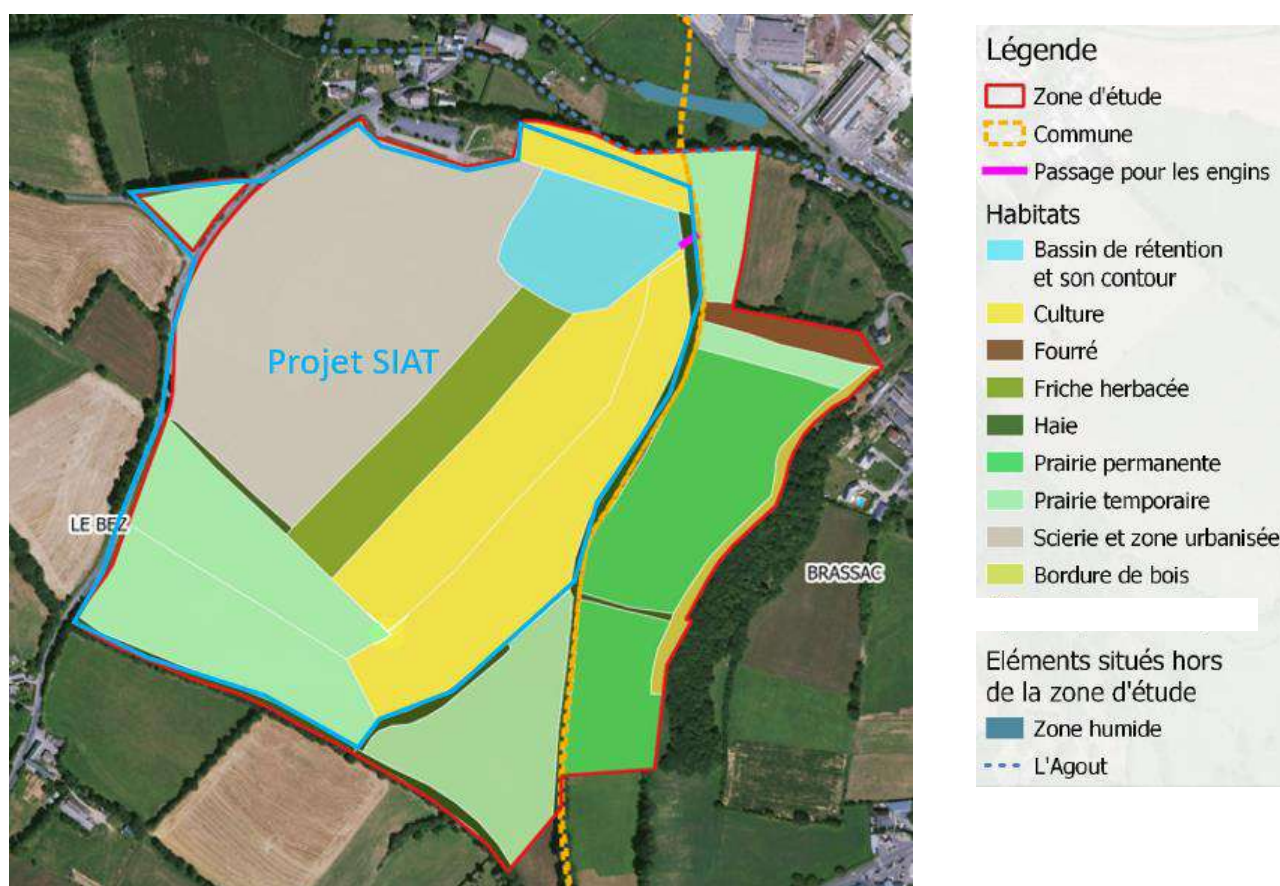
-Émission de polluants atmosphériques :

La combustion de biomasse, le séchage du bois et des sciures, l'augmentation du trafic routier peuvent générer des émissions dans l'atmosphère de polluants atmosphériques, de composés organiques volatiles (COV) et de gaz à effet de serre qui sont néfastes à la santé humaine. Dans le même temps, transformer localement ces bois permettra de réduire l'impact carbone des produits en limitant le transport de la matière première vers les sites de transformation lointains.

3.9. L'OCCUPATION DU SOL

La partie Est de la zone d'étude (commune de Brassac) n'a pas été retenue dans le projet du fait des enjeux paysager et écologiques.

Le contexte végétal est dominé par la zone anthropisée de la scierie actuelle puis par les prairies temporaires et les cultures.



Cartographie 11 : Occupation du sol (OCSGE)

Les haies situées en périphérie du site comportent un intérêt paysager et écologique. Les autres occupations du sol ne revêtent pas de caractère prépondérant.

3.10. LE CONTEXTE AGRICOLE

La zone du projet représente 31,2 ha dont 8,5 ha sont déclarés à la PAC (en 2020).

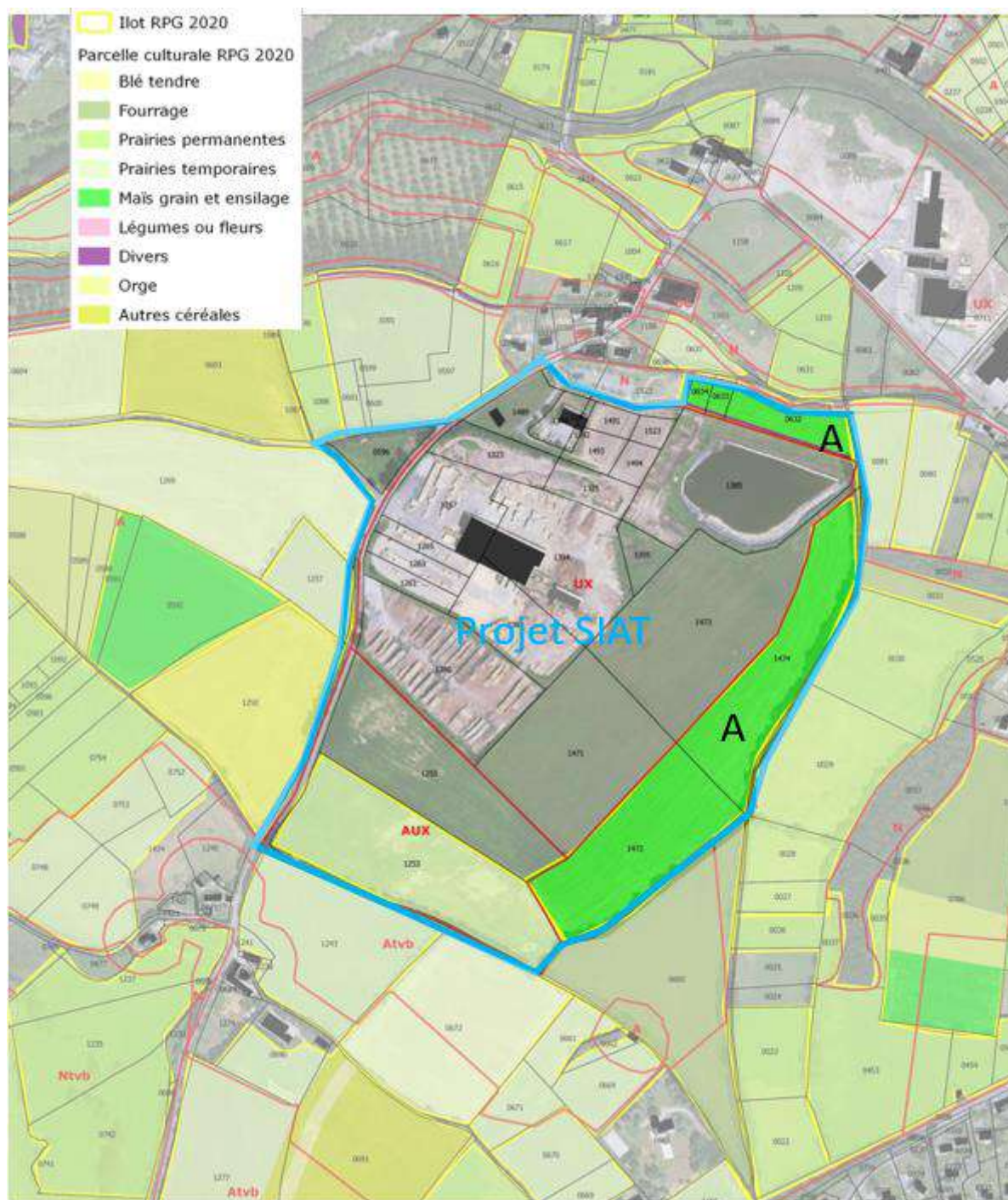
L'emprise du projet est de 6 ha de zone A. Les parcelles sont éloignées du siège d'exploitation concerné : 3,5 km et enclavées par l'activité en place.

Cette emprise correspond à 0,72 % de la SAU communale du Bez (826 ha).

1 exploitant agricole (A) est concerné par le projet. La parcelle 1250 n'est plus exploitée depuis 2022. Les parcelles (A) sont exploitées sans bail et seront libérées par l'exploitant en 2023.

L'exploitation A est impactée sur 6 ha soit 3,5 % de son exploitation. Il a récupéré 8 ha à exploiter à partir de 2023.

Les autres parcelles ont perdu leur vocation agricole et appartiennent au Groupe SIAT.



Cartographie 12 : Contexte agricole (source URBA2D/ RPG 2020)

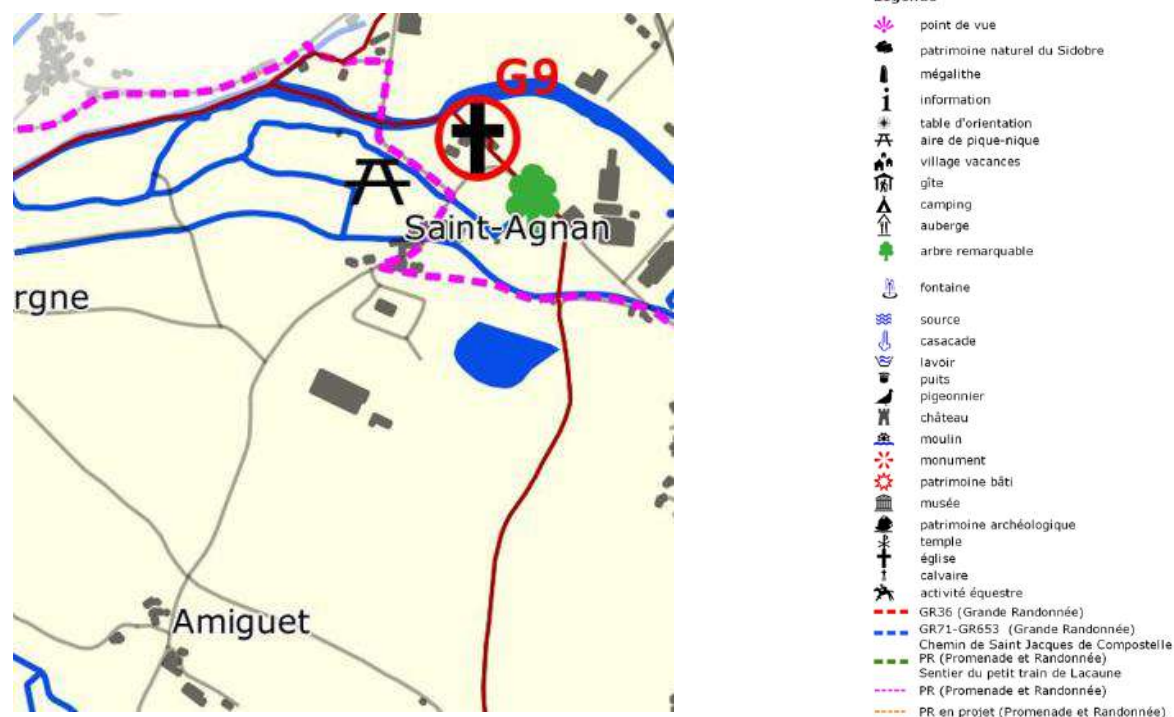
=> Le contexte agricole est peu impacté par le projet.

3.11. LE CONTEXTE PATRIMONIAL ET CULTUREL DU SITE

Au Nord du site le long du ruisseau, un chemin de randonnée est répertorié au plan départemental GR de pays Hautes Terres d'Oc. Une bande libre sera conservée afin de pérenniser cet itinéraire.



La cartes des intérêts culturels ci-dessous nous précise le passage du GR de Pays.



Cartographie 13 : Intérêts patrimoniaux (source URBA2D)

L'ensemble des chemins ruraux sont conservés et des aménagements sont prévus afin d'assurer la sécurité des usagers et des promeneurs. Les randonneurs et cyclistes pourront emprunter ces itinéraires sans contrainte.

Les éléments du patrimoine culturels et naturels sont également identifiés : un arbre remarquable et l'église.

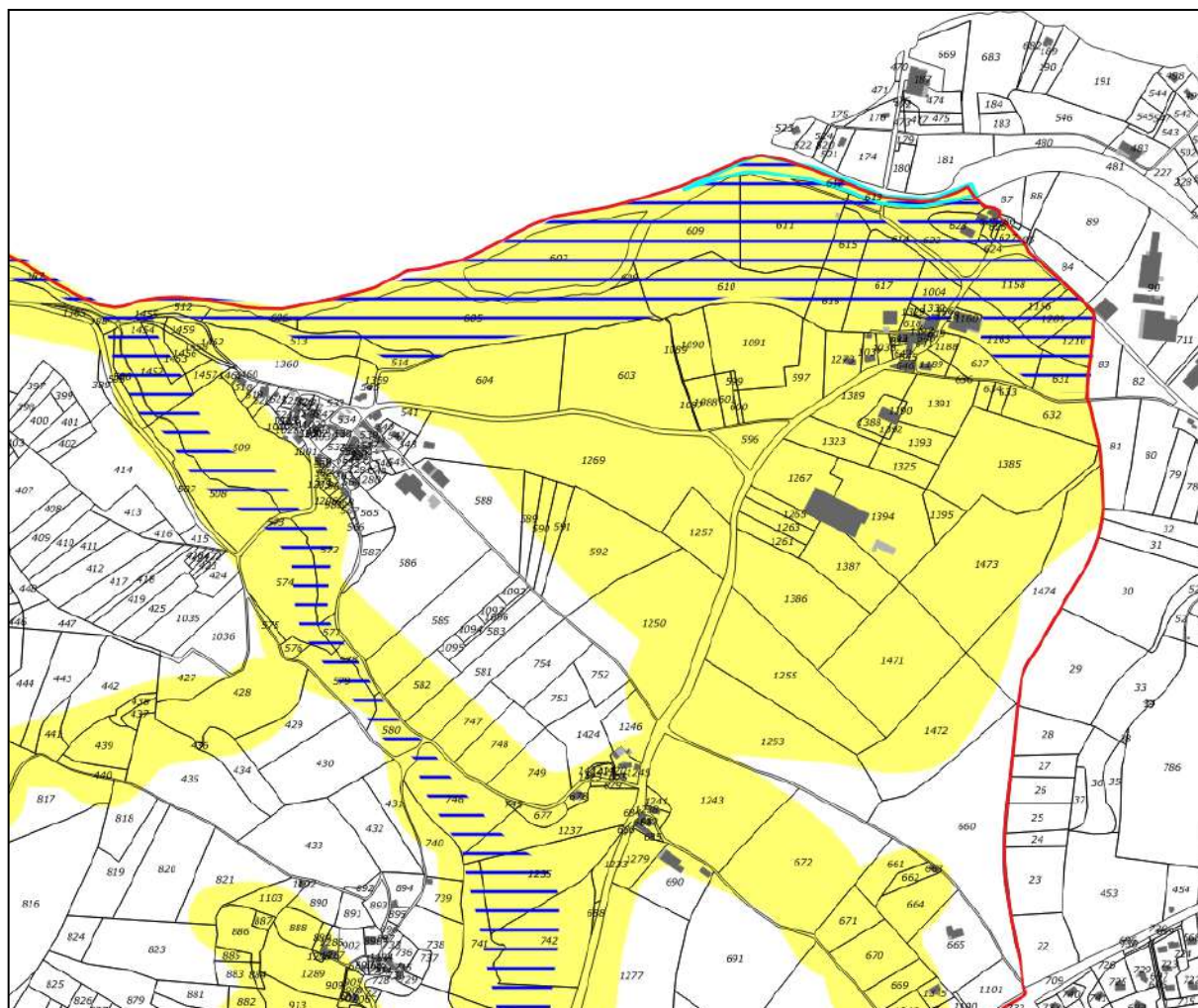
3.12. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Le site du projet est concerné par le PPR RGA (PM1).

Le PPR RGA impose des études géotechniques concernant notamment les fondations des constructions.

Les parcelles du projet ne sont pas concernées par le PPR Inondation.

- Légende
- A4 Servitude de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux
 - AC1 Servitude de protection des monuments historiques classés ou inscrits
 - Monument
 - Périmètre de protection
 - AC2 Servitude relative aux sites inscrits
 - AS1 Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales
 - Captage
 - Périmètre immédiat
 - Périmètre rapproché
 - Périmètre éloigné
 - I2 Périmètre de servitude de submersion et d'occupation temporaire
 - I4 Périmètre de servitude autour d'une ligne électrique aérienne
 - PM1 Plans de prévention des risques naturels prévisibles Inondation
 - PM1 Plans de prévention des risques naturels prévisibles Retrait et Gonflement des argiles



Cartographie 14 : Plan des servitudes (source URBA2D)

4. EVOLUTION ET JUSTIFICATIONS DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL

4.1. LE PADD DU SCOT

Le projet est compatible avec le PADD du SCOT. Il s'inscrit dans les objectifs suivants :

- Objectif 1 : Accueillir de nouveaux habitants grâce au développement économique et à l'amélioration du cadre de vie (Le PADD prévoit la création de 250 emplois pour la filière bois entre 2017 et 2037).
- Objectif 2 : Conforter le rôle des pôles en lien avec les vocations du territoire et maintenir la structure multi-polarisée du territoire (Brassac pour la filière bois)
- Objectif 7 : Préserver une armature économique qui favorise le développement de l'emploi (Encourager le développement de la filière bois, création d'emplois indirects)
- Objectif 19 : Préserver les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques (TVB respectée)
- Objectif 21 : Gérer l'énergie et s'adapter au changement climatique (projet producteur d'énergies)
- Objectifs 23 : Limiter l'exposition aux nuisances (site proche de la RD 622)

Le projet ne remet pas en cause les autres orientations du PADD, il est donc compatible avec les orientations du PADD du SCOT.

4.2. LE DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS AVANT MISE EN COMPATIBILITE

Seule la Prescription 29 doit être modifiée. Le principe n'est pas modifié, seuls les chiffres sont ajustés pour intégrer le projet SIAT.

Le projet intègre les autres prescriptions et recommandations du SCOT.

Les éléments devant être modifiés sont encadrés en vert.

PRESCRIPTION P29 : maîtriser la consommation d'espace

La consommation nouvelle maximum d'espace au sein de l'enveloppe urbaine et en extension d'urbanisation sur la période 2017-2037 sera de 724 ha répartis entre habitat, économie, services et équipements.

Sont compris 366 ha de surface artificialisée pour l'habitat, 198 ha de rétention foncière pour l'habitat et 160 ha de surface pour le développement économique et les équipements de loisirs.

Période/Secteurs	Taille moyenne de la parcelle - m ²	Nbre de logements neufs	Surface artificialisée en ha
2017-2037			
Hautes Terres d'Oc	1 237	2 964	366
Sidobre Val d'Agout	1 215	1 260	153
Monts de Lacauene	1 213	605	73
Montagne du Haut Languedoc	1 249	731	91
Vals et Plateaux des Monts de Lacauene	1 330	368	49
Soit une moyenne de 8 logts/ha contre 5,7 logts/ha entre 2004 et 2014			
Soit une économie d'espace à la parcelle de 30 %			

Pour le développement de l'économie et des services, il est prévu que les créations ou extensions des sites d'activité, des équipements touristiques et de loisirs nécessitent :

Secteurs	Superficie en ha	Détails localisation	Prév. d'emplois créés
Hautes Terres d'Oc	160		1 260
Sidobre Val d'Agout	50	Extension de sites d'activité artisanale ou industrielle (Lacrouzette, Le Bez), dans les pôles en priorité, activités touristiques et de loisirs dont UTN	365
Monts de Lacane	60	ZA du Merly et de Bel Air, 2 pôles d'activités artisanales à Murat, autres activités, agroalimentaire, activités touristiques et de loisirs.	422
Montagne du Haut Languedoc	15	ZA Forest, autres activités (eau par exemple), activités touristiques et de loisirs	232
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	35	Sites d'activités artisanales ou industrielles (Vabre, Fontrieu, Saint Pierre de Trivisy, Lacaze), autres activités (eau et autres ressources du sous-sol à Fontrieu), activités touristiques et de loisirs dont UTN	241

Ce qui fait au total sur Hautes Terres d'Oc en ha et par secteur :

Secteurs	Surface artificialisée pour l'habitat	Surface de rétention pour l'habitat	Surface artificialisée pour le développement économique	Total Surface artificialisée
Hautes Terres d'Oc	366	198	160	724
Sidobre Val d'Agout	153	84	50	287
Monts de Lacane	73	39	60	172
Montagne du Haut Languedoc	91	48	15	154
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	49	27	35	111

Ces 526 ha représentent 0,42 % de la surface du territoire, 0,58 % en comptabilisant les 198 ha de rétention foncière.

Afin de garantir un développement équilibré du territoire entre espaces urbanisés et sites naturels, forestiers et agricoles et selon les surfaces disponibles au sein de la tâche urbaine, parmi ces 366 ha à artificialiser pour l'habitat (sans compter la rétention), une surface à densifier au sein de la tâche urbaine est déterminée :

Secteur	Surface à densifier au sein de la tâche urbaine (habitat)
CCSVA	31 ha
CCML	21 ha
CCMHL	16 ha
CCVPML	12 ha
HTO	80 ha

Les surfaces disponibles sont souvent constituées des dents creuses et de la division de grandes parcelles (BIMBY) souvent difficiles à mobiliser.

Pour les opérations nouvelles, la voirie, les espaces publics et les espaces verts sont inclus dans la densité résidentielle.

Les tableaux ci-après comparent artificialisation des sols et accueil de population entre 2004 et 2014 et les objectifs poursuivis par le SCoT sur la période 2017-2037 :

Type artificialisation	2004-2014			Objectif SCoT 2017-2037		
	Evolution	Evolution /an	Surface par hab. accueilli /an (/solde migratoire réel)	Surface maximale	Surface maximale /an	Surface par hab. accueilli/an (/solde migratoire escompté)
Habitat	159 ha	14,4 ha/an	1 596 m ²	366 ha	17,4 ha/an	683 m ²
Economie, équipements et services publics	127 ha	11,6 ha/an	1 275 m ²	160 ha	7,6 ha/an	298 m ²
TOTAL	286 ha	26 ha/an	2 871 m ²	526 ha	25 ha/an	981 m ²

* Entre 2004 et 2014, solde migratoire de 996 habitants (100 habitants accueillis/an).

Entre 2017 et 2037, solde migratoire escompté de 5 361 hab. (268 habitants accueillis/an).

Période	Taille moyenne de la parcelle	Nombre de logements neufs	Nbre logts/ha	Ev. du nbre d'hab.	Surface artificialisée
2004-2014 (10 ans)	1 753 m ²	907	6	- 131	159 ha
2017-2037 (20 ans)	1 237 m ²	2 964	8	+ 3 211	366 ha
Soit une économie d'espace à la parcelle de 30 %					

En 10 ans, entre 2004 et 2014, la population s'est simplement maintenue (accueil d'environ 1 000 personnes mais pertes du même nombre de personnes). 159 ha ont été consommés pour l'habitat, 113 ha pour l'activité industrielle et artisanale et 14 ha pour les bâtiments et services publics. Ce sont entre 286 et 314 ha de terres agricoles, naturelles et forestières¹ qui ont été consommées.

Entre 2017 et 2037, avec l'objectif ambitieux d'accueillir plus de 5 000 personnes (perte d'un peu plus de 2 000 personnes pour une augmentation nette de population de 3 211 habitants), la consommation d'espace se maintiendra au niveau de 2004-2014 (passage de 26 à 25 ha de surface consommée par an) si l'on considère le solde migratoire². L'économie à la parcelle sera de 30 %.

Il s'agit d'optimiser le tissu urbain existant et de réduire l'empreinte consommée par chaque bâtiment aussi bien pour l'habitat que pour les activités économiques et les équipements de services.

¹ Sans comptabiliser les bâtiments agricoles. La différence de surface est liée aux différentes méthodologie de calcul.

² Surface consommée par rapport au solde migratoire : au nombre de personnes accueillies.

4.3. LE DOCUMENT D'ORIENTATION ET D'OBJECTIFS MIS EN COMPATIBILITE

PRESCRIPTION P29 : maîtriser la consommation d'espace

La consommation nouvelle maximum d'espace au sein de l'enveloppe urbaine et en extension d'urbanisation sur la période 2017-2037 sera de **736 ha** répartis entre habitat, économie, services et équipements.

Sont compris **366 ha** de surface artificialisée pour l'habitat, **198 ha** de rétention foncière pour l'habitat et **172 ha** de surface pour le développement économique et les équipements de loisirs.

Période/Secteurs	Taille moyenne de la parcelle - m ²	Nbre de logements neufs	Surface artificialisée en ha
2017-2037			
Hautes Terres d'Oc	1 237	2 964	366
Sidobre Val d'Agout	1 215	1 260	153
Monts de Lacane	1 213	605	73
Montagne du Haut Languedoc	1 249	731	91
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	1 330	368	49
Soit une moyenne de 8 logts/ha contre 5,7 logts/ha entre 2004 et 2014			
Soit une économie d'espace à la parcelle de 30 %			

Pour le développement de l'économie et des services, il est prévu que les créations ou extensions des sites d'activité, des équipements touristiques et de loisirs nécessitent :

Secteurs	Superficie en ha	Détails localisation	Prév. d'emplois créés
Hautes Terres d'Oc	172		1 260
Sidobre Val d'Agout	62	Extension de sites d'activité artisanale ou industrielle (Lacrouzette, Le Bez), dans les pôles en priorité, activités touristiques et de loisirs dont UTN	365
Monts de Lacane	60	ZA du Merly et de Bel Air, 2 pôles d'activités artisanales à Murat, autres activités, agroalimentaire, activités touristiques et de loisirs.	422
Montagne du Haut Languedoc	15	ZA Forest, autres activités (eau par exemple), activités touristiques et de loisirs	232
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	35	Sites d'activités artisanales ou industrielles (Vabre, Fontrieu, Saint Pierre de Trivisy, Lacaze), autres activités (eau et autres ressources du sous-sol à Fontrieu), activités touristiques et de loisirs dont UTN	241

Ce qui fait au total sur Hautes Terres d'Oc en ha et par secteur :

Secteurs	Surface artificialisée pour l'habitat	Surface de rétention pour l'habitat	Surface artificialisée pour le développement économique	Total Surface artificialisée
Hautes Terres d'Oc	366	198	172	736
Sidobre Val d'Agout	153	84	62	299

Monts de Lacaune	73	39	60	172
Montagne du Haut Languedoc	91	48	15	154
Vals et Plateaux des Monts de Lacaune	49	27	35	111

Ces 538 ha représentent 0,43 % de la surface du territoire, 0,59 % en comptabilisant les 198 ha de rétention foncière.

Afin de garantir un développement équilibré du territoire entre espaces urbanisés et sites naturels, forestiers et agricoles et selon les surfaces disponibles au sein de la tâche urbaine, parmi ces 366 ha à artificialiser pour l'habitat (sans compter la rétention), une surface à densifier au sein de la tâche urbaine est déterminée :

Secteur	Surface à densifier au sein de la tâche urbaine (habitat)
CCSVA	31 ha
CCML	21 ha
CCMHL	16 ha
CCVPML	12 ha
HTO	80 ha

Les surfaces disponibles sont souvent constituées des dents creuses et de la division de grandes parcelles (BIMBY) souvent difficiles à mobiliser.

Pour les opérations nouvelles, la voirie, les espaces publics et les espaces verts sont inclus dans la densité résidentielle.

Les tableaux ci-après comparent artificialisation des sols et accueil de population entre 2004 et 2014 et les objectifs poursuivis par le SCoT sur la période 2017-2037 :

Type artificialisation	2004-2014			Objectif SCoT 2017-2037		
	Evolution	Evolution /an	Surface par hab. accueilli /an (/solde migratoire réel)	Surface maximale	Surface maximale /an	Surface par hab. accueilli/an (/solde migratoire escompté)
Habitat	159 ha	14,4 ha/an	1 596 m ²	366 ha	17,4 ha/an	683 m ²
Economie, équipements et services publics	127 ha	11,6 ha/an	1 275 m ²	172 ha	8.2 ha/an	321 m ²
TOTAL	286 ha	26 ha/an	2 871 m ²	538 ha	25.6 ha/an	1004 m ²

* Entre 2004 et 2014, solde migratoire de 996 habitants (100 habitants accueillis/an).

Entre 2017 et 2037, solde migratoire escompté de 5 361 hab. (268 habitants accueillis/an).

Période	Taille moyenne de la parcelle	Nombre de logements neufs	Nbre logts/ha	Ev. du nbre d'hab.	Surface artificialisée
2004-2014 (10 ans)	1 753 m ²	907	6	- 131	159 ha
2017-2037 (20 ans)	1 237 m ²	2 964	8	+ 3 211	366 ha
Soit une économie d'espace à la parcelle de 30 %					

En 10 ans, entre 2004 et 2014, la population s'est simplement maintenue (accueil d'environ 1 000 personnes mais pertes du même nombre de personnes). 159 ha ont été consommés pour l'habitat, 113 ha pour l'activité industrielle et artisanale et 14 ha pour les bâtiments et services publics. Ce sont entre 286 et 314 ha de terres agricoles, naturelles et forestières³ qui ont été consommées.

Entre 2017 et 2037, avec l'objectif ambitieux d'accueillir plus de 5 000 personnes (perte d'un peu plus de 2 000 personnes pour une augmentation nette de population de 3 211 habitants), la consommation d'espace se maintiendra au niveau de 2004-2014 (passage de 26 ha à 25.6 ha de surface consommée par an) si l'on considère le solde migratoire⁴. L'économie à la parcelle sera de 30 %.

Il s'agit d'optimiser le tissu urbain existant et de réduire l'empreinte consommée par chaque bâtiment aussi bien pour l'habitat que pour les activités économiques et les équipements de services.

⇒ ***Les modifications entourées en vert correspondent à l'ajustement du besoin en surfaces d'activités nécessaires au projet du groupe SIAT soit 12 ha.***

Le besoin de 12 ha supplémentaires correspond à l'emprise nécessaire au projet du groupe SIAT. Cette emprise se fait sur les 6 ha de zone AUX déjà existante que la communauté de communes doit pouvoir reporter ailleurs le territoire afin d'assurer le développement de l'artisanat local, ainsi que sur 6 ha de surfaces actuellement classées en zone A.

Le projet SIAT va entraîner une synergie en termes de développement économique au regard des emplois directs et indirect liés au projet qui vont générer un besoin en logement sur Brassac, Le Bez et les communes voisines.

Ainsi les entreprises artisanales notamment celles liées au bâtiment vont voir leur activité se développer, ce qui va engendrer un besoin en foncier pour accueillir et développer ces entreprises.

L'augmentation du besoin en surface n'est pas en contradiction avec les objectifs de sobriété foncière instauré par la Loi Climat Résilience puisque l'objectif de réduction de la consommation n'est pas impérativement linéaire. Ce projet est inscrit dans la liste des PENE (Projet d'Envergure Nationale et Européenne) afin d'être examiné en conférence de la gouvernance que doit organiser la Région Occitanie dans le cadre de la mise en compatibilité du SRADDET avec la loi climat et résilience dans ce qui pourrait permettre de mutualiser la consommation en surface à l'échelle nationale.

La consommation d'espace fait partie des critères de suivi du SCOT et du PLUi. L'adoption du SRADDET permettra une déclinaison dans le SCOT puis dans le PLUi.

³ Sans comptabiliser les bâtiments agricoles. La différence de surface est liée aux différentes méthodologie de calcul.

⁴ Surface consommée par rapport au solde migratoire : au nombre de personnes accueillies.

La compatibilité du projet et du PLUI selon les prescriptions du SCOT est détaillée dans le tableau suivant :

Orientations du SCoT	Prescriptions du SCoT	Compatibilité du projet
Renforcer le maillage territorial par les pôles et permettre un développement équilibré des secteurs	P1 - Définir des politiques cohérentes et équilibrées	P1 - Le projet renforce le pôle économique de Brassac sans remettre en cause les équilibres du territoire
Favoriser un développement de l’urbanisation maitrisé, durable et respectueux de la logique des lieux	P2– Privilégier la densification urbaine dans les bourgs des pôles de services et dans les principaux bourgs et hameaux	P2 – Le projet renforce indirectement par l’emploi le pôle de service de Brassac
	P3 – Prioriser l’urbanisation dans la tâche urbaine dans les bourgs des pôles et services et dans les principaux bourgs et hameaux	P3 – Le projet renforce indirectement par l’emploi le pôle de service de Brassac
	P4 – Construire en dehors de la tâche urbaine en priorité dans les pôles de services et près des principaux bourgs et hameaux	P4 – Non concerné
	P5 – Etablir un échéancier d'ouverture à l'urbanisation pour les zones de développement urbain	P5 – Non concerné
	P6 – Respecter les caractéristiques du bâti existant	P6 – Non concerné
	P7 – Préserver des espaces de respiration	P7 – Non concerné
	P8 – Autoriser les changements de destination	P8 – Non concerné
	P9 – Encourager la mixité sociale et fonctionnelle	P9 – Non concerné
	P10 – Conserver la qualité architecturale et paysagère des villages	P10 – Non concerné
	P11– Traiter qualitativement les espaces publics des entrées de bourg	P11 – Non concerné
	P12 – Encourager un urbanisme durable	P12 – Non concerné
Proposer une offre de logements suffisante, favorisant la mixité sociale et adaptée aux besoins	P13 – Fixer des objectifs de production de nouveaux logements	P13 – Non concerné
	P14 – Penser les formes de l’habitat dans les opérations nouvelles d’aménagement urbain	P14 – Non concerné
	P15 – Lutter contre la vacance : objectif minimal de 12 % de remobilisation du bâti existant (changement de destination et réhabilitation de logements vacants) dans les perspectives de production de nouveaux logements.	P15 - Non concerné
Proposer une offre de services adaptée à la population	P16 – Renforcer l’accessibilité aux équipements et services	P16 – Non concerné
	P17 – Implanter les équipements pour l’accueil de l’enfance, de la petite enfance prioritairement dans les pôles de services	P17 – Non concerné
	P18– Implanter les équipements pour l’accueil des personnes âgées prioritairement dans les pôles de services	P18 – Non concerné
	P19– Implanter les équipements structurants sportifs, culturels ou de loisirs structurants en priorité dans les pôles de services	P19 – Non concerné
Préserver une armature économique qui favorise le développement de l’emploi	P20 – Implanter l’offre d’activités industrielles et artisanales de manière cohérente	P20 – Le projet assure le développement d’une structure existante
	P21 – Implanter les commerces en priorité dans les pôles	P21 – Non concerné
	P22 – Créer des sites économiques attractifs et exemplaires	P22 – L’OAP permet d’assurer l’intégration des bâtiments d’activités
Faciliter les déplacements et favoriser une mobilité durable	P23 – Prioriser le développement de l’urbanisation dans les pôles desservis par les transports collectifs ou offrant une alternative à l’usage individuel de la voiture	P23 – Le site est très proche de Brassac et le stationnement des vélos est intégré au projet
	P24 – Faciliter les déplacements doux	P24 – le stationnement des vélos est intégré au projet
	P25 – Créer des aires de covoiturage	P25 – Non concerné

	<p>P26 – Organiser l’offre de stationnement</p> <p>P27 – Organiser la desserte des sites d’activités</p> <p>P28 – Favoriser le déploiement des réseaux de communication électronique</p>	<p>P26 – Le stationnement est adapté au besoin du projet</p> <p>P27 – La desserte fera l’objet d’un aménagement de sécurité au carrefour de la RD 622</p> <p>P28 – Le déploiement du Haut Débit est en cours</p>
<p>Etablir des principes de développement équilibré du territoire entre espaces urbanisés et sites agricoles, naturels et forestiers</p>	<p>P29 – Maîtriser la consommation d’espace</p>	<p>P29 – La consommation d’espace est adapté au projet. La surface de bâtiment est de 4ha pour 30 ha de surface Le potentiel de surface d’activité est augmenté de 12 ha.</p>
<p>Favoriser le maintien et la reprise des exploitations agricoles afin de préserver l’activité économique et des paysages et milieux agricoles ouverts</p>	<p>P30 – Réaliser un diagnostic pour protéger l’activité agricole</p> <p>P31 – Maintenir l’équilibre entre activité agricole et urbanisation</p>	<p>P30 – Le projet est soumis à étude d’impact agricole qui sera soumis à l’enquête publique du dossier ICPE.</p> <p>P31 – Non concerné</p>
<p>Préserver et valoriser les « paysages-ressources » et les milieux au cœur de l’identité des territoires</p>	<p>P32 – Identifier et préserver les sites et points de vue remarquables</p> <p>P33 – Définir une politique paysagère et touristique durable pour les lacs</p> <p>P34 – Créer des unités touristiques nouvelles de qualité</p> <p>P35 – Préserver les sites naturels et le patrimoine végétal emblématique</p> <p>P36 – Préserver le patrimoine bâti de caractère</p> <p>P37 – Veiller à l’intégration des infrastructures énergétiques</p>	<p>P32 – Le site du projet est situé dans une combe et isolé de Brassac par une ligne de crête</p> <p>P33 – Non concerné</p> <p>P34 – Non concerné</p> <p>P35 – Le site Natura 2000 n’est pas impacté par le projet</p> <p>P36 – Non concerné</p> <p>P37 – La cogénération assurera une grande partie de l’énergie voué au site. Elle se situe au cœur de la zone.</p>
<p>Préserver la biodiversité</p>	<p>P38 – Préciser les réservoirs et cœur de biodiversité et les corridors écologiques</p> <p>P39 – Permettre le déplacement des espèces</p> <p>P40 - Appliquer un zonage indicé pour les cœurs de biodiversité</p> <p>P41 – Réaliser une étude d’incidences environnementales et paysagères pour tout projet situé dans un cœur de biodiversité</p> <p>P42 – Encadrer les aménagements dans les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques</p> <p>P43 – Préserver les forêts à enjeux</p> <p>P44 – Soutenir une économie forestière respectueuse de l’environnement et de la Trame Verte et Bleue</p> <p>P45 – Protéger les zones humides et les milieux aquatiques conformément à la réglementation en vigueur</p> <p>P46 – Préserver les continuités longitudinales et latérales des cours d’eau et veiller au maintien d’un régime hydrologique adapté aux espèces aquatiques et à l’écoulement des eaux</p>	<p>P38 – L’évaluation environnementale a été menée.</p> <p>P39 – Les corridors écologiques sont maintenus</p> <p>P40 – Non concerné</p> <p>P41– Non concerné</p> <p>P42 – Non concerné</p> <p>P43 – Le projet est basé sur l’exploitation des résineux</p> <p>P44 – Le gisement forestiers sera pleinement exploité dans le cadre de la charte forestière du PNR</p> <p>P45 – Non concerné</p> <p>P46 – Non concerné</p>
<p>Assurer une gestion durable de la ressource en eau</p>	<p>P47 – Mettre aux normes les installations d’assainissement</p> <p>P48 – Gérer les eaux pluviales</p> <p>P49 – Anticiper les besoins en eau potable et en assainissement</p>	<p>P47 – Le projet sera raccordé à l’assainissement des eaux usées pour les bâtiments administratifs</p> <p>P48 – Le projet réutilise l’intégralité des eaux de ruissellement</p> <p>P49 – Une étude complémentaire est menée sur la ressource en eau</p>
<p>Gérer l’énergie et s’adapter au changement climatique</p>	<p>P50 – Promouvoir les énergies renouvelables dans les bâtiments</p>	<p>P50 –Le site sera autosuffisant en énergie</p>

	P51 – Permettre le développement de l’énergie solaire photovoltaïque P52 – Permettre le développement de l’énergie éolienne	P51 – Le projet prévoit une production d’électricité par du photovoltaïque sur les bâtiments administratifs P52 – Non concerné
Réduire la vulnérabilité aux risques et limiter l’exposition aux nuisances	P53 – Assurer l’écoulement de l’eau des cours d’eau et réduire la vulnérabilité au risque d’inondation et de rupture de barrage P54 – Se prémunir contre les risques de feux de forêt	P53 – Les eaux de ruissellement seront collectées dans 2 bassins de rétention. P54 – Non concerné

Tableau 7 : compatibilité avec les prescriptions du DOO (source URBA2D)

Orientations du SCoT	Recommandations du SCoT	Mise en œuvre dans le PADD
Renforcer le maillage territorial par les pôles et permettre un développement équilibré des secteurs	Pas de recommandations	
Favoriser un développement de l’urbanisation maitrisé, durable et respectueux de la logique des lieux	R1 – Soigner l’intégration architecturale et paysagère et les liaisons (notamment douces) des extensions urbaines, des nouveaux quartiers avec les équipements et infrastructures économiques, de services et de tourisme. Favoriser l’émergence d’une architecture locale, identitaire et durable. R2 – Favoriser les économies d’eau, la maîtrise des ruissellements, les économies d’énergie et sa production, la protection de la biodiversité et l’insertion paysagère dans les OAP. R3 – Localiser dans les zones urbaines les espaces de respiration, les définir comme des espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques, les classer en zone naturelle ou créer des emplacements réservés pour les espaces verts ou boisés. R4 – Requalifier et organiser des quartiers d’habitat pavillonnaires existants afin d’améliorer leur intégration architecturale et leurs liaisons (notamment douces) avec les villages. R5 – Encourager la valorisation ou la création de zones piétonnes, d’espaces polyvalents et de voies douces afin de lier les différentes fonctions des pôles (habitat, services, équipements, espaces verts, commerces) et d’améliorer leur accessibilité. R6 – Si un équipement public ne peut pas être implanté dans un pôle, créer des voies douces pour relier l’équipement au pôle. R7 – Définir des emplacements privilégiés aux commerces et artisans dans les pôles avec création de places de parking. R8 – Réhabiliter et rendre les villages plus attractifs en réhabilitant des ilots au cœur des bourgs par la dédensification du bâti et la création d’espaces de respiration. R9 – Favoriser une implantation du bâti sur le terrain suivant la pente et la préservation des éléments patrimoniaux et d’architecture. Eviter le remodelage du terrain, les constructions en situation de crête, les bâtiments intercalés entre un point de vue et un objet paysager fort et le positionnement direct en bordure de départementale fréquentée et en entrée de bourg ou de hameau. R10 – Dans les OAP, encourager la mise en place d’éco-hameaux ou éco-quartiers par une co-construction du projet avec les acteurs, des constructions écologiques et encourageant le lien social avec des places et espaces communs, des espaces verts, des systèmes de récupération d’eau de pluie, du compostage, des parkings collectifs favorisant le covoiturage.	R1 – Le site du projet est proche de Brassac avec une desserte locale qui permet l’utilisation du vélo R2 – Le projet réutilise les eaux de ruissellement, est autosuffisant en énergie et préserve les haies R3 – Non concerné R4 – Non concerné R5 – Non concerné R6 – Non concerné R7 – Non concerné R8 – Non concerné R9 – La recherche d’un équilibre entre déblais et remblais permettra une meilleure intégration du projet La topographie du site a été prise en compte pour le positionnement du bâti. R10 – Non concerné
Proposer une offre de logements suffisante, favorisant la mixité sociale et adaptée aux besoins	R11 – Les constructions neuves de logements doivent être économes en énergie en respectant au minimum la réglementation thermique en vigueur. Encourager la création de logements équipés d’installation en énergie renouvelable pour chauffer l’air et/ou l’eau en privilégiant l’utilisation du bois énergie local et le solaire thermique et de récupérateur d’eau.	R11 – Non concerné

	<p>R12 – Améliorer ou développer l’offre en logements à vocation sociale dans les communes où la demande existe. Prendre en compte l’accessibilité aux services et équipements, les solutions de mobilité et assurer la maîtrise des charges de chauffage et d’eau des locataires voire la production d’énergie domestique et la récupération d’eau.</p> <p>R13 – Identifier les locaux vacants dans les bourgs-centres et inciter à engager un plan d’action de résorption des locaux vacants.</p> <p>R14 – Mettre en place des OPAH pour lutter contre l’insalubrité, les surconsommations énergétiques et adapter les logements pour les personnes âgées.</p>	<p>R12 – Non concerné</p> <p>R13 - Non concerné</p> <p>R14 – Non concerné</p>
Proposer une offre de services adaptée à la population		
Préserver une armature économique qui favorise le développement de l’emploi	<p>R15 –Il est recommandé de donner un caractère prioritaire au réinvestissement des friches et de renouveler les bâtiments existants pour l’implantation de nouvelles activités.</p> <p>R16 – Prévoir la mise en œuvre de principes de qualité paysagère et environnementale pour l’aménagement de chaque site par l’intégration de zones d’activités au sein des paysages sans la masquer mais en maintenant une porosité visuelle, l’utilisation de matériaux locaux dans le mobilier urbain, la construction et l’aménagement extérieur, la mise en place d’un éclairage, d’une signalétique et de clôtures qualitatifs et homogènes, la réduction de l’imperméabilisation des sols, la gestion des déchets, l’assainissement aux normes, la limitation du ruissellement et la gestion des eaux pluviales, l’aménagement d’un espace suffisant à proximité des cours d’eau pour préserver la continuité écologique et longitudinale des cours d’eau, l’encouragement d’une palette végétale locale, la création d’espaces verts et de connexions douces entre les commerces, l’incitation à l’usage des technologies environnementales innovantes.</p> <p>Ces sites doivent constituer les vitrines de l’activité économique du territoire et de valorisation des savoir-faire.</p> <p>Harmoniser l’existant avec les extensions.</p>	<p>R15– Non concerné</p> <p>R16 – Le projet intègre ces principes de qualité paysagère et environnementale</p>
Faciliter les déplacements et favoriser une mobilité durable	<p>R17 – Redonner de la place aux piétons dans les cœurs de village par un réseau de cheminements doux entre les différents espaces, par l’apaisement du trafic routier (réduction de la vitesse, sécurisation) tout en maintenant ou renforçant l’accessibilité au véhicule, par l’adaptation des stationnements à la fonction du cœur de village.</p> <p>Poursuivre le développement des itinéraires doux par des liaisons entre bourgs-centres et avec les territoires voisins.</p> <p>R18 – Mettre en place des dispositifs organisés, solidaires et sécurisés de covoiturage ou d’autres modes innovants de transport permettant de diminuer l’utilisation individuelle des véhicules motorisés.</p> <p>R19 – Améliorer la desserte en transport en commun des zones d’activités.</p> <p>R20 – Réaliser ou encourager la réalisation de PDIE (Plan de Déplacement Interentreprises) dans les zones ou sites d’activités importants (plus de 50 salariés).</p> <p>R21 – Engager une réflexion pour limiter les nuisances occasionnées par le passage des semi-remorques dans les villages à moyen ou long termes (valable pour Brassac, Lacaune, Roquecourbe, Lacrouzette, La-Salvetat-sur-Agout).</p> <p>R22 – Mutualiser pour les travaux à engager et mettre en place des systèmes innovants d’accès aux services grâce au haut débit (maisons ou antennes de services publics, bornes d’accès aux services, …).</p>	<p>R17 – Non concerné car les sentiers existants seront maintenus</p> <p>R18 – Non concerné</p> <p>R19 – La zone d’activité est proche de Brassac et de l’arrêt de bus de Combe Rouge</p> <p>R20 – Le site ne concerne qu’une seule entreprise</p> <p>R21 – Le passage des semi-remorques concerne le village de Brassac sur l’axe principal (RD622)</p> <p>R22 – Non concerné</p>
Etablir des principes de développement équilibré du territoire entre espaces urbanisés et sites agricoles, naturels et forestiers		
Favoriser le maintien et la reprise des exploitations agricoles afin de préserver l’activité économique et des paysages et milieux agricoles ouverts	<p>R23 – Mettre en place des Zones Agricoles Protégées pour sécuriser la vocation agricole des terres à fort potentiel agronomique, privilégiées pour l’élevage.</p>	<p>R23 – Non concerné</p> <p>R24 – Non concerné</p>

	<p>R24 – Réhabiliter des bâtiments pour permettre le développement de l’agrotourisme et des circuits courts de commercialisation. Utiliser des matériaux et des savoir-faire locaux pour faire de ces bâtiments des vitrines ressources du territoire.</p> <p>R25 – Faciliter la réalisation d’opérations pilotes liées au foncier agricole et soutenir la mise en place de solutions juridiques adaptées pour favoriser l’installation d’agriculteurs et la reprise d’exploitation agricole.</p>	<p>R25 - Non concerné</p>
<p>Préserver et valoriser les « paysages-ressources » et les milieux au cœur de l’identité des territoires</p>	<p>R26 – Eviter la construction sur les sites à préserver : Puechs du Lacounais, falaises d’Orque, sites emblématiques du Sidobre, du plateau du Caroux et de l’Espinouse, des vallées traversantes de l’Agout et du Gijou, des lacs de Laouzas, de la Raviège, des Saints-Peyres, de Vésoles.</p> <p>R27 – Poursuivre la réflexion pour la mise en valeur des sites paysagers clés du territoire. Continuer à aménager la voie douce du Petit Train sur l’ancienne voie ferrée entre Brassac et Vabre et entre Castres et Murat-sur-Vèbre. Passer des conventions avec les conseils départementaux pour l’aménagement et l’entretien des abords des routes départementales avec les propriétaires privés pour le passage sur leurs parcelles, avec les associations ou entreprises du territoire pour l’animation ou l’entretien. Centraliser les informations concernant la découverte des paysages des Hautes Terres d’Oc et des chemins de randonnées et activités en pleine nature au PETR Hautes Terres d’Oc.</p> <p>R28 – Prévenir les conflits d’usage entre les forestiers, les agriculteurs et randonneurs. Procéder à un entretien strict en termes de balisage et de signalétique des sentiers de randonnée.</p> <p>R29 – Lac du Laouzas : Ouvrir une ou deux fenêtres au niveau de la RD62. Améliorer le tour du lac par un aménagement piétonnier sur les portions du chemin qui empruntent la route en lui donnant plus de lisibilité. Améliorer la liaison douce entre Rieumontagné et Nages ainsi que le chemin permettant de rejoindre la maison de Payrac. Aménager des pontons à Naujac et Las Saxos. Limiter l’exploitation forestière en coupe franche. Toute nouvelle construction est à envisager avec précaution et à intégrer au paysage, l’architecture doit être conforme à l’ambiance du lieu. La restauration des anciens bâtis au cœur des hameaux est prioritaire. Proscrire tout nouveau bâti isolé sauf besoin agricole, touristique ou d’intérêt général mais conditionné à une étude paysagère. L’extension de Rieumontagné doit être limitée de manière précise dans le document d’urbanisme local et située sur la colline actuelle pour ne pas déséquilibrer les paysages à dominante rurale. Porter une attention particulière à cette extension en termes d’intégration paysagère et préconisation d’OAP. En termes de développement des activités touristiques de la base de loisirs, il s’agira de prévoir et de phaser les infrastructures afin de se prémunir contre les risques de surfréquentation, de bruit, de conflits d’usage, de changement de représentation d’un lac "tranquille". Encourager la mise en valeur du patrimoine vernaculaire et du petit patrimoine bâti sur le cheminement autour du lac, dans les hameaux traditionnels, sur la presqu’île. Exclure l’implantation d’équipements énergétiques (solaire, éolien) de type industriel en covisibilité des équipements touristiques du lac (cf. schéma de développement éolien du PNRHL).</p> <p>R30 – Lac de la Raviège : Encourager la qualité architecturale et l’harmonie des constructions avec leur environnement pour améliorer l’image du lieu. Réfléchir au renforcement des liaisons des bases nautiques avec les villages alentours et en particulier les Bouldouïres avec la Salvetat-sur-Agout.</p>	<p>R26 – Non concerné</p> <p>R27 - Non concerné, le projet n’impacte pas le projet d’aménagement Vabre - Brassac</p> <p>R28 – Non concerné</p> <p>R29 – Non concerné</p> <p>R30 – Non concerné</p>

	<p>R31 – Lac des Saints-Peyres : Sécuriser les stationnements et limiter au maximum toute urbanisation sauf pour des besoins agricoles, touristiques ou d’intérêt général et de la conditionner à une étude paysagère.</p> <p>R32 – Lac de Vésoles : Le développement de l’accès aux véhicules n’est pas préconisé, le tour à pied est suffisant. Maintenir les espaces en place. Toute urbanisation est à proscrire, y compris touristique en dehors des hameaux existants et en rapport avec la visibilité du lac. Préserver le patrimoine naturel et le valoriser davantage au niveau des sentiers.</p> <p>R33 - Aménager des ouvertures le long des routes qui longent l'Agout et le Gijou mais aussi les autres rivières du territoire : la Mare, l'Arn, le Dadou, le Dourdou sans nuire à la biodiversité (conserver la ripisylve et la forêt rivulaire), Améliorer l'accessibilité aux berges à l'intérieur des bourgs traversés.</p> <p>R34 – Valoriser les paysages à haute valeur écologique telles que les tourbières, les prairies humides et les ripisylves. Créer des sentiers de randonnée à condition de ne pas nuire à l’environnement.</p> <p>R35 – Identifier les sites d’hébergements existants vacants et à fort potentiel de valorisation touristique et soutenir leur réhabilitation.</p> <p>R36 – Les villages de villégiature créés doivent être caractérisés par une masse bâtie homogène avec des matériaux et couleurs harmonieux respectueux de l’esprit des lieux et intégrés au paysage à l’échelle de l’UTN. Les constructions nouvelles doivent s’inspirer des réponses apportées par le bâti traditionnel dans le choix de l’implantation et de l’orientation. Les règlements des documents d’urbanisme locaux peuvent mobiliser les prescriptions et recommandations relatives à la qualité urbaine architecturale, environnementale et paysagère pour prendre en compte la pente dans les accès aux constructions, limiter les excavations pour éviter un impact paysager trop fort, établir un plan étagé des constructions (étagement des constructions suivant un plan en escalier sur les sites en relief), adapter la volumétrie des bâtiments en fonction de la morphologie, respecter les lignes du relief : orienter les constructions parallèlement aux courbes de niveaux pour les sites en pente, conserver les éléments du petit patrimoine dans les compositions, favoriser une homogénéité des matériaux et des couleurs à l’échelle de l'UTN.</p> <p>R37– Maintenir la diversité des milieux et des paysages ouverts : trame bocagère, prairies, clairières, pelouses, landes, sous-bois, cultures fourragères. Pour cela, il convient de soutenir les pratiques agro-pastorales.</p> <p>R38 – S’associer aux animateurs Natura 2000 et à leurs partenaires pour informer sur les recommandations et les moyens de maintenir les milieux ouverts et les habitats sur les sites Natura 2000. S’associer aux chambres d’agriculture pour informer les agriculteurs sur les potentialités spécifiques des terroirs, pour indiquer les zones de parcours préférentiel pour maintenir les milieux ouverts ou éviter le surpâturage.</p> <p>R39 – Promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l’environnement et des milieux : réduction des intrants chimiques, gestion rigoureuse des épandages de lisiers, traitement des effluents d’élevage aux normes, pratiques d’exploitation extensives, gestion adaptée de la ressource en eau, économie d’énergie, sauvegarde et entretien des haies, conservation des arbres ou bosquets isolés marqueurs du territoire, préservation des tourbières, des cours d’eau, intégration des bâtiments d’exploitation, signes officiels de qualité et labels, MAET, MAEC.</p> <p>R40 – Mettre en place un observatoire de l’équilibre des espaces agricoles et forestiers.</p>	<p>R31 – Pas d’orientation</p> <p>R32– Non concerné</p> <p>R33 - Non concerné</p> <p>R34 - Non concerné</p> <p>R35 - Non concerné</p> <p>R36 – Non concerné</p> <p>R37 - Non concerné</p> <p>R38 – Non concerné</p> <p>R39 – Non concerné</p> <p>R40 – Non concerné</p>
--	---	---

	<p>R41 – Identifier et caractériser les villages selon leur typologie d’implantation et envisager le développement des groupements bâtis selon cette typologie.</p> <p>R42 - Valoriser le patrimoine mémoire de l’industrie y compris des carrières. Compléter l’inventaire des friches industrielles et des carrières qui ne sont plus exploitées et qui peuvent être valorisées comme mémoire industrielle et éléments qualifiant du paysage.</p> <p>R43 – Prendre en compte la cohabitation avec la faune sauvage lors des opérations de préservation ou de restauration du patrimoine bâti.</p> <p>R44 – Généraliser les prescriptions architecturales et paysagères pour les nouvelles zones d’activités. Lancer une OPAP, Opération Programmée d'Amélioration du Paysage, sur un site pilote : respect de l'état d'esprit rural, valorisation des industries locales, utilisation de matériaux locaux et durables, intégration paysagère.</p> <p>R45 – Localiser les points noirs paysagers constitués par des friches et programmer des opérations de résorption sur la période 2017 -2037.</p> <p>R46 - Les collectivités territoriales peuvent mettre en scène l'arrivée sur la ville et les zones d'activités pour en faire des vitrines du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none">- éviter l'encombrement des ronds-points, ne pas concentrer tous les panneaux d'information en entrée de ville, communiquer sur les terroirs, les activités et afficher le caractère du territoire,- utiliser des végétaux et matériaux locaux en respectant les identités locales.	<p>R41 – Non concerné</p> <p>R42 – Non concerné</p> <p>R43 – Non concerné</p> <p>R44 – Le règlement écrit et les OAP précise les prescriptions</p> <p>R45 – Non concerné</p> <p>R46 – Non concerné</p>
<p>Préserver la biodiversité</p>	<p>R47 – Les collectivités territoriales peuvent conditionner leur soutien à la qualité environnementale des projets (subvention, autre accompagnement), encourager la participation des habitants du territoire à des projets citoyens d'énergie renouvelable, inciter à la pratique d'une sylviculture et d'une agriculture durables qui respectent les milieux. Afin de maintenir les autres fonctions ou aménités de la forêt (préservation de la biodiversité, régulation des eaux, fixation des sols, prévention des pollutions, épuration et protection des eaux, chasse, pêche, cueillette, promenade), les collectivités territoriales peuvent certifier PEFC les forêts communales et en réaliser des plans de gestion intégrant des indicateurs de biodiversité. De même, afin d'encourager la prise en compte de l'environnement dans les activités agricoles (biodiversité -zones humides, faune et flore-, eau -consommation, qualité-, rejets -intrants, effluents-, déchets agricoles -plastiques, produits phytosanitaires, huiles), elles peuvent encourager la poursuite des actions déjà engagées (mise aux normes des exploitations, collecte des plastiques), la réalisation par les agriculteurs de MAEC Natura 2000, la certification en agriculture biologique ou raisonnée en lien avec les chambres d'agriculture ou les autres structures agricoles. Elles peuvent également soutenir par des actions foncières la création d'exploitations certifiées agriculture biologique.</p> <p>R48 – Sur les terrains où elles ont la maîtrise foncière, les collectivités territoriales peuvent mettre en place des mesures de gestion, conservation ou protection sur les milieux à valeur patrimoniale (pelouses, landes, vieilles forêts, falaises, grottes).</p> <p>R49 – Afin de préserver la qualité du ciel de toute pollution lumineuse et de favoriser le déplacement de la faune sauvage nocturne, mettre en œuvre une politique d'optimisation des éclairages publics au niveau des principaux bourgs, des principales routes départementales et des zones d'activités. Cette optimisation permettra également de réduire la consommation énergétique sur ce poste.</p> <p>R50 – Les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques peuvent faire l'objet d'un classement spécifique en zone N ou A indicé ou non (fortement recommandé pour les zones humides), de dispositions particulières au sein du règlement des zones A et N, d’OAP. Identifier les espaces supplémentaires pouvant faire l'objet d'une protection règlementaire afin de protéger les composantes les plus remarquables de la trame verte et bleue.</p>	<p>R47 – Non concerné</p> <p>R48 – Non concerné</p> <p>R49 – Non concerné</p> <p>R50 – Les abords du ruisseau et les cœurs de biodiversité sont conservés hors zone constructible</p>

	<p>R51 – Prendre en compte les problèmes de transit des grumiers au sein des zones urbanisées et à urbaniser (itinéraires, emprises de voies, traversées...) et des propositions des trois schémas de desserte forestière.</p> <p>Privilégier les modes d’exploitation les moins dévastateurs possibles pour l’environnement, replanter des essences locales et pas de manière systématique, adapter les travaux forestiers sur les zones humides en forêt et intégrer des formes alternatives, dans certains secteurs, pour la gestion des sous-bois ou des coupures non boisées.</p> <p>R52 – Maintenir la vocation forestière des parcelles ayant bénéficié d’investissements et d’aides publiques pour valoriser leur production ou bénéficiant de garanties de gestion durable au sens du code forestier.</p> <p>R53 – Entretenir les lisières forestières, gérer les arbres d’alignement et identifier et préserver les arbres isolés remarquables.</p> <p>R54 - Le SCoT encourage à communiquer davantage sur la forêt à l’instar des communes de Fontrieu et de Fraïsse-sur-Agout en valorisant les forêts à caractère patrimonial, leur utilité, leur multifonctionnalité, la gestion forestière et la sylviculture durable.</p> <p>R55 – Encourager le regroupement des propriétaires forestiers et l’élaboration de règlement type de gestion forestier ou de plan simple de gestion forestier afin de lutter contre la fermeture des milieux.</p> <p>R56 – Travailler avec les agences de l’eau pour mettre en place des outils afin de réduire les sources de pollutions ou de dégradations physiques des milieux aquatiques ou de restaurer et d’entretenir les rivières et les zones humides.</p> <p>Classer les zones humides en N_{zh} ou A_{zh}.</p> <p>R57 – Instituer des servitudes d’utilité publique pour créer et restaurer des zones de mobilité du lit mineur d’un cours d’eau en amont des zones urbanisées dans des zones dites « zones de mobilité d’un cours d’eau », afin de préserver ou de restaurer ses caractères hydrologiques et géomorphologiques essentiels.</p>	<p>R51 – L’aménagement du carrefour de la RD 622 sécurisera l’accès au site</p> <p>R52 – Non concerné</p> <p>R53 – Non concerné</p> <p>R54 – Non concerné</p> <p>R55 – Non concerné</p> <p>R56 – Non concerné</p> <p>R57 – Non concerné</p>
<p>Assurer une gestion durable de la ressource en eau</p>	<p>R58 – Il est recommandé de maintenir, voire de développer un réseau de haies (notamment celles perpendiculaires à le pente) suffisamment dense pour ralentir le ruissellement et favoriser l'infiltration.</p> <p>R59 - Acquérir des parcelles situées dans les périmètres de protection rapprochés de captage d’eau potable et dans les PPR par les collectivités territoriales afin de maîtriser les usages sur ces périmètres, en particulier les prairies et forêts permettant une bonne protection de la ressource.</p> <p>R60 – Afin de lutter contre les pollutions des cours d’eau, mettre aux normes les stations d’épuration, les installations d’assainissement non collectif à travers les SPANC, les exploitations agricoles concernant le traitement des effluents d’élevage et diminuer l’utilisation de produits chimiques par les collectivités territoriales.</p> <p>Réduire les rejets industriels des carrières du Sidobre afin de diminuer la présence de calcium dans la Durenque.</p> <p>R61 – Pour améliorer et augmenter l’approvisionnement en eau potable : diminuer les fuites d’eau du réseau, établir un descriptif des ouvrages de transport et de distribution d’eau potable.</p> <p>Mettre en place une tarification adaptée pour favoriser les économies d’eau</p> <p>Récupérer et utiliser les eaux de pluies pour les usages adéquats.</p> <p>R62 – Réaliser une étude d’incidences pour tout projet d’imperméabilisation susceptible de provoquer ou d’aggraver les effets du ruissellement pluvial sur la qualité du milieu récepteur.</p>	<p>R58 – Non concerné</p> <p>R59 – Non concerné</p> <p>R60 – Non concerné</p> <p>R61 – Le projet réutilise les eaux de ruissellement</p> <p>R62 – Le projet fait l’objet d’une étude Loi sur l’eau</p>

	<p>Prévoir, dans les zones à urbaniser, des emplacements réservés pour le stockage et la collecte des eaux pluviales.</p> <p>R63 – Mettre à jour ou réaliser des schémas directeurs d’alimentation d’eau potable afin d’étudier et anticiper le besoin social, écologique et économique en eau consécutif au changement climatique (canicule, sécheresse).</p>	<p>R63 – Non concerné</p>
Gérer l’énergie et s’adapter au changement climatique	<p>R64 – Recommander des positionnements ou orientations de bâtiments qui prennent en compte les éléments climatiques (soleil, vent) pour réduire les consommations énergétiques dans les règlements des OAP.</p> <p>R65 – Reconduire les opérations de type OPAH ou autre appel à projet permettant d’améliorer les performances énergétiques du parc immobilier ancien et de développer les énergies renouvelables.</p> <p>R66 – Les collectivités territoriales peuvent mener des opérations exemplaires pour la construction et la rénovation des bâtiments publics en termes d’économie d’énergie, d’utilisation de matériaux locaux (bois, granit, schiste) pour réduire la consommation énergétique et l’empreinte écologique.</p> <p>R67 - Diminuer les consommations énergétiques liées à l’éclairage public.</p> <p>R68 – Prévoir à l’occasion de projets d’aménagement, des outils collectifs permettant de réduire les consommations d’énergie, les émissions de GES et de produire de l’énergie.</p> <p>R69 – Recommander l’utilisation des énergies renouvelables dans les OAP, les opérations d’ensemble (lotissement, zones d’activités) et les nouveaux logements collectifs. Intégrer les projets de réseaux de chaleur renouvelable alimentés au bois local dans les OAP et réaliser des OAP Forestières pour consolider le développement de la filière locale.</p> <p>R70 – Encourager le développement de projets participatifs et citoyens en énergies renouvelables.</p>	<p>R64 – Non concerné</p> <p>R65 – Non concerné</p> <p>R66 – Non concerné</p> <p>R67 – Non concerné</p> <p>R68 – Non concerné</p> <p>R69 – Non concerné</p> <p>R70 – Non concerné</p>
Réduire la vulnérabilité aux risques et limiter l’exposition aux nuisances	<p>R71 – Mener des actions de sensibilisation visant à améliorer la connaissance du risque, à adopter les bons gestes en cas d’inondation, de rupture de barrage ou de feux de forêts et rappeler les obligations de débroussaillage dans les départements exposés aux risques d’incendie de forêt dans un objectif de préservation et de protection des habitations.</p> <p>R72 – Eviter l’implantation des établissements accueillant des personnes vulnérables en termes de santé publique (crèche, établissements scolaires, maisons de retraite) et des zones à vocation d’habitat aux abords des voies bruyante, à proximité des sources de pollutions atmosphériques existantes (routes importantes, zones d’activités artisanales ou industrielles), dans les zones à proximité d’ouvrages THT, HT, lignes aériennes, câbles souterrains, ... Promouvoir des règles constructives visant à améliorer la qualité de l’air dans l’habitat.</p>	<p>R71 – Le risque de rupture de barrage est présent en partie Basse du site (sans construction)</p> <p>R72 – Non concerné</p>

Tableau 8 compatibilité avec les prescriptions du DOO (source URBA2D)

Précision sur la prise en compte de la trame verte et Bleue du SCOT :

Les cœurs de biodiversité sont identifiés à partir des données du PNR HL, et ont été intégrés dans le schéma de cohérence territoriale Hautes Terres d’Oc.

Les prescriptions du SCOT ont été respectées et les recommandations ont été prises en compte.

5. ANALYSE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS ET REGLES SUPERIEURES

5.1. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE

Le Bez fait partie du SDAGE Adour Garonne et qui comporte six grandes orientations.

Elles intègrent les objectifs de la Directive de la Communauté Européenne (DCE) :

- créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Trois axes ont été identifiés prioritaires pour atteindre les objectifs du SDAGE :

- réduire les pollutions diffuses,
- restaurer le fonctionnement de tous les milieux aquatiques,
- maintenir des débits suffisants dans les cours d'eau en période d'étiage en prenant en compte le changement climatique (gestion rationnelle des ressources en eau).

Le projet par sa nature et par sa taille et sa situation ne va pas à l'encontre des orientations du SDAGE.

5.2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE AGOUT AMONT

Le **SAGE Agout Amont** a été définitivement adopté par la Commission de l'eau le 14 janvier 2014 et approuvé le 15 avril 2014.

Les mesures qui permettent au SCOT de satisfaire aux dispositions du SAGE Agout Amont sont les suivantes :

Orientations du SAGE	Sensibilité du territoire	Interaction avec le projet
B2 – Préserver le potentiel de zones d'expansion des crues	Zones inondables du PPRi sur l'Agout	Zone UXa hors zone d'aléa
C12 – Gérer les impacts des rejets d'eaux pluviales	Agout et les zones humides	Projet soumis à la Loi sur l'eau
E5 – Préserver ou à défaut compenser la perte de zones humides lors des projets d'aménagement	Zones humides	Pas d'emprise sur les zones humides.

Tableau 9 : compatibilité avec le SAGE Agout Amont

5.3. COMPATIBILITE AVEC LE SRADDET

Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) qui incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040 a été adopté le 30 juin 2022. Il dessine un cadre de vie pour les générations futures, pour un avenir plus durable et solidaire. Il va évoluer par la prise en compte de la Loi Climat et Résilience.

Le SRADDET fixe ainsi les objectifs de moyens et longs termes de la Région en matière :

- d'équilibre et d'égalité des territoires,
- d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- de désenclavement des territoires ruraux,
- d'habitat,
- de gestion économe de l'espace,
- d'intermodalité et de développement des transports,
- de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air,
- de protection et de restauration de la biodiversité,
- de prévention et de gestion des déchets.



Le défi de l'attractivité pour accueillir bien et durablement

Garantir l'accessibilité pour tous aux services et soutenir le développement local

- Conforter les Bougs Centres
- Accompagner les territoires via les Maisons de la Région

Réussir le zéro artificialisation à l'échelle régionale et atteindre la non perte nette de biodiversité à l'horizon 2040

- Territoires artificialisés
- Territoires agricoles
- Espaces naturels et forestiers

Devenir une région à énergie positive et faire des déchets une ressource

- Développer l'éolien flottant
- Développer la valorisation organique
- Prioriser l'indénieration avec valorisation
- Renforcer le tri

Le défi du rayonnement pour un développement vertueux de tous les territoires

Optimiser les connexions régionales vers l'extérieur

- Développer les portes d'entrées du territoire
- Renforcer la complémentarité du réseau des aéroports
- Finaliser les lignes à grande vitesse
- Renforcer les ouvertures interrégionales par le RRR

Valoriser l'ouverture économique et touristique de tous les territoires

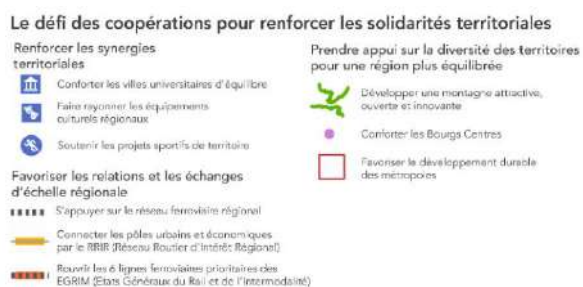
- Conforter les OZE (Occitanie Zone Economique)
- Accompagner l'ouverture touristique autour des GSD (Grands Sites d'Occitanie)
- Structurer le réseau de Voies Vertes et Véloroutes national et européen

Faire de l'espace méditerranéen un modèle de développement vertueux

- Faire du littoral une vitrine de la résilience
- Développer la complémentarité entre les ports de commerce
- Favoriser les exportations

Illustration 30 : extrait du SRADDET

Le SCOT doit être compatible aux règles du SRADDET. La déclaration de projet du SCOT HTO répond de manière positive aux règles qui la concerne :



- UN RÉÉQUILIBRAGE RÉGIONAL POUR L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Des solutions de mobilité pour tous : **Le projet prévoit des espaces dédiés au stationnement des vélos dans le règlement écrit.**

Des services disponibles sur tous les territoires : **Non concerné**

Des logements adaptés aux besoins des territoires : **Non concerné**

Un rééquilibrage du développement régional : **Le projet renforce le développement de la filière bois, sur Le Bez et alentour (zone Montagne, zone de revitalisation rurale).**

Des coopérations territoriales renforcées : **Le projet permettra un approvisionnement plus local en énergie par la production de granulés de bois et pour le bois d'oeuvre.**

- UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT POUR RÉPONDRE À L'URGENCE CLIMATIQUE

Réussir le zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à horizon 2040 : **Le projet augmente la consommation foncière de 12 ha, mais le territoire a connu une réduction forte de ses surfaces constructibles lors de l'élaboration du PLUI Sidobre Val d'Agout en 2020. Selon le portail de l'artificialisation, les communes du PLUI ont consommé 10.8 ha pour les besoins de l'activité économique dans la décennie passée. Ce projet s'inscrit dans un objectif régional voir national.**

Atteindre la non perte nette de biodiversité : **les continuités écologiques sont préservées par une bande tampon (zone N) le long du ruisseau au Nord de la zone du projet.**

La première Région à énergie positive : **Le projet favorise la consommation d'énergie renouvelable (granulé de bois) et la production d'électricité à base de biomasse réinjectée en partie sur le réseau.**

Un aménagement adapté aux risques et respectueux de la ressource en eau : **Le développement ne présente pas de risque naturel ou technologique. Le développement prend en compte la ressource en eau du territoire en réutilisant les eaux pluviales notamment.**

Un littoral vitrine de la résilience : **Non concerné**

Réduire la production des déchets avant d'optimiser leur gestion : **Le projet valorise l'ensemble des déchets du bois**

Le Schéma Régional de Cohérence écologique est intégré au SRADDET. Sur les 9 enjeux du SRCE qui sont définis, 3 concernent l'ensemble de la région :

	Enjeux		Ensembles paysagers									
	N°	Intitulé de l'enjeu	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Enjeux régionaux	1	La conservation des réservoirs de biodiversité	concernent l'ensemble de la région									
	2	Le besoin de préservation des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau										
	3	La nécessaire continuité longitudinale des cours d'eau										
Enjeux spatialisés	4	Le maintien des déplacements des espèces de la plaine : du piémont pyrénéen à l'Armagnac							x	x	x	x
	5	L'amélioration des déplacements des espèces de la plaine : le bassin de vie toulousain et ses alentours					x	x			x	
	6	Le maintien des continuités écologiques au sein des Causses	x		x							
	7	Le besoin de flux d'espèces entre Massif Central et Pyrénées pour assurer le fonctionnement des populations	x	x	x	x	x	x			x	x
	8	Les nécessaires déplacements des espèces au sein des Pyrénées particulièrement entravés dans les vallées									x	x
	9	Le rôle refuge de l'altitude pour les espèces dans le contexte du changement climatique				x						x

Le territoire est également concerné par les enjeux spatialisés 5 et 7 :

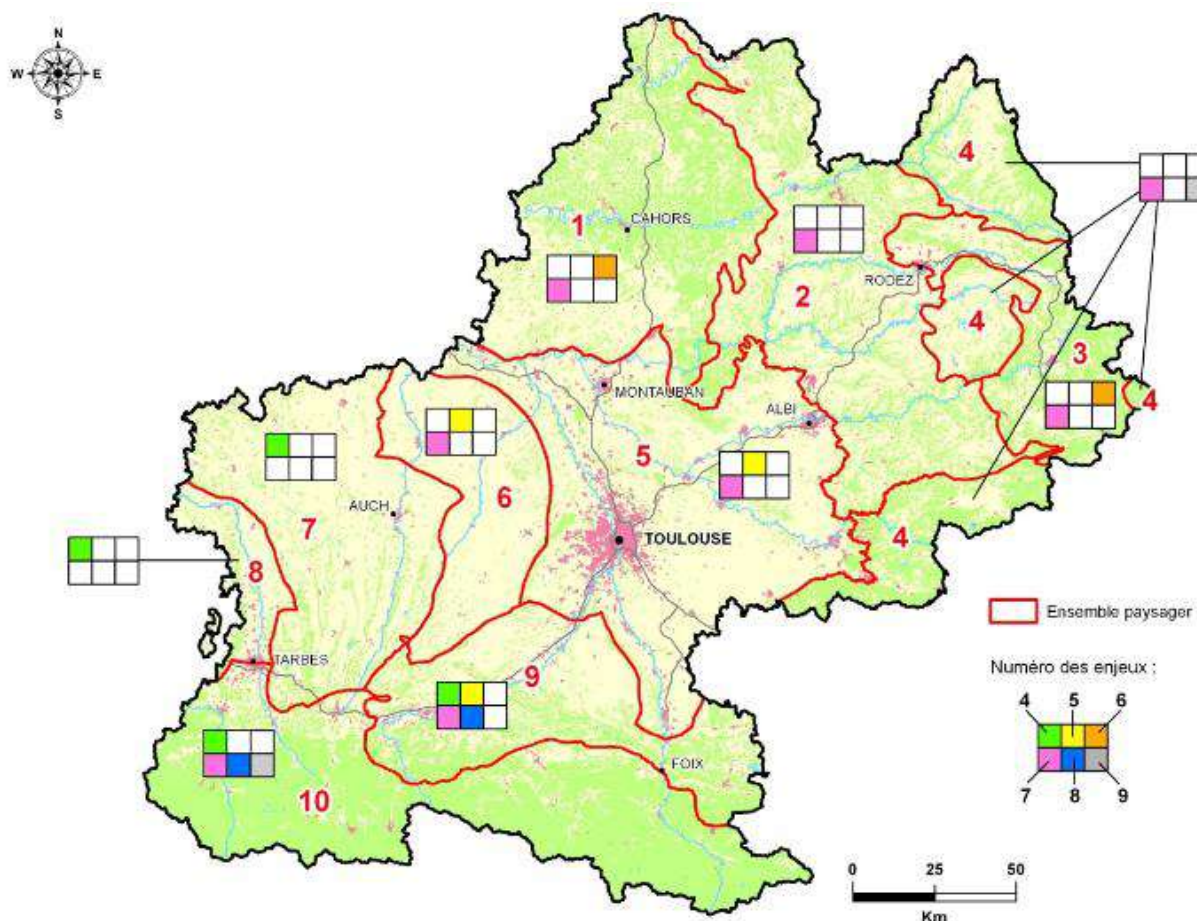
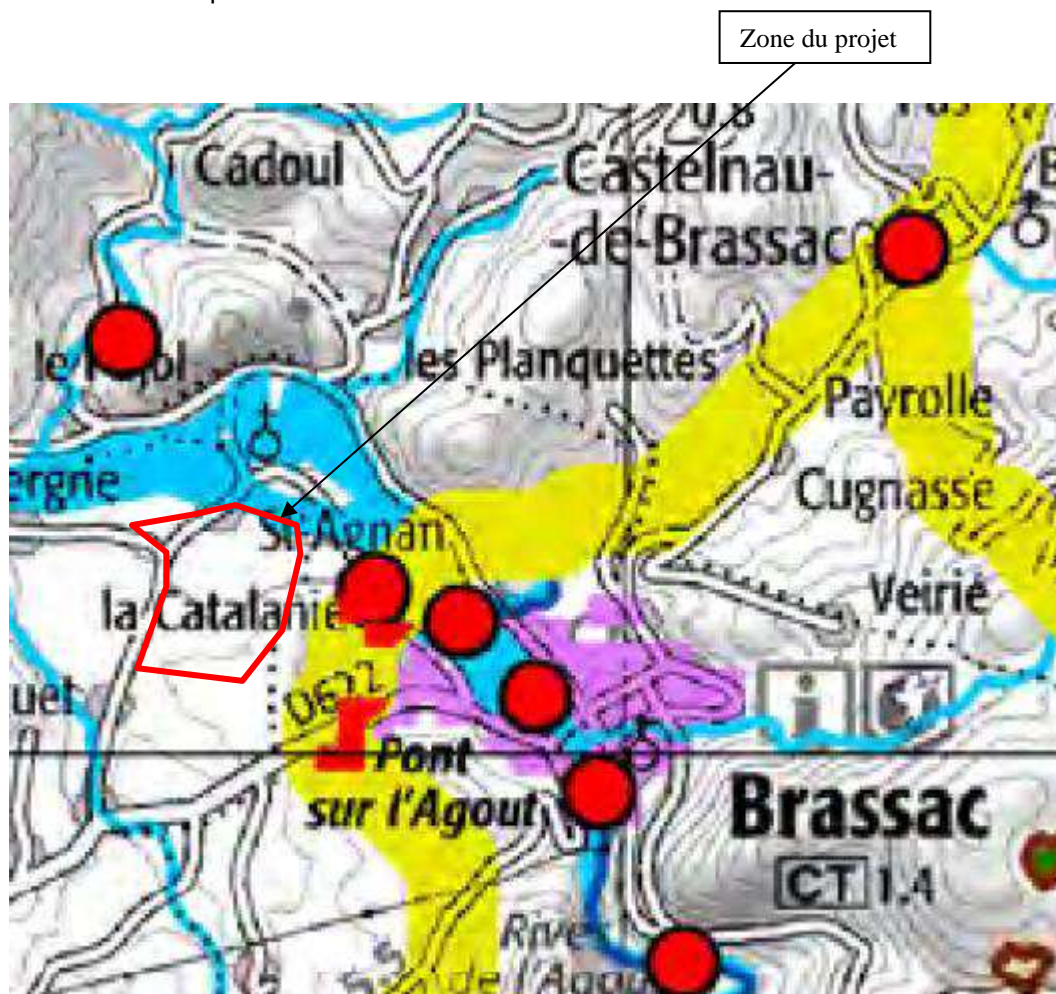


Illustration 31 : Extrait du SRCE

Le territoire comporte un niveau de sensibilité modérée :



	Boisés				Ouverts et semi-ouverts				Rochoux d'altitude		Cours d'eau	
	de plaine		d'altitude		de plaine		d'altitude					
	A préserver	A remettre en bon état	A préserver	A remettre en bon état	A préserver	A remettre en bon état	A préserver	A remettre en bon état	A préserver	A remettre en bon état	A préserver	A remettre en bon état
Réservoirs de biodiversité												
Corridors												

- Limites de la région
- Zones urbanisées
- Réseau ferré
- Réseau routier principal

- Obstacles aux continuités**
- Obstacles à l'écoulement des cours d'eau
 - Points de conflit surfaciques
 - Points de conflit ponctuels
 - Points de conflit linéaires

Cartographie 15 : Extrait du SRCE

N° d'enjeux	Intitulé	Sensibilité sur le territoire	Incidence du projet
1	Conservation des réservoirs	Absence de réservoir de biodiversité sur le secteur	Pas d'incidence
2	Préservation des zones humides et des continuités latérales des cours d'eau	Présence de cours d'eau à proximité	Faible
3	Nécessaire continuité longitudinale des cours d'eau	Présence de cours d'eau à proximité	Faible
5	Amélioration des déplacements des espèces de plaine	Absence de corridor	Pas d'incidence
7	Besoins de flux d'espèces entre le massif central et les Pyrénées	Présence d'un corridor de milieu ouvert à proximité	Pas d'incidence

Tableau 10 : Incidence du projet sur le SRCE

5.4. COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PNR HL

La Charte du PNR HL est composée :

- Rapport de Charte
- Document de référence pour l'énergie éolienne
- Plan général
- Annexes

Le SCOT ayant intégré les dispositions de la Charte du PNR HL dans son élaboration, nous considérons que la mise en compatibilité du SCOT est compatible avec la Charte du PNR HL par les modifications mineures qu'elle présente. En effet, les 12 ha nécessaires sont faibles au regard des 160 ha de surfaces vouées au développement économique (hausse de 7.5%)

Le projet de développement de la filière bois s'inscrit dans les objectifs de la charte avec une dimension maîtrisée de l'exploitation de la ressource dans sa charte forestière.

Le territoire des Hautes Terres d'Oc est entièrement situé dans le PNR du Haut Languedoc à l'exception de trois communes tarnaises. Les orientations du SCOT ont donc pris en compte celle de la charte du Parc.

Le tableau ci-dessous permet d'observer la compatibilité du projet avec la charte du Parc.

Mesures de la Charte du PNR	Compatibilité du projet
Axe 1 - Gérer durablement les espaces ruraux, le patrimoine naturel et les paysages	
Objectif stratégique 1.1 Connaître et gérer les patrimoines (eau et milieux aquatiques, faune, flore, géologie) pour les préserver	
<u>Mesure 1.1.1</u> : Améliorer la connaissance des patrimoines naturels du territoire au service de l'action	Les éléments de la trame verte et bleue ont été pris en compte
<u>Mesure 1.1.2</u> : Gérer les espaces naturels remarquables et les fonctionnalités écologiques du territoire	Le projet n'impacte pas les zones humides et préserve les abords du ruisseau. Les secteurs agricoles classés en cœur de biodiversité (Atvb) sont maintenus
<u>Mesure 1.1.3</u> : Pour une gestion qualitative et fonctionnelle des cours d'eau et zones humides	Le projet n'impacte pas les zones humides et préserve les abords du ruisseau. La ressource en eau est suffisante pour les besoins du projet
<u>Mesure 1.1.4</u> : Protéger et économiser la ressource en eau	La ressource en eau est suffisante pour les besoins du projet
Objectif stratégique 1.2 Gérer les mutations de l'espace et des paysages ruraux (agriculture, forêt et habitats)	
<u>Mesure 1.2.1</u> : Anticiper et maîtriser les dynamiques des espaces forestiers	La dynamique forestière sera importante avec une exploitation de la ressource plus soutenue
<u>Mesure 1.2.2</u> : Anticiper et maîtriser les dynamiques des espaces agricoles et viticoles	Le projet ne remet pas en cause les entités agricoles du territoire.
<u>Mesure 1.2.3</u> : Engager le Haut-Languedoc dans une gestion de ses paysages et de son architecture	L'intégration paysagère du projet dans cette combe résulte de l'évaluation environnementale. Le projet s'inscrit dans une OAP du PLUI
<u>Mesure 1.2.4</u> : Valoriser les paysages à travers un encadrement strict de la publicité et l'harmonisation de la signalétique des services et des activités locales	Non concerné par le SCOT

Mesure 1.2.5 : Maîtriser et limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles par l'urbanisation	Le besoin du projet de 12 ha supplémentaire est justifié par l'intérêt général du projet pour assurer le développement du territoire
Mesure 1.2.6 : Maîtriser et encourager un développement qualitatif de l'urbanisation	La charte architecturale a été intégrée à l'OAP du PLUi
Axe 2 Accompagner le territoire à relever les défis citoyens du 21 ème siècle	
Objectif stratégique 2.1 Engager le Haut-Languedoc dans une politique énergétique « forte »	
Mesure 2.1.1 : Maîtriser et réduire les consommations énergétiques du territoire	Le projet est autosuffisant en énergie
Mesure 2.1.2 : Assurer un développement maîtrisé des énergies renouvelables	La production d'énergie renouvelable satisfait les besoins du projet
Objectif stratégique 2.2 Fournir aux acteurs locaux (élus, professionnels...) les outils nécessaires pour limiter les impacts de l'activité humaine sur le territoire	
Mesure 2.2.1 Promouvoir les démarches « de management environnemental » dans les activités locales	Sans objet
Mesure 2.2.2 : Concilier les différents usages sur les principaux sites sensibles du Haut-Languedoc	Sans objet
Mesure 2.2.3 : Maîtriser la fréquentation des véhicules motorisés sur l'ensemble du territoire	Le projet intègre la sécurité routière par l'aménagement du carrefour
Mesure 2.2.4 Doter les communes du Parc du Haut-Languedoc de documents d'urbanisme et de planification (Plan Local d'Urbanisme, Carte Communale, Schéma de Cohérence Territoriale)	Sans objet

Objectif stratégique 2.3 Faire de la valorisation des richesses du Haut-Languedoc le moteur de développement de la consommation locale	
Mesure 2.3.1 Promouvoir et commercialiser les produits agricoles en circuits courts	Sans objet
Mesure 2.3.2 : Promouvoir l'utilisation de matériaux locaux dans la construction	Le projet intègre l'usage du bois dans la construction
Mesure 2.3.3 : Accompagner le développement des mobilités douces et de l'itinérance de pleine nature	Le projet intègre les déplacements doux par le nombre de stationnement pour les vélos.
Objectif stratégique 2.4 Développer la sensibilisation et l'éducation au territoire	
Mesure 2.4.1 Développer l'éducation au territoire	Sans objet
Mesure 2.4.2 Sensibiliser le public aux enjeux du Haut-Languedoc et aux orientations de la Charte	Sans objet
Axe 3 : Impulser une nouvelle dynamique économique, sociale et culturelle en Haut-Languedoc	
Objectif stratégique 3.1 Exploiter durablement les ressources naturelles du Haut-Languedoc	
Mesure 3.1.1 : Pour une gestion durable des forêts en Haut-Languedoc	Le projet s'inscrit dans un objectif d'exploitation maîtrisée de la ressource forestière
Mesure 3.1.2 : Développer durablement l'agriculture et la viticulture du Haut-Languedoc	Le projet n'impacte pas de manière significative l'agriculture locale
Mesure 3.1.3 Pour une exploitation durable du sous-sol (carrières et gravières)	Sans objet

Objectif stratégique 3.2 Développer de nouvelles activités économiques et l'accueil sur le territoire	
<u>Mesure 3.2.1</u> Encourager un repositionnement des filières, artisanales et industrielles traditionnelles sur de nouveaux créneaux par l'innovation, la création et l'expérimentation	Sans objet
<u>Mesure 3.2.2</u> : Accueillir les nouveaux actifs et développer l'économie sociale et solidaire	Le projet va redynamiser l'emploi avec la création de 180 emplois
<u>Mesure 3.2.3</u> : Doter le Haut-Languedoc d'une stratégie territoriale de développement touristique	Sans objet
<u>Mesure 3.2.4</u> Développer la Marque Parc pour valoriser et promouvoir l'accueil les produits et savoir-faire du Parc naturel régional du Haut-Languedoc	Sans objet

Tableau 11 : compatibilité du projet avec la charte du PNR HL

5.5. APPLICATION DE LA LOI MONTAGNE.

Une étude est présentée à la Commission Départementale compétente en matière de Nature, de Paysages et des Sites afin de déroger au principe d'urbanisation en continuité des bourgs, villages et hameaux en application de l'article L122-7 du CU.

Les objectifs de la Loi montagne sont analysés dans le dossier dérogatoire présenté en annexe.

Le dossier met en évidence que le projet a un impact faible sur l'agriculture au regard de l'emprise limitée sur les espaces agricoles. L'impact sur les paysages est limité par la délimitation du projet qui prend en compte le relief et les mesures d'accompagnement (plantations...). Le projet n'est pas concerné par des risques naturels et les impacts sur le milieu naturel est également faible au regard des reculs imposés par rapport au ruisseau.

6. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

6.1. ANALYSE L'INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.

L'analyse repose sur le pré étude d'impact réalisée dans le cadre du projet. Cette étude sera complétée dans le cadre de l'étude d'impact en distinguant les différentes phases du projet :

- La phase de chantier.
- La phase d'exploitation.

Les impacts seront qualifiés sur la base d'une analyse multicritère selon les qualificatifs et les curseurs suivants :

- Milieu physique
- Milieu naturel
- Milieu humain
- Paysage et patrimoine

Sont décrits les impacts, la temporalité, la durée, l'intensité et les mesures à appliquer.

6.1.1. Incidences sur le milieu physique

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le milieu physique, qui concernent le projet, et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
modification de l'état de surface du sol	permanent	direct	forte	oui	hauteur des talus, haies protégées, plantations
imperméabilisation du sol	permanent	direct	forte	oui	réutilisation des eaux pluviales
besoins en eau	permanent	direct	forte	oui	besoin en eau de forage limité par la réutilisation des eaux pluviales
pollution des eaux	temporaire	direct	faible	oui	assainissement collectif
pollution des sols (hydrocarbures)	temporaire	direct	faible	oui	dispositifs de traitement (deshuileur)

Tableau 12 : incidences sur le milieu physique (source URBA2D)

Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur le milieu physique.

6.1.2. Incidences sur le milieu naturel

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le milieu naturel, qui concernent le projet, et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
altération d'habitat	permanent	direct	faible	oui	haies protégées, préservation des abords du ruisseau
destruction d'espèce	permanent	direct	faible	oui	éviter

Tableau 13 : incidences sur le milieu naturel (source URBA2D)

Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur le milieu naturel.

6.1.3. Incidences sur le milieu humain

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le milieu humain, qui concernent le projet, et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
retombées économiques	permanent	direct et indirect	forte	non	néant
dégradation des voies de circulation	permanent	direct	faible	non	entretien de la voie intercommunale
augmentation du trafic routier	permanent	direct	faible	oui	aménagement du carrefour
dégradation de la qualité de l'air	permanent	direct	faible	oui	cf dossier ICPE
approvisionnement en énergie	permanent	direct	faible	non	néant

Tableau 14 : incidences sur le milieu humain (source URBA2D)

Le projet comporte des impacts positifs sur le milieu humain notamment en ce qui concerne les retombées socio-économiques et l'approvisionnement en énergie. Ces incidences positives ne nécessitent pas de mesures correctives. Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur le milieu humain.

6.1.4. Incidences sur le paysage

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le paysage et le patrimoine et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
impact visuel depuis le hameau de Saint Agnan	permanent	direct	faible	oui	Plantation aux abords du site
impact visuel depuis le hameau de La Vergne	permanent	direct	faible	oui	Plantation aux abords du site
impact visuel depuis le hameau des Planquettes	permanent	direct	faible	oui	Plantation aux abords du site

Tableau 15 : incidences sur le paysage (source URBA2D)

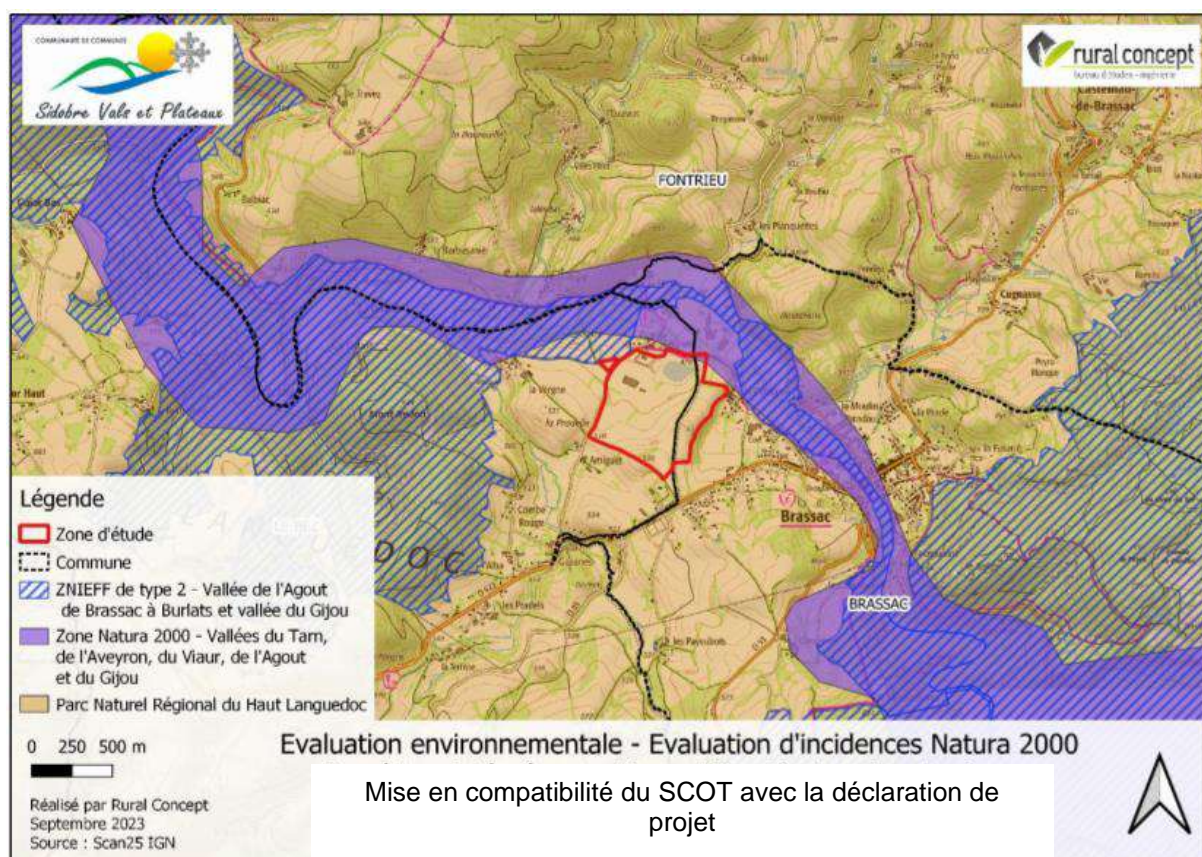
Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur les paysages.

6.2. INCIDENCES NATURA 2000

- **Le contexte du projet :**

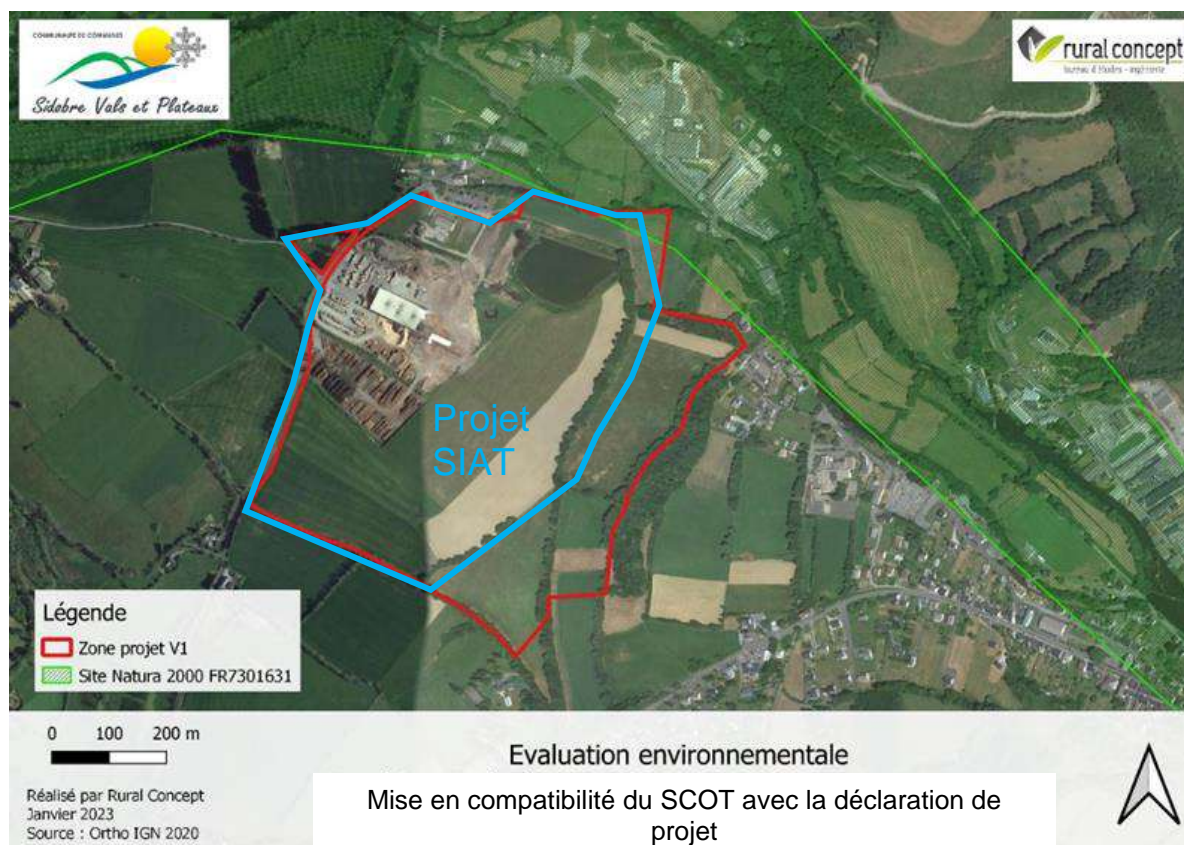
La zone du projet jouxte la zone Natura 2000 « Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » (FR7301631). La question des incidences de la future scierie sur ce site se pose.

La cartographie ci-dessous montre les différents zonages réglementaires présents de part et d'autre de la zone d'étude. La zone d'étude immédiate est à proximité directe avec le site Natura 2000, les potentielles options de canalisations du rejet des eaux traversent le site Natura 2000. Elles sont plus ou moins impactantes de par leur tracé.



Cartographie 16 : Localisation zones d'inventaires

L'extrait suivant précise le tracé de la zone Natura 2000 en rapport avec la zone d'étude.



Cartographie 17 : Localisation précise Natura 2000

Le périmètre du projet a évolué et ne correspond plus au périmètre d'étude. Le projet de scierie SIAT ne se situe pas au sein de la zone Natura 2000.

- **Le descriptif du projet**

Le groupe SIAT souhaite refaire à neuf la scierie présente sur le site pour notamment gagner en capacité et améliorer la couverture nationale du groupe.

Le projet se décompose en 2 parties :

- **La première et deuxième transformation du bois**

Le projet prévoit :

- La construction d'un parc à grumes, muni des dernières technologies de scanner à bois et d'intelligence artificielle, sera requise en amont du processus pour réceptionner la matière et optimiser les plans de coupe,
- La construction de deux unités de sciage dernier cri en aval du parc à grumes permettra d'optimiser les ratios de production et de qualité. Ces unités seront dimensionnées en fonction du massif. Les outils d'optimisation seront développés sur la base des connaissances accumulées en Alsace dans ce domaine, qui sont à la pointe de l'innovation pour la valorisation des ressources bois locales. L'intégralité des bois issus de ces ateliers sera envoyée dans des séchoirs à bois,
- Une unité de triage et d'usinage des bois secs, pour optimiser la matière en sortie de séchoir, et usiner les produits dont les marchés de bois structure manquent aujourd'hui,
- Des unités de refente du bois, pour permettre de compléter le portefeuille de produits et de proposer une gamme large et profonde en bois secs français aux négociants de matériaux.

- **La fourniture d'énergie**

Le projet prévoit :

- La construction d'une unité de cogénération, pour permettre de mieux valoriser les produits connexes et d'améliorer le bilan carbone de l'unité. Cette unité permettra de générer de l'électricité à base de

biomasse et d'alimenter en calorie les séchoirs et la filière de deuxième transformation du site. L'électricité sera autoconsommée prioritairement, la part de production supplémentaire réinjectée sur le réseau.

- Une usine utilisant les produits connexes de la scierie, qui sera associée à la cogénération et qui permettra de produire du granulé de bois et/ou des dés de palettes,
- Des séchoirs à bois, qui utiliseront la calorie rendue disponible et permettront de sécher les bois et de fabriquer de nouveaux produits plus techniques.

Le bureau d'études Rural Concept a été missionné par la communauté de communes de Sidobre Vals et Plateaux et le PETR des Hautes Terres d'Oc pour réaliser une évaluation environnementale de la zone d'étude. L'objectif est de dresser un portrait du contexte environnemental de la zone, pour en dégager les enjeux et définir les potentiels impacts du projet.

La zone d'étude étant en partie inclus dans le périmètre du site Natura 2000 « Vallées du Tarn, **de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou** » FR7301631 », il a été demandé de réaliser une évaluation des incidences Natura 2000.

Cependant, les options d'implantations de rejets traversent le site Natura 2000 et engendrent un potentiel impact qui ne peut pas être catégorisé comme négligeable. Une étude d'incidence avec les mesures qui en découlent est effectuée. C'est notamment le cas pour l'option 1 ci-après, qui traverse la zone humide sous la zone d'étude, incluse dans le site Natura 2000.

- **Rejet des eaux pluviales**

Afin d'évaluer les éventuelles incidences du projet sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire, les potentielles options d'implantation des canalisations de rejets figurent ci-après.

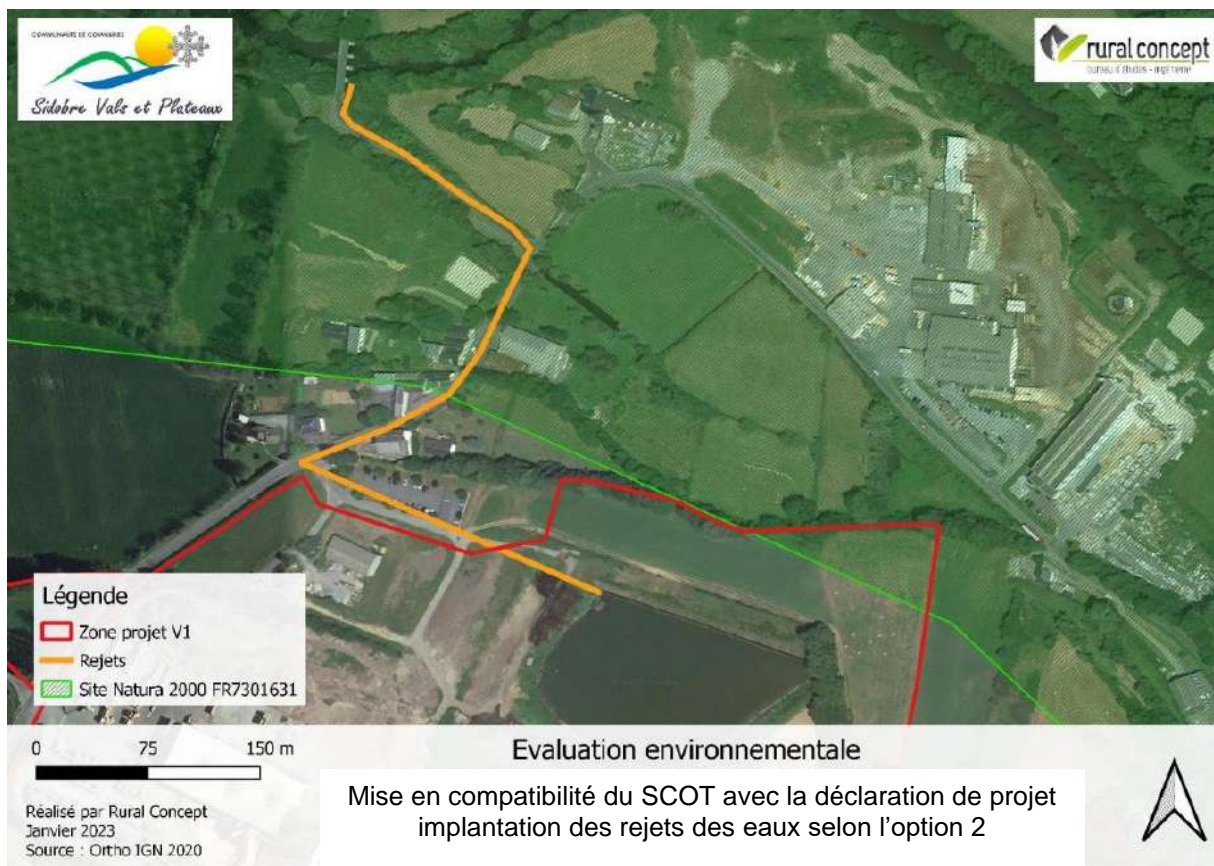
A l'heure actuelle les eaux pluviales du site sont canalisées et sont filtrées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales. Ainsi, les eaux pluviales issues de la scierie rejoignent un fossé (le long de la route en direct de Saint Agnan) qui se jette dans l'Agout.

Le dimensionnement de ce réseau n'étant pas adapté pour la future scierie, le futur rejet des eaux pluviales est actuellement en réflexion par SIAT : un réseau propre au groupe SIAT va être créé, le tracé de cette conduite est en cours d'élaboration.

Option 1 :**Cartographie 18 : Rejet eaux option 1**

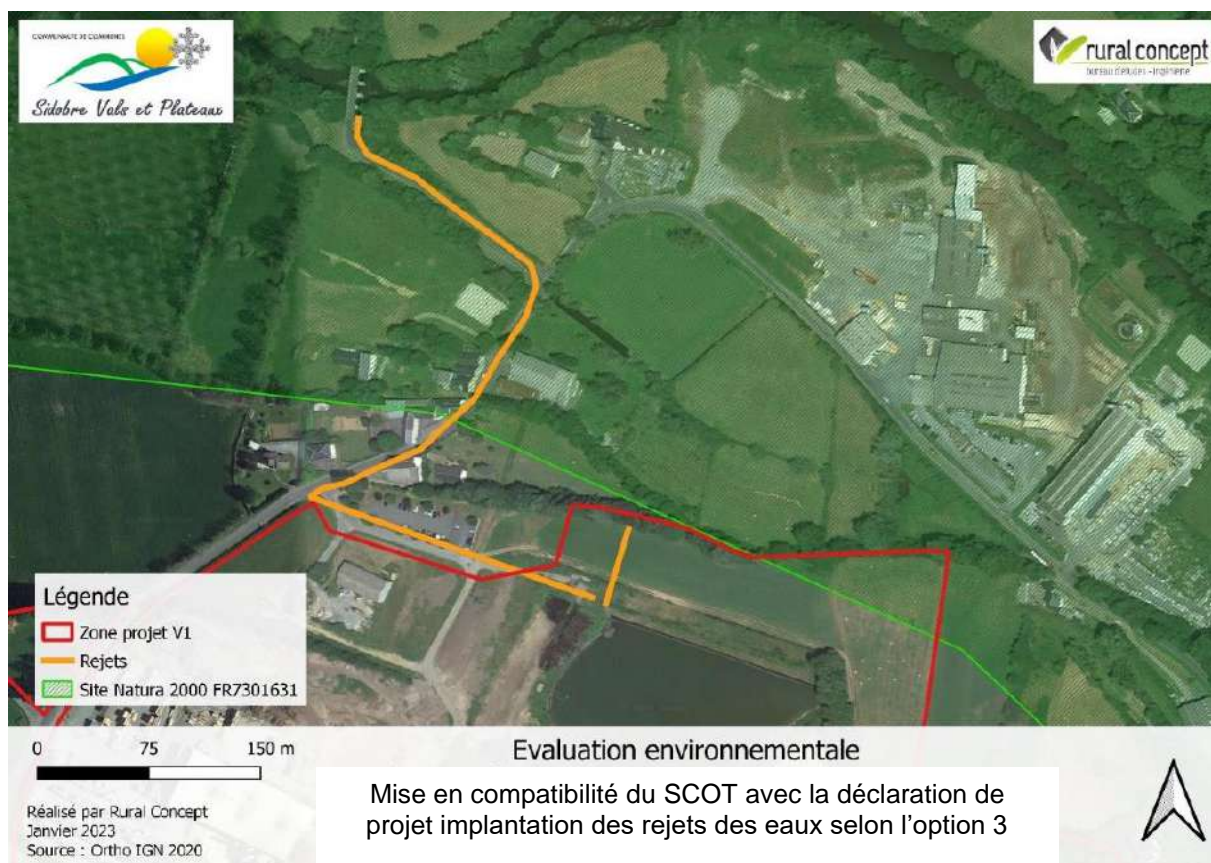
Cheminement d'une canalisation dans l'ancien chemin communal en limite de commune Brassac-Le Bez et réfection de celui-ci, cela entrainera une traversée de la zone Natura 2000 et un cheminement aérien au niveau du canal d'alimentation de la pisciculture.

Option 2 :



Cartographie 19 : Rejet eaux option 2

Cette option réside sur l'utilisation du réseau pluvial de Saint-Agnan, elle permettrait d'éviter d'impacter le site Natura 2000 en utilisant le réseau existant. Cependant, le dimensionnement du réseau existant semble limitant. En cas de fortes pluies, il y a un risque d'inondations sur le hameau de Saint Agnan.

Option3 :**Cartographie 20 : Rejet eaux option 3**

Cette option tend à utiliser une part du réseau communal disponible et éviterait un impact sur le site Natura 2000. Cependant, plusieurs contraintes en découlent telles qu'une importante variabilité du canal d'alimentation de la pisciculture. Il est aussi remonté un questionnaire sur la qualité des eaux de rejet acceptables par le milieu de la pisciculture. Au vu de la variabilité du niveau d'eau du canal de l'alimentation de la pisciculture, il y a un risque de débordements au niveau de la traversée de Saint Agnan.

L'étude d'incidence Natura 2000 complète concerne en grande partie l'option 1 de l'implantation des canalisations des rejets. C'est l'option qui est la plus impactante (au moment des travaux, pas en phase exploitation), les exemples, calculs et enjeux identifiés correspondent à cette variante.

- **Les mesures prises dans le projet de PLUi mis en compatibilité**

-Zonages et OAP :

Avant la mise en compatibilité, le site du projet comportait des zones UX, AUX, A, Atvb et N. Après la mise en compatibilité du PLUi et l'application des mesures (décrites en paragraphe 8), l'entièreté de la zone du projet est désormais UXa. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) détaillent les modalités et stratégies d'aménagement sur l'intégralité de ce secteur désormais destiné à l'industrie du bois. Elles assurent notamment la conservation des haies qui bordent le site. Auparavant les OAP concernaient seulement les parcelles C1255 et C1253, classées AUX (commune du Bez).

-Règlement écrit :

Le secteur UXa fait l'objet de réglementations détaillées dans le règlement écrit. Celles-ci concernent entre autres les modalités de volumétrie et d'implantation des bâtiments, les abords des constructions et la desserte des différents réseaux, dont la gestion des eaux pluviales, etc ... Ainsi, le règlement écrit stipule par exemple que « les haies monospécifiques sont interdites. Les essences locales doivent être majoritaires. » De plus, « les enrochements et les talus sont limités à 8 mètres de hauteur ». Les talus devront aussi être végétalisés. Pour ce qui est des eaux usées non traitées, leur évacuation « dans les rivières, fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite. » En ce qui concerne les eaux pluviales, le règlement écrit indique : « Lorsque les eaux pluviales ne peuvent pas être infiltrées sur le terrain, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales ou dans les fossés. »

- **Les habitats et espèces ayant désigné le site Natura 2000**

Les tableaux suivants présentent les habitats et espèces recensés sur le site Natura 2000.

Type d'habitat	Habitat Natura 2000	Commentaires
Habitats agro-pastoraux	4030 – Landes sèches européennes (710 ha) 6210 – Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (2,4 ha) 6230 – Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) (1,4 ha) 6410 – Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>) (3,2 ha) 6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>) (192 ha)	La zone d'étude est principalement constituée de zones anthropisées, de prairies, de cultures et de haies. En revanche, la zone concernée par une des variantes d'implantation des rejets des eaux est constituée d'habitats

Type d'habitat	Habitat Natura 2000	Commentaires
Habitats humides	3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharitiion</i> (31,3 ha) 3260 – Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i> (10,5 ha) 3270 – Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri p.p.</i> et du <i>Bidention p.p.</i> (3 ha) 6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin (28 ha) 7110 – Tourbières hautes actives (171,8 ha) 7120 – Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle (171,8 ha) 7220 – Sources pétrifiantes avec formation de tuf (<i>Cratoneurion</i>) (1 ha)	humides et agro-pastoraux d'intérêts communautaires
Habitats rocheux	8220 – Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (2,9 ha) 8230 – Roches siliceuses avec végétation pionnière du <i>Sedo-Scleranthion</i> ou du <i>Sedo albi-Veronicion dillenii</i> (12 ha)	
Habitats forestiers	9120 – Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (<i>Quercion roburi-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i>) (194,7 ha) 91E0 – Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Pardion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>) (48 ha) 9230 – Chênaies galicio-portugaises à <i>Quercus robur</i> et <i>Quercus pyrenaica</i> (12,5 ha)	

Tableau 16 : Liste des habitats recensés sur le site Natura 2000

Groupe biologique	Espèce (nom vernaculaire)	Espèce (nom scientifique)	Autres informations
Mammifères	Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	La présence de la plupart de ces chiroptères a été confirmée sur la zone d'étude en 2023. Des gîtes sont attendus à proximité.
	Grand rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	
	Rhinolophe euryale	<i>Rhinolophus euryale</i>	
	Petit murin	<i>Myotis blythii</i>	
	Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>	
	Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>	Des indices de présence de la Loutre d'Europe ont aussi été relevés sur le bras de l'Agout concerné.
	Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	
	Murin de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>	
	Grand murin	<i>Myotis myotis</i>	

Groupe biologique	Espèce (nom vernaculaire)	Espèce (nom scientifique)	Autres informations
	Loutre d'Europe	<i>Lutra lutra</i>	
Invertébrés	Ecaille chinée	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Ces espèces n'ont pas été observées sur la zone d'étude. Néanmoins, certains arbres des haies offrent des habitats favorables au Lucane cerf-volant et au Grand capricorne. Des données historiques témoignent de la présence d'une population de Moules perlières sur le ruisseau présent sur la zone.
	Moule perlière	<i>Margaritifera margaritifera</i>	
	Cordulie splendide	<i>Macromia splendens</i>	
	Cordulie à corps fin	<i>Oxygastra curtisii</i>	
	Agrion de Mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>	
	Gomphe de Graslin	<i>Gomphus graslinii</i>	
	Lucane cerf-volant	<i>Lucanus cervus</i>	
	Grand capricorne	<i>Cerambyx cerdo</i>	
	Ecrevisse à pattes blanches	<i>Austropotamobius pallipes</i>	
	Azuré du serpolet	<i>Maculinea arion</i>	
	Grande mulette	<i>Margaritifera auricularia</i>	
	<i>Dendroleon pantherinus</i>	<i>Dendroleon pantherinus</i>	
Poissons	Lamproie marine	<i>Petromyzon marinus</i>	Espèces présentes sur le cours d'eau de l'Agout, il est peu probable qu'elles soient présentes sur la zone d'étude concernée par l'implantation des canalisations
	Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>	
	Grande alose	<i>Alosa alosa</i>	
	Chabot	<i>Cottus perifretum</i>	
	Bouvière	<i>Rhodeus amarus</i>	
	Toxostome	<i>Parachondrostoma toxostoma</i>	
	Anguille d'Europe	<i>Anguilla anguilla</i>	
	Vandoise	<i>Leuciscus leuciscus</i>	
Oiseaux	Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur</i>	Non contactée sur la zone

Tableau 17 : Liste des espèces faunistiques importantes recensées sur le site Natura 2000

- **Résultats de l'étude de terrain**

Afin de prendre en compte l'ensemble des enjeux écologiques du site, un passage terrain sur la zone en site Natura 2000 potentiellement impactée par l'option 1 de rejet des eaux a été effectué le 21 juin 2023 par trois naturalistes de Rural Concept :

- Un botaniste, chargé d'effectuer les relevés flore et habitats.
- Deux « faunistes », chargé de réaliser les inventaires faune.

Tous les ensembles phytosociologiques et les espèces patrimoniales ou protégées ont été géolocalisés à l'aide d'un GPS de terrain. La végétation présente et identifiable à cette époque de l'année a été notée et les habitats naturels caractérisés. Les espèces animales contactées ont été recensées. Un effort de prospection a été produit afin de mettre en évidence la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire susceptibles d'être impactés par le projet.

Rural Concept a consulté l'animateur du site Natura 2000 afin de collecter les données historiques des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

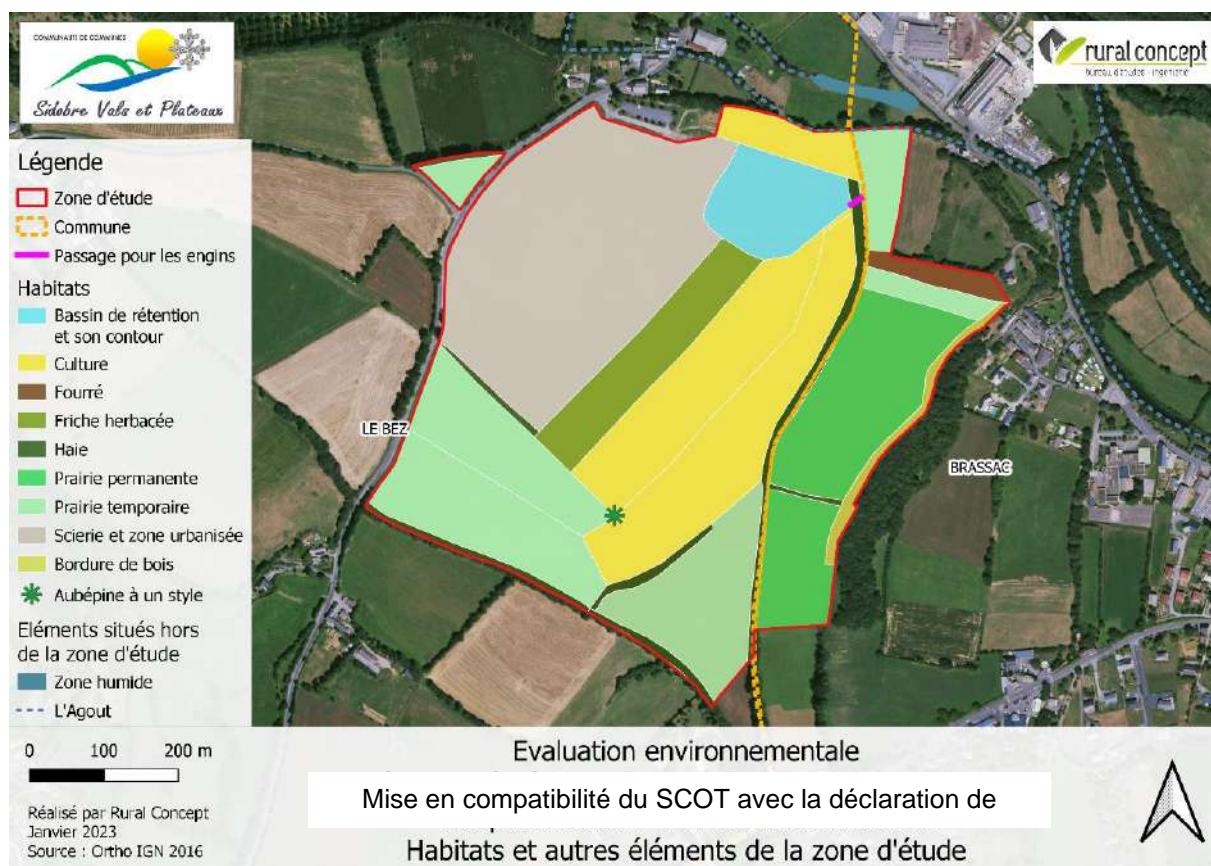
– Les habitats naturels

Différents habitats naturels et éléments paysagers ont été identifiés au sein de la zone d'étude lors des passages de terrain :

Le site d'étude est marqué par une activité humaine assez forte avec les bâtiments existants et les zones anthropisées autour mais aussi dans une autre mesure avec les terres agricoles qui témoignent d'une activité assez intensive avec des prairies artificielles (ou prairies temporaires) et des cultures. Nous relèverons un maillage bocager localement bien composé avec des belles haies stratifiées.

- Prairies artificielles
- Cultures
- Friches
- Haies

Les cartographies ci-après illustrent la répartition de ces habitats et des divers éléments au sein de la zone d'étude.



Cartographie 21 : Habitats et autres éléments

Trois scénarios à propos des conduites de rejet des eaux ont été proposés, une des options traverse directement le site Natura 2000. Après quelques relevés complémentaires, voici les habitats impactés selon ce scénario :

- **Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430)**
- **Prairies maigres de fauche de basse altitude (6510)**
- Prairies humides atlantiques
- Formations à Phalaris faux roseau
- Formations à Iris faux acore

Nous noterons que deux habitats d'intérêt communautaire sont présents sur ce tracé ; les Mégaphorbiaies du 6430 et les Prairies de fauche du 6510.

Etude d'incidence Natura 2000 - Commune du Bez (81) - Cartographie des habitats traversés par l'implantation de la canalisation du rejet des eaux



Cartographie 22 : Habitats traversée par l'option 1

Etude d'incidence Natura 2000 - Commune du Bez (81) - Cartographie des habitats d'intérêt communautaire



Cartographie 23 : Habitats d'intérêt communautaire traversée par l'option 1

- Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (Code Natura 2000 : 6430-4)

Ces mégaphorbiaies se développent aux étages collinéens et montagnards des domaines atlantiques et continentaux. Elles sont liées aux cours d'eau (rivières, ruisseaux) éclairés. Elles sont souvent soumises à des crues périodiques d'intensité variable. Les sols sont eutrophisés lors de ces inondations qui apportent des éléments organiques en abondance.

Sur le site d'étude, la mégaphorbiaie observée s'intègre dans un complexe humide plus vaste où elle entre en mosaïque avec des prairies humides atlantiques (Code CORINE 37.21), des formations à Phalaris (Code CORINE 53.16) et des formations à Iris (Code CORINE). Notons que bien que n'étant pas inscrits à la directive Habitats ces milieux sont des milieux fonctionnels intimement liés.

La mégaphorbiaie est caractérisée par la dominance d'espèces hygrophile de grande taille comme le Lycope (*Lycopus europaeus*), la Salicaire (*Lythrum salicaria*), la Menthe à longues feuilles (*Mentha longifolia*), la Reine des prés (*Filipendula ulmaria*) ou la Lysimaque (*Lysimachia vulgaris*). Elle semble ici en bon état de conservation où sa position au sein d'un complexe humide plus large offre un habitat très favorable à de nombreuses espèces de flore comme de faune (notamment l'Agrion de Mercure espèce d'intérêt communautaire).



Illustration 32 : Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (Code Natura 2000 : 6430-4)

- Prairies de fauche (Code Natura 2000 : 6510)

Ces prairies sont des formations herbacées stables, essentiellement gérées par la fauche, elles présentent un faciès homogène dominé par des graminées et dicotylédones indicatrices de fauche. Ce sont des formations très riches qui présentent un cortège floristique diversifié offrant le gîte et le couvert à de nombreuses espèces. De plus ces prairies autrefois très communes sur l'ensemble du territoire ont beaucoup souffert de l'intensification de l'agriculture et ont été massivement retournées et amendées pour en faire des prairies artificielles ou cultures plus productives sur le pan agricole, elles présentent donc un intérêt non négligeable d'autant plus sur un département comme le Tarn à l'agriculture assez intensive.

Ainsi ces végétations sont considérées d'intérêt communautaire par la directive Habitats, avec le code 6510 « prairies maigres de fauche de basse altitude ».

D'un point de vue structurel elles sont caractérisées par des espèces indicatrices de fauche comme le Salsifi (*Tragopogon pratensis*), le Fromental (*Arrhenatherum eliatum*), la Gesse des près (*Lathyrus pratensis*), la Knautie des champs (*Knautia arvensis*), la Stellaire graminée (*Stellaria graminea*), la Centauree noire (*Centaurea nigra*) et des prairiales plus généralistes comme le Dactyle (*Dactylis glomerata*), la Houleque laineuse (*Holcus lanatus*) ou le Paturin des près (*Poa pratensis*).



Illustration 33 : Prairies de fauche (Code Natura 2000 : 6510)

- La flore patrimoniale

Aucune espèce de flore patrimoniale n'a été identifiée sur la zone d'étude.

- Faune d'intérêt communautaire

Les prospections de terrain se sont axées sur la recherche des espèces d'intérêt communautaire (EIC) ou de leurs indices de présence. La liste des espèces cibles est consultable dans le Formulaire Standard de Données dudit site Natura 2000.

Une population d'Agrion de Mercure a été observée au niveau de la zone humide. L'agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale) est une espèce d'Odonate d'intérêt communautaire inscrite à l'annexe 2 de la directive habitat faune flore 92/43/CEE. Elle est considérée comme une espèce emblématique en raison de sa rareté et de sa vulnérabilité. En Occitanie, l'enjeu de la conservation de l'agrion de Mercure est statué de modéré à particulièrement important.

Une population conséquente d'individus a été contactée lors d'un passage sur site en 2023 et localisée au niveau de la portion humide sur la partie du site Natura 2000 potentiellement concerné par l'implantation des canalisations. (Voir carte ci-dessous)

Toutefois, ces odonates observés ne se trouvent pas sur le linéaire envisagé pour la canalisation du rejet des eaux.

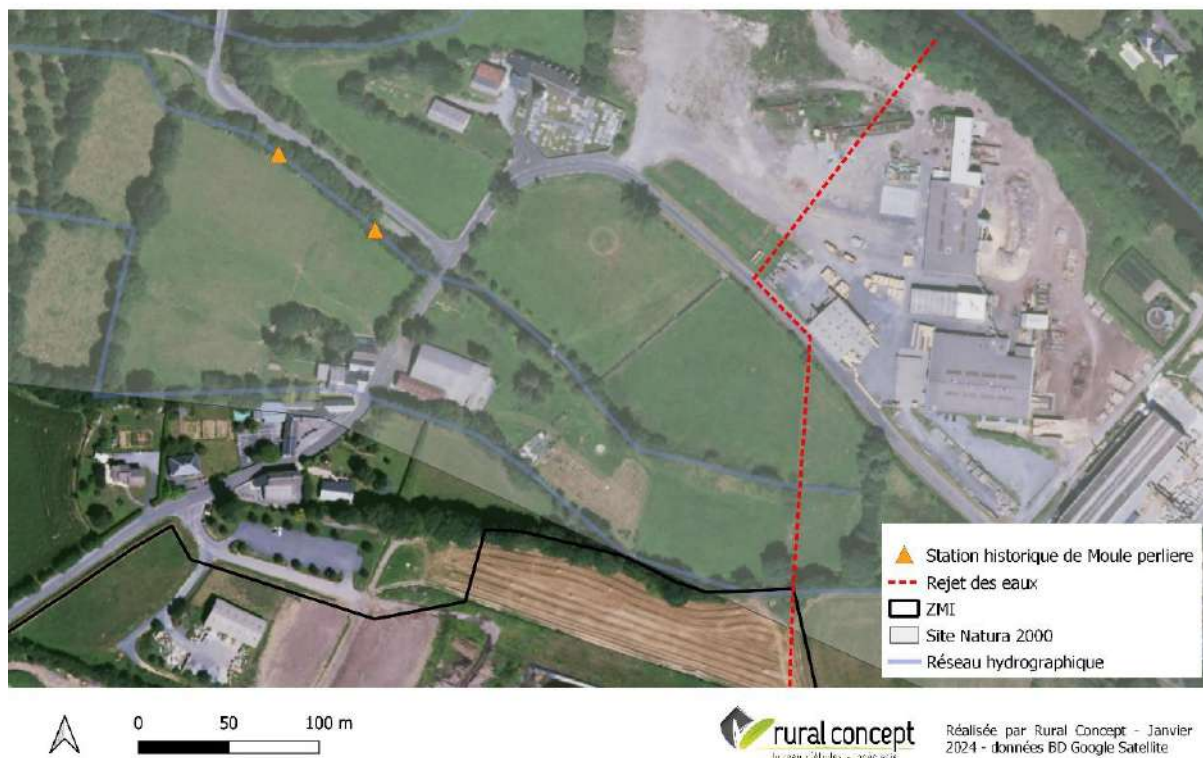
Etude d'incidence Natura 2000 - Commune du Bez (81) - Espèces observées sur la portion traversée par la canalisation de rejet des eaux



Cartographie 24 : espèces d'Odonates observées sur le site et notamment de la population de *Coenagrion mercuriale*

Une population de moule perlière (*Margaritifera margaritifera*) est présente sur le canal d'alimentation de la pisciculture traversé par la potentielle canalisation. Cette dernière serait située à plus de 250 m en amont de la station historique des Moules Perlières. Ces données historiques nous ont été transmises par l'animateur du site Natura 2000.

Volet Naturel de l'Etude d'Impact - Commune du Bez (81) - Localisation des populations de Moule perlière



Cartographie 25 : Localisation des stations historiques de Moules perlières

La Loutre d'Europe est le plus gros mustélidé d'Europe, elle a failli disparaître du territoire national à la fin des années 1900. Classée depuis comme espèce protégée elle a peu à peu recolonisé son milieu d'origine et est présente dans une partie des cours d'eau du département du Tarn et donc potentiellement dans la vallée de l'Agout. Elle reste néanmoins rare et vulnérable à l'échelle Européenne puisqu'elle est classée comme espèce d'intérêt communautaire.

Etude d'incidence Natura 2000 - Commune du Bez (81) - Cartographie des indices de présence de la Loutre d'Europe



Cartographie 26 : localisation des indices de présence de la Loutre d'Europe

- Autres espèces de faune observées

Plusieurs espèces de chiroptères ont été contactés lors des inventaires en 2023. Certaines d'entre elles sont d'intérêt communautaires.

Le suivi réalisé en 2023 souligne le rôle fonctionnel important de la zone d'étude pour les populations locales de chauves-souris. Les chauves-souris y sont abondantes, la richesse spécifique élevée (18 espèces au minimum) et les niveaux d'activité marqués pour de nombreuses espèces dont certaines à forte valeur patrimoniale comme la Grande noctule. A l'échelle du site d'étude, les enjeux apparaissent globalement forts. L'attractivité du site pour l'ensemble des espèces (y compris celles évoluant le plus fréquemment en plein ciel) est renforcée localement par la présence du bassin de rétention, que ce soit pour l'abreuvement et l'activité de chasse et la zone humide située sur le site Natura 2000 au nord, et la proximité avec un environnement globalement très favorable aux chauves-souris (vallée de l'Agout). Au-delà, si les enjeux sont davantage concentrés au niveau des haies périphériques qui procurent des voies de déplacements et de secteurs de chasse pour les populations locales de chauves-souris, il convient également de considérer l'intérêt des **zones humides et des prairies pour l'activité de chasse des espèces à forte valeur patrimoniale détectées lors de cet inventaire et en particulier le Murin d'Alcathoe, le Petit Murin et la Grande noctule ou encore d'espèces d'intérêt communautaire telles que le Minioptère de Schreibers, le Petit Murin, La Grande Noctule, la Barbastelle d'Europe ou encore le Grand Rhinolophe.**

Nom vernaculaire	Directive Habitat Faune Flore	LR Nat. (2017)
Pipistrelle de Kuhl	An. IV	LC
Pipistrelle de Kuhl/P. de Nathusius	An. IV	LC/NT
Pipistrelle de Nathusius	An. IV	NT
Pipistrelle pygmée	An. IV	LC
Pipistrelle commune	An. IV	NT
Vespère de Savi	An. IV	LC
Oreillard gris	An. IV	LC
Noctule de Leisler	An. IV	NT
Noctule de Leisler / Sérotine commune	An. IV	NT
Murin de Daubenton	An. IV	LC
Murin à moustaches	An. IV	LC
Murin cryptique (/M. de Natterer)	/	/
Murin indéterminé	/	/
Barbastelle d'Europe	An. II et IV	LC
Grand rhinolophe	An. II et IV	LC
Molosse de Cestoni	An. IV	NT
Petit rhinolophe	An. II et IV	LC
Murin d'Alcathoe	An. IV	LC
Petit Murin / (Grand Murin)	An. II et IV	NT / (LC)
Minioptère de Schreibers	An. II et IV	VU
Grande Noctule	An. II	VU

Tableau 18 : Chiroptères

– Enjeux et impacts

Flore, habitats

Sur le site d'étude les principaux enjeux sont localisés sur les milieux et habitats naturels. On y trouve en effet des mégaphorbiaies et prairies de fauche d'intérêt communautaire.

Les mégaphorbiaies incluent dans la mosaïque de milieux humides et les prairies de fauche représentent l'enjeu majeur du secteur. Éviter autant que faire se peut leur perturbation limiterait considérablement les impacts les plus forts que pourrait avoir l'implantation des canalisations sur la biodiversité.

Sans aucune précaution particulière, en prenant l'implantation de l'option 1 c'est une partie de la mégaphorbiaie, soit environ 10-15mL, qui pourraient être impacté. Concernant la prairie de fauche, on peut compter environ 100mL d'impacté. L'emploi d'engins de faible empattement permettrait toutefois un travail en limitant l'impact sur la Mégaphorbiaie, sur l'essentiel du tracé. **L'impact sur cet habitat se limiterait ainsi au passage de la canalisation de la berge au lit mineur du canal d'alimentation de la pisciculture., soit un impact résiduel d'une dizaine de mètres linéaires.**

Etude d'incidence Natura 2000 - Commune du Bez (81) - Enjeux Flore/Habitats
sur la portion traversée par la canalisation de rejet des eaux



Cartographie 27 : Enjeux Flore/Habitats portion Natura 2000

Faune

Parmi les trente et une espèces d'intérêt communautaire connues sur le site Natura 2000, au moins neuf espèces d'intérêt communautaire ont été recensées sur la zone. Parmi elles, six espèces de chiroptères ; le Murin d'Alcathoe, le Petit Murin et la Grande noctule ou encore d'espèces d'intérêt communautaire telles que le Minioptère de Schreibers, le Petit Murin, La Grande Noctule, la Barbastelle d'Europe ou encore le Grand Rhinolophe. Une population d'Agrion de Mercure est présente sur présente sur la zone, une trentaine d'individus ont été inventoriés. La Loutre d'Europe fréquente elle aussi la zone. Une population de Moule perlière est présente sur le site, les données historiques témoignent d'une population sur le canal d'alimentation de la pisciculture. Les autres espèces d'intérêt communautaire recensées sont quant à elles inféodées à la Rivière Agout et à ses grandes étendues (Cordulie splendide, espèces de poissons...) et donc non susceptibles d'être impactées par le projet.

On peut donc en conclure que certaines espèces utilisent le site comme zone de transit ou d'alimentation (Chiroptères notamment et Loutre probablement). Les impacts possibles sur ces espèces peuvent être durant la phase travaux ou il pourrait y avoir du dérangement d'espèces. Ce dérangement est toutefois restreint dans le temps à la seule période des travaux (pas d'impact en phase exploitation). Les mesures présentées un peu plus loin dans le rapport ont pour but de réduire cet impact sur les milieux naturels si elles sont respectées et correctement mises en œuvre.

Cependant, d'autres espèces telles que l'Agrion mercure et la Moule perlière utilisent la zone concernée par l'implantation des canalisations pour effectuer l'ensemble de leur cycle de vie. Elles peuvent être directement impactées en phase chantier, ou encore par les potentiels rejets durant et après les travaux. Ces espèces sont inféodées à des milieux spécifiques en très bon état (Mégaphorbiaies, cours d'eau en bon état écologique et physico-chimiques...)

Les phasages des travaux et caractéristiques n'étant pas encore définis, nous ne pouvons pas conclure sur l'absence d'impact sur la faune piscicole et les milieux aquatiques. Cela dépend des aménagements prévus (mise à sec, rejets de sédiments, batardeau...)

Toutefois, des préconisations simples permettent de limiter efficacement ces impacts potentiels en installant des systèmes de filtration en pratiquant, en amont des phases de pompage, des pêches de sauvegarde.

Plusieurs espèces d'oiseaux protégées ont été identifiées sur la zone d'étude mais elles sont généralement très communes dans ces milieux (espèces ubiquistes ou anthropophile, inféodées aux bocages ou milieux forestiers). L'enjeu local paraît donc faible. Dans l'idéal et afin de réduire les impacts potentiels du projet, il est préférable d'effectuer les travaux à la période de moindre impact pour la majorité des espèces, soit entre septembre et novembre, afin d'éviter les destructions et le dérangement lors de la reproduction.

Les phasages des travaux et caractéristiques n'étant pas encore définis, nous ne pouvons pas conclure sur l'absence d'impact sur la faune piscicole et les milieux aquatiques. Cela dépend des aménagements prévus (mise à sec, rejets de sédiments, batardeau...)

Etude d'incidence Natura 2000 - Commune du Bez (81) - Enjeux Faune sur la portion traversée par la canalisation de rejet des eaux



Cartographie 28 : Enjeux Faune portion Natura 2000

- **Incidences potentielles sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire**

Les prospections réalisées suite à l'étude d'impact réglementaire ont permis d'identifier deux habitats d'intérêt communautaire.

L'enjeu qui apparaît le plus important concernant la préservation du site Natura 2000 est le contrôle des effluents qui seront issus du fonctionnement de la scierie. En effet, un ruisseau appartenant à la zone Natura 2000 borde la zone d'étude, et peut potentiellement abriter des espèces à enjeu telle que la Moule perlière (*Margaritifera margaritifera*). Ainsi, il importe d'éviter au maximum tout impact sur cette zone. A ce jour, l'état d'avancement du projet quant à cette question-là ne permet pas de conclure avec certitude sur l'absence d'incidences car le tracé de conduite de rejet des eaux pluviales n'est pas encore définitif.

Nous pouvons conclure d'un impact faible à fort sur la portion de site concernée par l'implantation potentielle des canalisations.

L'implantation de la scierie sur la zone UXa en elle-même est peu susceptible d'engendrer des incidences à court ou long terme.

- **Incidences potentielles à court et long terme**

En phase « travaux », des vibrations, du bruit et des émissions de poussières sont à prévoir. Celles-ci seront encadrées dans l'étude d'impact pour limiter au maximum les incidences. Par exemple, la période et la durée des interventions seront définies afin de préserver les espèces et les déranger le moins possible.

A long terme, donc en phase « exploitation », la scierie en fonctionnement sera susceptible d'émettre des poussières et du bruit mais il semble peu probable que cela impacte les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Cela sera quoi qu'il en soit encadré par la réglementation ICPE.

- **Mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre**

Des mesures ont été prises pour limiter les impacts du projet sur l'environnement et sur le site Natura 2000 adjacent. Elles sont définies et précisées dans le paragraphe 8 mais elles sont néanmoins mentionnées ci-après. Une bande tampon de 10m va notamment être respectée entre les abords de la scierie et le bras de l'Agout qui fait partie du site Natura 2000 et qui présente des enjeux. Dans le but de limiter les impacts du projet sur les espèces d'intérêt communautaire et/ou à enjeu fréquentant potentiellement le site, les haies comportant des habitats potentiels et pouvant servir de repère à ces espèces lors de leurs déplacements seront donc conservées. De plus, étant donné que les parcelles concernées ne font pas partie de la zone Natura 2000, des incidences ne sont pas à prévoir sur la zone en tant que telle.

- **Conclusion**

L'implantation de la scierie sur la zone UXa en elle-même est peu susceptible d'engendrer des incidences à court ou long terme.

L'enjeu principale est le rejet des eaux pluviales et nous pouvons affirmer que l'option d'implantation 1 traversant la zone Natura 2000 et les habitats d'intérêt communautaire induit un impact fort sur la zone uniquement en phase travaux. Les inventaires réalisés dans le cadre du Volet Naturel de l'étude d'Impact et le recueil des données historiques nous permettent d'arriver à cette conclusion.

	Habitat	Enjeu Flore/habitat	Surface initiale	Surface impactée	Niveau d'impact	
					Phase travaux	Phase d'exploitation
ZMI	Culture	Très faible	9,131 ha	7,479 ha	Négligeable	Négligeable
	Friche	Faible	3,361 ha	3,361 ha	Faible	Faible
	Prairie améliorée	Faible	5,942 ha	4,52 ha	Faible	Faible
	Prairie en friche	Faible	0,438 ha	0 ha	Négligeable	Négligeable
	Zone anthropisée	Négligeable	9,307 ha	/	Négligeable	Négligeable
	Zone rudérale	Très faible	0,996 ha	0,996 ha	Négligeable	Négligeable
	Haie arborée	Faible à modéré	1152 ml	1152 ml	Modéré	Modéré
	Haie de pionniers	Faible	478 ml	478 ml	Faible	Faible
Rejet des eaux	Mégaphorbiaie	Fort	869 m2	4,5 m2	Fort	Modéré
	Prairie de fauche	Fort	14432 m2	109 m2	Fort	Modéré
	Prairie humide atlantique	Fort	1727 m2	0 m	Négligeable	Négligeable
	Haie de pionniers	Faible	224 m	0 m	Négligeable	Négligeable
	Haie arborée	Faible à modéré	194 m	0 m	Très faible	Très faible

Concernant le rejet des eaux pluviales, l'impact du projet en phase d'exploitation est jugé modéré avec des surfaces impactées très réduite (115 m² sur un total de 17028 m² de zone humide et milieux associés). Des mesures ERC supplémentaires et très spécifiques seront également mises en œuvre dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Concernant la Zone UXa, l'impact est modéré concernant les haies, mais des mesures de protection sont mises en place dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation.

6.3. INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES NATURELS

Inondation

Le projet n'est pas impacté par le risque d'inondation.

Mouvements de sol

Le projet est soumis au risque de retrait et gonflement des argiles. Le PPR prévoit des mesures constructives.

Feux de forêts

Le projet n'est pas soumis aux risques de feux de forêt.

Sismicité

Le projet n'est soumis à un risque sismique très faible

6.4. INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Rupture de barrage

Le projet est soumis au risque de rupture de barrage (Raviège et Laouzas) sur sa partie basse (bassin de rétention en particulier).

Risque industriel

Le projet n'est pas concerné par d'autres sites industriels que le site actuel.

Le Projet est soumis au régime des installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les risques liés à l'activité seront détaillés dans le dossier d'étude d'impact du projet.

-Nuisances sonores :

L'investissement dans les meilleures technologies disponibles, dans l'utilisation d'isolants phoniques, dans la construction, la réalisation d'études acoustiques, permettra d'atteindre des niveaux de performance élevés en matière de maîtrise des émissions sonores.

-Augmentation du trafic routier :

L'aménagement du carrefour au niveau de la RD 622 permettra une bonne desserte du site. La voie intercommunale bénéficiera d'aménagements au niveau des chemins utilisés par les randonneurs afin de sécuriser les différents usagers.

-Accidents de la route :

L'augmentation du trafic routier accentue les risques liés aux accidents de la route. Cependant le trafic est dilué sur un vaste territoire. Une partie du trafic est déjà existant sur la RD622, l'évolution principale concerne la voie intercommunale.

-Incidences liées au stockage du bois :

Les bacs de trempage ainsi que les produits de traitement sont sous rétentions intégrales, les colis traités sont égouttés sur les bords puis stabilisés sous couvert avant mise en stock extérieur supprimant ainsi tout risque de ressuyage. L'augmentation des volumes transformés engendrera une augmentation des volumes de produits utilisés et un risque plus important sur la contamination de l'environnement et sur la santé humaine. Cependant l'investissement dans les meilleures technologies disponibles permettra d'atteindre la meilleure maîtrise des risques.

-Émission de polluants atmosphériques :

La combustion de biomasse, le séchage du bois et des sciures, l'augmentation du trafic routier peuvent générer des émissions dans l'atmosphère de polluants atmosphériques, de composés organiques volatiles (COV) et de gaz à effet de serre qui sont néfastes à la santé humaine. Dans le même temps, transformer localement ces bois permettra de réduire l'impact carbone des produits en limitant le transport de la matière première vers les sites de transformation lointains.

6.5. SOLUTIONS DE SUBSTITUTIONS ETUDIEES

LA DEMARCHE DU CHOIX DE L'IMPLANTATION DU PROJET

Le choix du site du Bez est motivé par sa position centrale des massifs exploités (principalement les Monts de Lacaune et la Montagne Noire).

Une autre alternative a été proposée au groupe SIAT dans la vallée du Thoré, mais le choix s'est porté sur le site industriel existant de Saint-Agnan de manière à réduire l'impact carbone et les coûts liés au transport de la matière première. Le projet d'implantation dans la vallée du Thoré couvrirait presque le double de la surface de celui du site de Saint-Agnan (60 ha contre 30 ha ici), d'autant plus que ce dernier est déjà constructible à 80% (24 ha sur 30 sont classés en zone UX et AUX dans le PLUi). Le prélèvement de surfaces agricoles est ainsi bien plus limité (6 ha). Par ailleurs, sur le site de Saint-Agnan, 12 ha font déjà l'objet d'une autorisation d'exploiter sur des activités similaires à celles du projet.

L'implantation du projet sur ce site revêt donc plusieurs intérêts :

- Maintien de l'activité historique de transformation du bois sur le secteur de Saint-Agnan ;
- Disponibilité foncière à proximité immédiate du site déjà en activité ;
- Implantation idéale vis-à-vis du massif forestier.

De plus, un dimensionnement minimal des installations est nécessaire pour planter et utiliser les meilleures technologies disponibles :

- Scanner à rayons X couplé à une intelligence artificielle ;
- Sciage courbe
- Maîtrise des nuisances et émissions : électrofiltre, multi cyclone et condensation de gaz de fumées sur la chaudière ; traitements acoustiques des bâtiments ; aspiration des poussières à la source.

Ce dimensionnement minimal implique une surface foncière d'environ 30 ha incompressibles. Il faut aussi noter que le groupe SIAT a réduit l'emprise de son projet initial d'extension à Saint-Agnan pour privilégier une meilleure insertion environnementale et paysagère (le projet initial allait au-delà de la ligne de crête le séparant du village de Brassac et empiétait sur la zone Natura 2000 au nord). Différents investissements importants (plusieurs millions d'euros) sont donc prévus afin de réduire la surface foncière nécessaire à la réalisation de ce projet (grues électriques et stockage sous portique sur le parc à grumes ; transtockeur).

Le projet du groupe SIAT s'est donc porté sur ce site industriel existant de manière à réduire les impacts environnementaux.

6.6. ACTUALISATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT HTO

Les pages 57, 58 et 69 du rapport d'évaluation environnemental sont complétées (en vert) et rédigées ainsi :

Pages 57-58 :

2.3.4° - L'évaluation du développement économique

Pour assurer le développement économique, **172** ha seront nécessaires. Cette estimation a été réalisée site par site à partir :

- des données fournies par le bureau d'études en charge de l'élaboration en cours des PLUI sur Sidobre Val d'Agout et Monts de Lacaune
- des éléments transmis par les communes et prestataires pour les UTN
- des éléments fournis par les communes lors de la concertation sur la TVB : localisation des projets économiques (économie, tourisme)

SECTEUR	COMMUNE	LOCALISATION	DESCRIPTION PROJET	HA
CCMHL	FRAISSE SUR AGOUT	RAJAL	DISTILLERIE WHISKY	1
	LA SALVETAT SUR AGOUT	LE PEYRAL	UTN CAMPING	2
	LA SALVETAT SUR AGOUT	ST ETIENNE CAVALL	Tourisme	2
	LA SALVETAT SUR AGOUT	LES BOULDOUIRES	UTN CAMPING	1
	LA SALVETAT SUR AGOUT	GUA DES BRASSES	UTN CAMPING	2
	LA SALVETAT SUR AGOUT	LE GOUDAL	UTN CAMPING	1
	ANGLES	EMBOURG	Artisanat	1
	LA SALVETAT SUR AGOUT	A définir	Artisanat et industrie	5
TOTAL CCMHL				15
CCML	LACAUNE	NORD DU BOURG	Industrie	11
	LACAUNE	DOMAINE ST MICHEL	MINIGOLF, AIRE DE JEUX DETENTE	7
	LACAUNE	MERLY	EXTENSION ZA	15
	MURAT SUR VEBRE	LES ARGIEUSSES	Artisanat	2
	MURAT SUR VEBRE	EST BOURG	Artisanat	2
	MURAT SUR VEBRE	LE BOURG	UTN CAMPING	5
	MURAT SUR VEBRE	LA PLANE	Tourisme	1
	MURAT SUR VEBRE	BOURG	Tourisme	1
	MURAT SUR VEBRE	sud bourg - GITE ETAPE	Tourisme	1
	MURAT SUR VEBRE	LA METAIRIE NEUVE	PROJET HLL	2
	NAGES	RIEUMONTAGNE OUEST	UTN LES FEES DU LAC	2
	NAGES	RIEUMONTAGNE NORD	RESIDENCE SENIORS	3
	NAGES	RIEUMONTAGNE EST	UTN TOHAPI	1

	NAGES	LACANAL	UTN DOMAINE LACANAL	3
	VIANE	SUD VILLAGE	Artisanat	1
	VIANE	LA RABAUDIE	BASE DE LOISIRS	1
	SENAUX	LACAPELLE	PROJET HLL ET FERME EQUESTRE	1
	ESPERAUSSES	LE CLOT	Artisanat	0,5
TOTAL CCML				60
CCSVA	ROQUECOURBE	NORD VILLAGE	Tourisme	1
	LACROUZETTE	MALRIEU	Industrie	6
	LACROUZETTE	ENTREE NORD VILLAGE	Artisanat	1
	LACROUZETTE	TARIMAN	TRAITEMENT DECHETS GRANIT	10
	BURLATS	SUD EST VILLAGE	Tourisme	1
	LE BEZ	VIALAVERT	UTN Camping Vialavert	7
	LE BEZ	VIALAVERT		2
	LE BEZ	GUYOR	Artisanat	6
	LE BEZ	LE PLO DU LAC	UTN Camping le plo du lac	2
	LE BEZ	SAINT AGNAN	Activité transformation du bois	18
	LE BEZ	LE REC	PROJET HLL	0,1
	CAMBOUNES	LE CAUSSE	EXTENSION CARRIERE	6
	CAMBOUNES			1
TOTAL CCSVA				62
CCVPML	FONTRIEU	CUGNASSE	PLATEAU SPORT	2
	FONTRIEU	PEYROLLE	Artisanat	0,5
	FONTRIEU	BIOT	Service	1
	FONTRIEU	BIOT	Artisanat	2
	FONTRIEU	BOIS DES CUNS	EXPLOITATION	10
	FONTRIEU	PAILHE	Artisanat	0,3
	FONTRIEU	OUILLATS	DVPT TOURISTIQUE COUVENT CHEMIN DE CROIX	3
	FONTRIEU	La RAMADE	Extension Musée du Protestantisme/ boulangerie multiservice	0,5
	VABRE	LES RAMADES	Artisanat	4
	SAINT PIERRE DE TRIVISY	LE BOURG	UTN Camping	1
	SAINT PIERRE DE TRIVISY	LE BOURG	Artisanat	1
	SAINT PIERRE DE TRIVISY	LE BOURG	Artisanat	1
	SAINT PIERRE DE TRIVISY	LE BOURG	Artisanat	1
	SAINT PIERRE DE TRIVISY	LE BOURG	ETABLISSEMENT ACCUEIL ET SOINS PERS AGEES	3
	FONTRIEU	FONTAINE DE LA REINE	Industrie	1
	LACAZE	LE MAS	EXTENSION ZA	1
	VABRE	Route de Castres	EXTENSION Hôtel d'Entreprise	0,3
	VABRE	ZA	Artisanat	3
TOTAL CCVPML				35
TOTAL HAUTES TERRES D'OC				172

Les créations de nouvelles zones d'activités hors tourisme sont encadrées : il n'est possible d'en créer que dans les pôles économiques et de services, au plus près de la ressource et en extension de sites existants:

- les pôles économiques et de services disposant de nombreuses entreprises commerciales, artisanales et industrielles : Lacaune, La Salvetat-sur-Agout, Brassac, Vabre, Lacrouzette, Roquecourbe, Murat-sur-Vèbre, Burlats
- les pôles économiques disposant de nombreuses entreprises artisanales et industrielles : Burlats, Saint Salvy de la Balme, Le Bez, Nages, Fontrieu
- les pôles de services disposant de plusieurs commerces et artisans
- les zones d'activités existantes de Saint-Germier, Lacrouzette, Le Bez, Brassac, Vabre, Lacaze, La-Salvetat-sur-Agout, Lacaune, Murat-sur-Vèbre.
- les secteurs d'exploitation du bois et de l'agroalimentaire (charcuterie-salaison, produits laitiers)

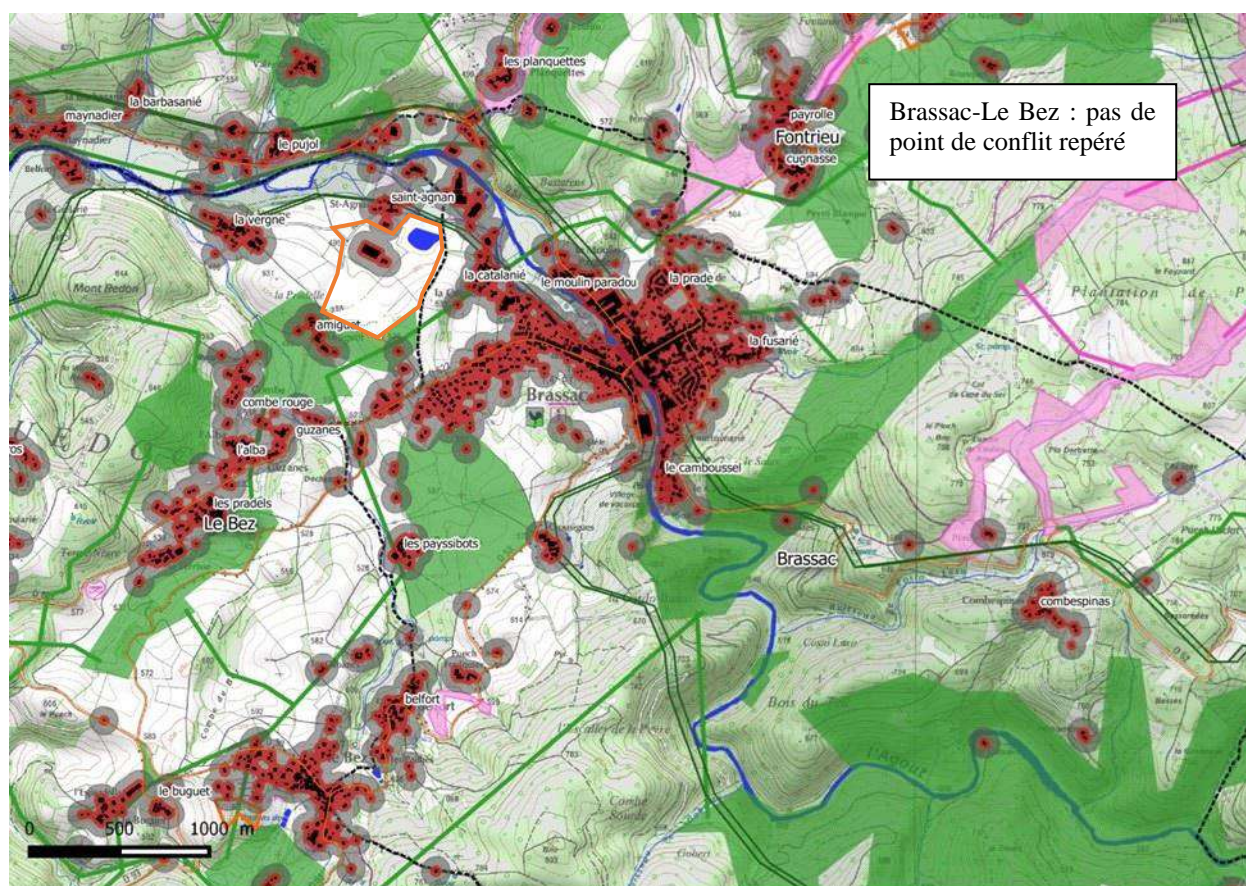
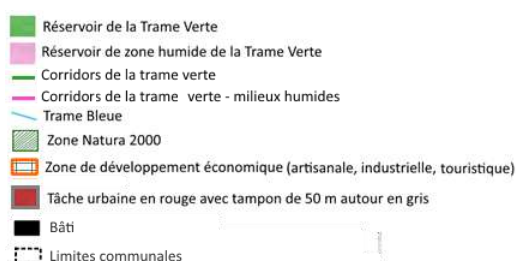
- les secteurs au plus près des gisements de granit et autres ressources du sous-sol : eau, autres pierres, minerais.

Dans le cas particulier où les entreprises industrielles sont situées au cœur du village, elles peuvent se développer à condition que leur activité n'occasionne pas de nuisances supplémentaires.

Le développement de l'activité de transformation du bois sur le site de Saint Agnan à Le Bez s'inscrit dans les orientations du DOO. Les 12 ha supplémentaires sont liés aux besoins générés par le projet du groupe SIAT, composés de 6 ha de surfaces agricoles et de 6 ha initialement prévues pour le développement d'une petite zone artisanale intercommunale.

Page 69 :

Afin d'appréhender les points de conflits éventuels, la tâche urbaine augmentée d'un tampon de 50 m et les zones de développement économique des 12 pôles de service ont été cartographiées à une échelle comprise entre 1/25000e et 1/30000e avec en légende :



7. MESURES EVITEMENT-REDUCTION-COMPENSATION

Cette partie présente les mesures envisageables pour limiter les impacts du projet, en écho avec les milieux et espèces à enjeux décrits ci-dessus.

7.1. MESURES D'EVITEMENT

Des mesures ont été prises pour limiter les impacts du projet sur l'environnement et sur le site Natura 2000 adjacent. Elles sont définies et précisées ci-dessous.

Une bande tampon de 10m va notamment être respectée entre les abords de la scierie et le bras de l'Agout qui fait partie du site Natura 2000 et qui présente des enjeux.

Dans le but de limiter les impacts du projet sur les espèces d'intérêt communautaire et/ou à enjeu fréquentant potentiellement le site, les haies comportant des habitats potentiels et pouvant servir de repère à ces espèces lors de leurs déplacements seront donc conservées. De plus, étant donné que les parcelles concernées ne font pas partie de la zone Natura 2000, des incidences ne sont pas à prévoir sur la zone en tant que telle. Seule l'implantation des canalisations pour l'évacuation de l'eau est impactante.

Suite à des échanges avec le groupe SIAT, des modifications ont été apportées au périmètre d'étude initial pour éviter au maximum les impacts négatifs de l'aménagement de la zone et du fonctionnement de la scierie sur l'environnement :

- Les parcelles situées sur la commune de Brassac ont été retirées du projet (A81, A25 à A32) afin de préserver les parcelles considérées comme continuités écologiques.
- A Le Bez, la parcelle C660 est également retirée du projet car c'est une zone cœur de biodiversité qui joue un rôle important dans les possibilités de déplacement de la faune à l'échelle du territoire.
- Les haies à enjeux « modéré à fort » et « fort » seront préservées. Les impacts y seront ainsi considérablement limités. Ces haies qui revêtent les enjeux les plus importants, se retrouvent de plus en bordure de la nouvelle zone de projet ; leur conservation en sera donc facilitée.
- La haie résineuse de la parcelle C596 (commune de Le Bez) sera également préservée. L'éventuel impact sur la ZNIEFF sera donc évité.
- Afin de préserver l'habitat autour de l'Agout, qui fait partie du site Natura 2000 (« Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou »), une bande tampon de 10 m sera mise en place de part et d'autre du ruisseau. Cela permettra de limiter les répercussions du fonctionnement de la scierie sur ces écosystèmes qui abritent une grande biodiversité.

Un nouveau périmètre pour la zone du projet, présenté en *Illustration 34*, a donc été défini. La *Illustration 34* met aussi en lumière les bénéfices des mesures de réduction prises. Par conséquent, l'implantation envisagée du projet a été modifiée.

Ces mesures d'évitement permettent de supprimer une partie des impacts potentiels directs sur les habitats à enjeux « modérés », « modérés à fort » et « forts ». Elles ne permettent cependant pas de s'exonérer des procédures règlements ICPE, potentiel dossier Loi sur l'Eau et Incidence Natura 2000, ni même de la mise en place de mesures de réduction en phase chantier, voire en phase exploitation (sécurisation du bassin de rétention et gestion des eaux pluviales au regard du ruisseau bordant le site Natura 2000 au Nord de la zone de projet).

Après validation de l'étude d'impact du projet, les mesures suivantes pourront être engagées (propositions non exhaustives pouvant évoluer en fonction des enjeux identifiés dans l'étude d'impact) :

E1 N2000 : Respect des emprises du projet et mise en défens des secteurs à enjeux écologiques	
Type de mesure	Evitement
Thématique abordée	Milieu naturel
Phase	Chantier
Objectif(s)	Eviter sur le terrain le risque d'impact en phase chantier sur les éléments d'intérêt écologique hors emprise d'implantation
Conditions de mise en œuvre :	
<ul style="list-style-type: none"> - Le plan de chantier et le cahier des charges destinés aux entreprises de BTP identifieront clairement les zones de travaux autorisées et les zones sensibles. - Les opérations de dégagement d'emprises (débroussaillage) seront limitées aux zones strictement nécessaires aux travaux. - Sur site, une signalisation complètera l'information du personnel chargé du chantier au niveau de certains secteurs. 	
Modalités de suivis envisageables :	
<ul style="list-style-type: none"> - Suivi du chantier par un écologue - Suivi faune-flore après travaux 	

E2 N2000 : Prévention des risques de pollution	
Type de mesure	Evitement
Thématique abordée	Milieu naturel, Milieu physique
Phase	Chantier
Objectif(s)	Éviter toute pollution dommageable aux sols, eaux et milieux naturels durant le chantier
Conditions de mise en œuvre :	
<p>Les mesures détaillées ci-dessous figureront dans le cahier de charges à destination des entreprises réalisant les travaux, suite à l'étude d'impact complète et lancement du projet.</p> <p>Huiles, graisses et hydrocarbures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et être bien entretenus (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques) ; - La base-vie du chantier devra être installée loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables ; - Les engins de chantier devront stationner loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables). Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins seront réalisés sur des emplacements spécialement aménagés à cet effet et imperméabilisés, à l'écart de la zone de travaux. Les produits de vidanges seront recueillis/évacués en fûts fermés vers des décharges agréées ; - Interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées ; - Les substances non naturelles ne devront être pas rejetées dans le milieu naturel et devront être retraitées par des filières appropriées. Les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées. 	

Des produits absorbants devront être disponibles sur le chantier afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles de moteur dans les cours d'eau.

Eaux sanitaires :

- Si les aires de chantier ne sont pas reliées au réseau de collecte des eaux usées, elles devront être équipées de sanitaires (douches, WC) autonomes munies de cuves de stockage des effluents. Ces cuves devront être régulièrement vidangées par une société gestionnaire.

Déchets de chantier :

Les déchets de chantier devront être gérés et traités par les entreprises attributaires des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur à savoir :

- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée, complétant et modifiant la précédente ;
- Arrêté du 18 février 1994 modifiant celui du 18 décembre 1992 et fixant les seuils d'admission des déchets spéciaux en Centre d'Enfouissement Technique (CET) de classe 1 ainsi que ceux à partir desquels ces déchets doivent être stabilisés.

Les entreprises devront ainsi s'engager à :

- Organiser la collecte et le tri des déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité ;
- Conditionner hermétiquement ces déchets ;
- Définir une aire provisoire de stockage quotidien des déchets générés par le chantier en vue de faciliter leur enlèvement ultérieur selon les filières appropriées ;
- Prendre les dispositions nécessaires contre l'envol des déchets et emballages.

Modalités de suivis envisageables :

- Encadrement du chantier par le maître d'ouvrage

7.2. MESURES DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

Dans l'ensemble, le projet d'agrandissement de la scierie du groupe SIAT présente des enjeux écologiques faibles à modérés. Deux éléments doivent cependant retenir l'attention :

- **Les haies :**
 - la haie séparant Le Bez et Brassac, qui revêt de forts enjeux écologiques.
 - la bordure Sud de la zone d'étude.
- **La zone humide/cours d'eau au nord.**

La construction de la nouvelle scierie se fera en grande partie sur des zones déjà anthropisées ou sur des parcelles agricoles (cultures ou prairies) présentant peu de diversité et d'enjeux. Il y a tout de même des précautions à prendre concernant son implantation. Il faudra notamment bien dimensionner le bassin de rétention associé à la scierie de manière à ce qu'il fonctionne de façon optimale et faire en sorte qu'il impacte le moins possible le cours d'eau (un bras de l'Agout) et la zone humide situés en contrebas. Nous préconisons d'ailleurs à ce sujet le maintien d'une bande tampon minimale entre le bassin de rétention et le cours d'eau. De plus, les prairies permanentes sur la commune de Brassac ont un certain intérêt, en lien avec les espèces qu'elles peuvent accueillir et les rôles qu'elles peuvent jouer pour la faune (alimentation, abri). Dans la mesure du possible, leur préservation complète ou partielle serait donc bénéfique à la biodiversité.

La parcelle C660, qui constitue une zone cœur de biodiversité identifiée au SCOT et au PLUi et qui est entourée de haies à enjeux, présente pour ces deux raisons un enjeu modéré. De plus, son inclinaison est différente des parcelles situées à Le Bez, et son engagement dans l'implantation de la nouvelle scierie impliquerait donc une réflexion quant au devenir des écoulements issus de son fonctionnement. Cette parcelle est retirée du projet ce qui réduit les incidences potentielles.

Sur la zone d'étude, les haies sont les éléments où les plus gros enjeux résident. Celles qui sont situées le long de la bordure du site d'étude risquent peu d'être impactées par le projet, et représentent un enjeu modéré à fort. Leur conservation est tout à fait envisageable étant donné leur localisation. En outre, la haie séparant Le Bez et Brassac, qui traverse la zone d'étude du Nord au Sud, représente un enjeu très important, tant sur le plan environnemental qu'humain. Au niveau écologique, elle possède une palette d'habitats et de micro-habitats pouvant accueillir une biodiversité très riche et variée, qu'elle soit animale ou végétale. Les micro-habitats formés par les cavités, concavités, branches mortes, chancres, etc., sont idéaux pour accueillir des insectes saproxylophages ou des chiroptères, espèces souvent protégées et/ou à enjeu fort. Au niveau humain, elle constitue le seul obstacle qui isolera visuellement la scierie des habitations de Brassac. Préserver cette haie, et limiter l'emprise de la scierie à la commune de Le Bez, ne peut donc être que bénéfique pour l'acceptation de la scierie par les habitants de Brassac et sa bonne insertion sur le territoire. Pour éviter les impacts du projet, il faudrait donc éviter le plus possible la construction à ce niveau-là pour préserver cette haie d'intérêt majeur, car les enjeux y sont concentrés.

Dans le cas où il existe effectivement un enjeu environnemental certain sur cette zone (présence d'espèces ou d'habitats protégés sur la zone), et que le projet ne peut pas être décalé, et seulement dans ce cas-là, il pourra éventuellement être envisagé de mettre en place une mesure de compensation concernant le milieu ou l'espèce concerné, avec demande d'autorisation de destruction d'espèce protégée (dossier CNPN).

Le projet est soumis à l'application de la Loi sur l'eau (dossier de Déclaration ou d'Autorisation). De la même manière, une scierie est une installation soumise à la réglementation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Elle dépend de réglementations spécifiques car elle peut avoir des impacts (pollution de l'eau, de l'air, des sols...) sur l'environnement et présenter des dangers (incendie...).

La zone Natura 2000 « Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » empiète sur une petite partie au Nord-Est de la zone d'étude, sur les parcelles A81 et C632. Le maintien d'une bande tampon végétalisée entre le site de la scierie et le premier ruisseau au nord permettrait, en cas d'incident (pollution accidentelle par exemple) de limiter voire retarder son impact sur le site Natura 2000.

De même, la bordure de la parcelle C496, à l'Ouest de la zone d'étude, fait partie de la ZNIEFF de type 2 « Vallée de l'Agout de Brassac à Burlats et vallée du Gijou ». Préserver la haie qui longe cette parcelle, bien qu'elle soit de moindre intérêt écologique (résineux) paraît donc judicieux : les ZNIEFF témoignent d'une grande diversité biologique, le maintien de la haie « isolerait » la scierie de la ZNIEFF tant d'un point de vue écologique que paysager.

Les constructions/terrassements auront un impact certain en phase de chantier. Il faudra notamment prendre en compte le bruit et la poussière générés par de tels travaux, mais également anticiper le déroulement pour éviter les différents rejets potentiellement polluants dans les milieux naturels ou impactant la biodiversité. Il faudra aussi veiller à ne pas abimer les arbres des haies, notamment lors de passages éventuels d'engins de chantiers. De manière générale, il serait judicieux de commencer les travaux à la période de moindre impact pour la majorité des espèces, soit entre septembre et novembre, afin d'éviter les destructions et le dérangement lors de la reproduction (printemps) et l'hibernation (fin d'automne-hiver).

Pour conclure, les principaux points à prendre en compte pour l'élaboration de ce projet sont :

- **La préservation des linéaires de haies, et plus particulièrement celle située entre Le Bez et Brassac, et celle le long de la parcelle C660 ;**
- **L'anticipation des impacts potentiels sur les cours d'eau au nord du site, situés en zone Natura 2000 ;**
- **L'impact de la phase de construction des infrastructures ;**
- **Et la conformité de la scierie vis-à-vis des normes environnementales et sanitaires.**

En cas de choix d'un cheminement du rejet des eaux impliquant des impacts, différentes mesures seront mises en œuvre en accord avec les services de l'état afin de les réduire ou les compenser.

Après validation de l'étude d'impact du projet, les mesures suivantes pourront être engagées (propositions non exhaustives pouvant évoluer en fonction des enjeux identifiés dans l'étude d'impact) :

R1 N2000 : Adaptation du calendrier des travaux en fonction de la phénologie des espèces												
Type de mesure	Réduction											
Thématique abordée	Milieu naturel (faune)											
Phase	Chantier											
Objectif(s)	Réduire le risque de destruction d’individus et limiter les effets du dérangement pour la faune											
Conditions de mise en œuvre :												
Les périodes de sensibilité identifiées sur le site sont les suivantes :												
	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Avifaune			Reproduction									
Mammifères (Loutre ...)					Mise bas et élevage des jeunes							
Reptiles	Hibernation				Reproduction							
Insectes				Phase imago et ponte								
En conséquence, le calendrier de travaux respectera les périodes préconisées ci-après :												
Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	
								Début des travaux				
		Poursuite éventuelle des travaux (sans interruption pour éviter l’installation de la faune en cours de chantier).										
Par ailleurs, l’ensemble des travaux sera réalisé exclusivement en journée.												
Modalités de suivis envisageables :												
- Encadrement du chantier par le maître d’ouvrage												

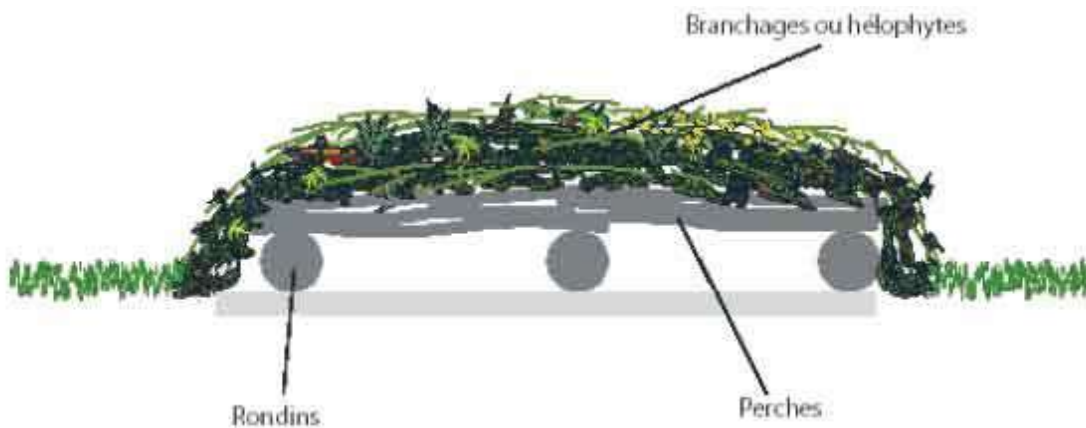
R2 N2000 : Réduction de l'impact sur les HIC	
Type de mesure	Réduction
Thématique abordée	Habitats (HIC) – mégaphorbiaies et prairies de fauche
Phase	Chantier
Objectif(s)	Réduire l'impact des travaux sur les mégaphorbiaies et les prairies de fauche
Conditions de mise en œuvre :	
<p>Lorsqu'on regarde les enjeux du site, la mégaphorbiaie et les prairies de fauche seront impactées. Cet impact n'est cependant pas irréversible puisqu'à la fin des travaux les végétations pourront se reformer. Afin de favoriser la cicatrisation du milieu il est proposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Conservation du substrat de surface et remise en état dès le rebouchage de la tranchée (afin de conserver la banque de graines) ○ Utilisation d'un engin à faible empattement et d'une bâche de protection du sol afin de ne pas déstructurer le substrat ○ Réalisation des travaux hors période de floraison 	
Modalités de suivis envisageables :	
- Encadrement du chantier par le maître d'ouvrage et indications initiales par un écologue	

C1 N2000 : Création et restauration d'habitats favorables pour l'Agrion de Mercure	
Type de mesure	Compensation
Thématique abordée	Milieu naturel (Faune EIC)
Phase	Chantier, Exploitation
Objectif(s)	Maintenir le bon état de la population d'Agrion de Mercure
Conditions de mise en œuvre :	
<p>L'Agrion de mercure (<i>Coenagrion mercuriale</i>) fait face à des enjeux liés à la perte d'habitat due à l'urbanisation, à l'agriculture intensive et aux changements climatiques. La fragmentation des zones humides, essentielles pour sa reproduction, ainsi que la pollution de l'eau, compromettent sa survie. La conservation de cette espèce nécessite préservation des corridors écologiques. Sur le site d'étude la création de réseau pourrait impacter directement les populations et son habitat (fragmentation du milieu, perte de qualité de l'eau et anthropisation du milieu).</p> <p>Pour ce fait, nous proposons de pérenniser la prise d'eau du ruisseau dans l'Agout accompagné par l'aménagement/restauration d'environ de plusieurs dizaines de mètres linéaires sur le petit ruisseau à proximité directe de la zone humide impactée. Cet aménagement s'apparentera à une réouverture du milieu, la portion choisie sera une portion du cours d'eau très fermée à proximité de milieux humide et des populations actuelles.</p> <p>Afin de garantir un milieu favorable à l'agrion, seront réalisés les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Réalisation d'une prise d'eau sure dans le bras de l'Agout (petite prise d'eau maçonnée ou bâtie avec des pierres). A ce jour l'eau s'écoule à cause d'une fuite dans une facine ○ Coupe et entretien de la végétation sur le petit ruisseau (saules, arbustes...) ○ Maintien de la nature du lit du cours d'eau (granulométrie type vase, sables fin...) 	

Mesure C2 Natura 2000 - Etude d'incidence Natura 2000- Commune du Bez (81)

**Modalités de suivis envisageables :**

- Suivi bisannuel de l'efficacité de la mesure :
- Etat des populations, évaluation de l'état de conservation de l'espèce
- Définition de la qualité du milieu (potentialités d'accueil...)

C2 N2000 : Aménagement de catiches à Loutre d'Europe	
Type de mesure	Compensation
Thématique abordée	Milieu naturel (Faune EIC)
Phase	Chantier, Exploitation
Objectif(s)	Améliorer le potentiel d'accueil du site pour la Loutre
Conditions de mise en œuvre :	
<p>Si certains cours d'eau offrent des abris, les dégradations des habitats et l'artificialisation des milieux entraîne la disparition de nombreuses catiches. Nous n'avons pas trouvé d'habitat favorable à la reproduction de la Loutre sur le tronçon de l'Agout parcouru.</p> <p>La Loutre utilise en temps normal des catiches naturelles (systèmes racinaires, blocs rocheux, touradons...). Elle a besoin d'un grand nombre de sites potentiels sur toute la longueur de son domaine vital (5-35km).</p> <p>Suite au choix d'implantation des canalisations impactant la zone humide et le cours d'eau et toutes les espèces inféodées au milieu aquatique. Nous proposons la mise en place d'une ou plusieurs catiches à loutre. Cette création d'abris offrira à la fois des milieux de repos assurant la quiétude et la reproduction pour cette espèce.</p> <p>Cette mesure consiste à installer des abris à base de branchages aux abords du bras de l'Agout. La loutre étant présente sur le cours d'eau, ces milieux pourront être utilisés par l'ensemble des taxons. La mise en place de catiches est une mesure peu coûteuse permettant d'augmenter les potentialités d'accueil du site.</p> <p>Ci-après un schéma de mise en œuvre :</p>	
	
Modalités de suivis envisageables :	
<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement par un écologue - Suivi bisannuel de l'efficacité de la mesure 	
<p>Coût de réalisation : Pas de surcoût nécessaire, les matériaux peuvent être des matériaux de récupération du chantier (rondins, planches...)</p>	

Code	Mesure	Réalisation	Estimation du coût
Mesures d'évitement			
E1 N2000	Respect des emprises du projet et mise en défens des secteurs à enjeux écologiques	Définition du projet	Pas de surcoûts
E2 N2000	Prévention des risques de pollution	Lors des travaux	Pas de surcoûts
Mesures de réduction			
R1 N2000	Adaptation du calendrier à la phénologie des espèces	Définition du projet	Pas de surcoûts
R2 N2000	Réduction de l'impact sur les HIC	Lors des travaux	Pas de surcoûts
R3 N2000	Création d'une bande tampon	En exploitation	Pas de surcoûts
Mesures de compensation			
C1 N2000	Création et restauration d'habitats favorables pour l'Agrion de Mercure	Chantier / exploitation	CCTP : 1j *600€ HT, Présence d'un écologue 1j*650HT. Dégagement des zones et entretien régulier
C2 N2000	Aménagement de catiches à Loutre d'Europe	Chantier / exploitation	CCTP : 1j *600€ HT, Présence d'un écologue 1j*650HT. Travaux et matériaux environ 1000€, possibilité de récupérer sur site.

Tableau 19 : Bilan des mesures ERC concernant l'incidence Natura 2000

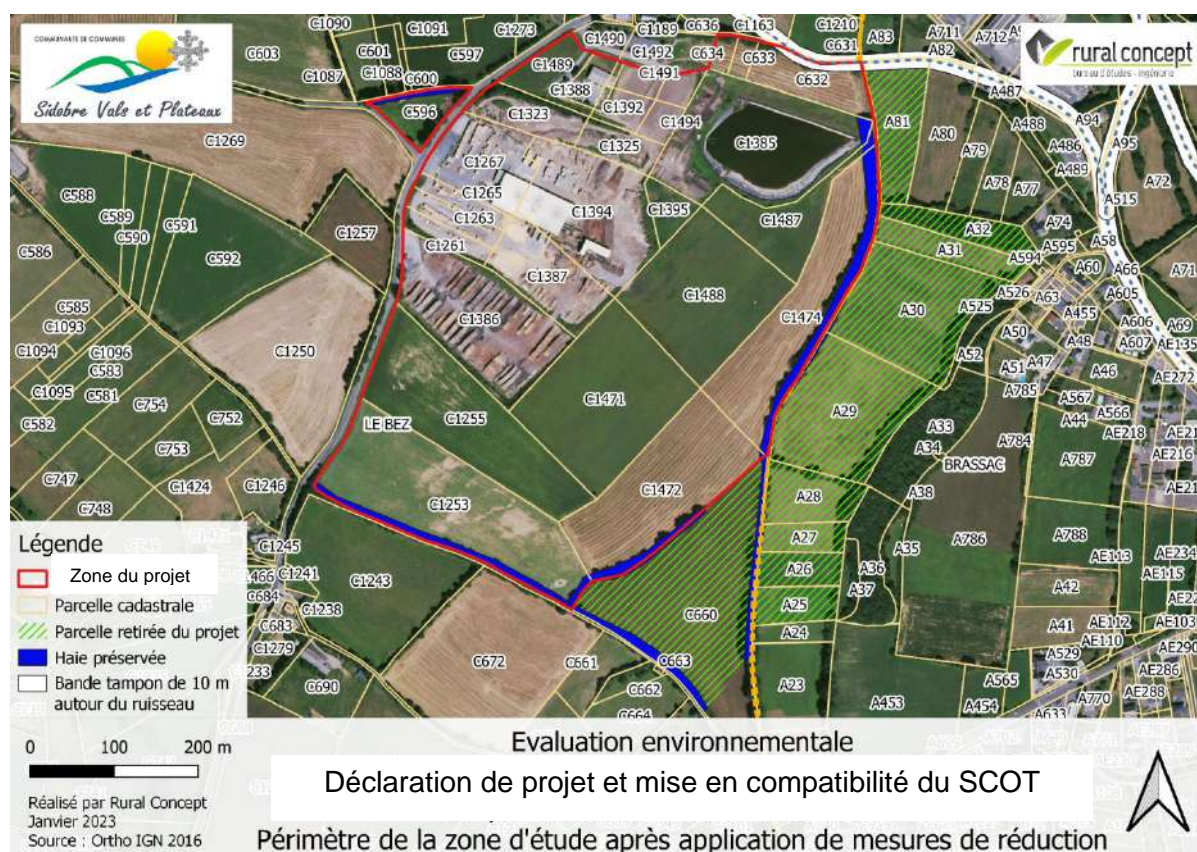


Illustration 34 : Périmètre de la zone d'étude après application de mesures de réduction

7.3. MESURES ERC PAR THEMATIQUE

- Protection de la zone Natura 2000 et des milieux naturels sensibles :

Éviter : faire une étude sur les impacts vis-à-vis des effluents rejetés, leur volume et leur qualité. Stocker (bassin de rétention), traiter et canaliser les effluents pour qu'ils n'impactent pas les espèces et leurs habitats présents sur le site.

Réduire :

- Conserver les haies ;
- Maîtriser les rejets d'eaux usées ;
- Préserver les abords de ruisseau.

Compenser :

Le cas échéant, recréer à proximité un linéaire de haies équivalent à celui détruit.

Mettre en place au besoin de la gestion conservatoire sur des prairies permanentes proches.

- Nuisances sonores :

Éviter : Réaliser une étude d'impact acoustique optimisant l'orientation des bâtiments

Réduire :

- Orienter et isoler phoniquement les bâtiments accueillant des installations bruyantes pour réduire les nuisances selon la réglementation en vigueur ;
- Compléter les haies pour amortir le bruit.

- Respecter la réglementation relative aux ICPE (Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement).
Compenser : sans objet.
- Augmentation du trafic routier :
Éviter : sans objet.
Réduire : Imposer le positionnement de l'entrée du site avant la traversée du hameau de Saint-Agnan.
Compenser : sans objet.
- Accidents de la route :
Éviter : Aménagement d'un tournant à gauche sur la RD 622.
Réduire : sans objet.
Compenser : sans objet.
- Incidences liées au stockage du bois :
Éviter : Respecter la réglementation relative aux ICPE. Aménager des bassins de rétention. Mettre en place un circuit fermé d'eau.
Réduire : Procéder à des analyses fréquentes des effluents.
Compenser : Dépolluer les surfaces concernées par une éventuelle pollution.
- Émission de polluants atmosphériques :
Éviter : Respecter la réglementation relative aux ICPE.
Réduire : Mettre en place les filtres adaptés.
Compenser : sans objet.
- Rupture de barrage :
Éviter : sans objet.
Réduire : sans objet.
Compenser : sans objet.

7.4. LES INDICATEURS PERMETTANT D'ÉVALUER L'APPLICATION DU SCOT

Les mesures de suivi écologique en phase chantier et en phase d'exploitation permettront une bonne prise en compte des enjeux environnementaux.

Concernant la flore, il s'agira d'identifier les espèces envahissantes afin de les éliminer en phase de travaux et de surveiller leur croissance en phase d'exploitation.

Aucun indicateur supplémentaire est ajouté au SCoT pour évaluer l'impact du projet sur le document d'urbanisme. Les indicateurs du SCoT qui permettront d'évaluer le projet :

Concernant la prescription P47 sur les installations d'assainissement :

- Nombre d'équipements collectifs et non-collectifs réalisés ou mis aux normes
- Taux de non-conformité avec obligation de travaux des dispositifs d'assainissement non-collectifs et évolution

Concernant la prescription 40 sur les cœurs de biodiversité :

- Surface en milieux agricoles, naturels et forestiers concernés par le projet
- des mesures ERC ont-elles été prises ? : oui ou non + joindre les documents.

Concernant prescription 44 sur le soutien à une économie forestière respectueuse de l'environnement et de la trame verte et bleue :

- Linéaire de dessertes forestières créé et aménagé
- Nombre d'emplois de la filière bois
- Superficie en certification PEFC des forêts communales
- Superficie en certification PEFC des forêts privées
- Nombre de plans de gestion intégrant des

Illustration 1 : synoptique de la centrale de cogénération (source : SIAT)	6
Illustration 2 : Projet d'implantation à titre indicatif des bâtiments (source : SIAT)	6
Illustration 3 : Simulation d'implantation à titre indicatif du projet (source : SIAT)	8
Illustration 4 : Process du projet (source : SIAT)	9
Illustration 5 : Circuit du Bois et de la consommation en eau (source : SIAT)	10
Illustration 6 : Synoptique des consommations d'eau (source : SIAT)	12
Illustration 7 : Consommations d'énergie (source : SIAT)	13
Illustration 8 : localisation du carrefour à aménager	14
Illustration 9 : fonctionnement hydraulique (source : SIAT)	22
Illustration 10 : Localisation des périmètres réglementaires autour de la zone d'étude	27
Illustration 11 : Zone Natura 2000 et ZNIEFF de type 2 au niveau de la zone du projet	28
Illustration 12 : Sénéçon du Cap (Senecio inaequidens)	35
Illustration 13 : Habitats et autres éléments de la zone d'étude	36
Illustration 14: Prairie temporaire sur la commune du Bez	37
Illustration 15 : Autre vue sur une prairie temporaire	37
Illustration 16 : Parcelle cultivée ayant été moissonnée	37
Illustration 17 : Cavité dans le tronc d'un Chêne sessile (Quercus petraea)	38
Illustration 18 : Exemple de micro-habitat	38
Illustration 19 : Vue sur le bassin de rétention	38
Illustration 20 : Vue sur la scierie depuis les parcelles étudiées	39
Illustration 21 : Evaluation des enjeux sur les habitats du site	42
Illustration 22 : photo prise depuis les Planquettes (source URBA2D)	44
Illustration 23 : photo prise aux abords immédiats du site (source URBA2D)	44
Illustration 24 : Profil du terrassement (source URBA2D)	46
Illustration 25 : Coupes transversales (source URBA2D)	47
Illustration 26 : Simulation 3D du projet (source SIAT)	47
Illustration 27 : Simulation de l'insertion du projet (source SIAT)	48
Illustration 28 : Simulation de l'insertion du projet (source SIAT)	48
Illustration 29 : exemple d'un site exploité par la société SIAT	49
Illustration 30 : extrait du SRADDET	75
Illustration 31 : Extrait du SRCE	76
Illustration 32 : Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (Code Natura 2000 : 6430-4)	98
Illustration 33 : Prairies de fauche (Code Natura 2000 : 6510)	99
Illustration 34 : Périmètre de la zone d'étude après application de mesures de réduction	121
Tableau 1 : caractéristiques des bâtiments (source : SIAT)	7
Tableau 2 : scénario des prévisions de ressource (source : FCBA)	17
Tableau 3 : Liste des Oiseaux recensés lors des prospections	31
Tableau 4 : Liste des Invertébrés recensés lors des prospections	32
Tableau 5 : Liste des Mammifères recensés lors des prospections	32
Tableau 6 : Liste des espèces floristiques recensées lors des prospections	35
Tableau 7 : compatibilité avec les prescriptions du DOO (source URBA2D)	66
Tableau 8 compatibilité avec les prescriptions du DOO (source URBA2D)	72
Tableau 9 : compatibilité avec le SAGE Agout Amont	73
Tableau 10 : Incidence du projet sur le SRCE	78
Tableau 11 : compatibilité du projet avec la charte du PNR HL	82
Tableau 12 : incidences sur le milieu physique (source URBA2D)	84
Tableau 13 : incidences sur le milieu naturel (source URBA2D)	84
Tableau 14 : incidences sur le milieu humain (source URBA2D)	85

Tableau 15 : incidences sur le paysage (source URBA2D).....	85
Tableau 16 : Liste des habitats recensés sur le site Natura 2000	93
Tableau 17 : Liste des espèces faunistiques importantes recensées sur le site Natura 2000	94
Tableau 18 : Chiroptères	103
Tableau 19 : Bilan des mesures ERC concernant l'incidence Natura 2000	120
Cartographie 1 : zone d'intervention (source : SIAT)	16
Cartographie 2 : localisation du projet (source : IGN).....	19
Cartographie 3 : contexte hydraulique du projet (source : SIAT).....	20
Cartographie 4 : contexte géologique (source : BRGM).....	21
Cartographie 5 : contexte paysager du site.....	43
Cartographie 6 : simulation des zones de déblais-remblais (source URBA2D)	45
Cartographie 7 : PPRI Agout Amont (source Préfecture du Tarn).....	50
Cartographie 8 : PPR RGA (source Préfecture du Tarn)	51
Cartographie 9 : Sites industriels (source Préfecture du Tarn)	51
Cartographie 10 : Risque de rupture de barrage (source Préfecture du Tarn).....	52
Cartographie 11 : Occupation du sol (OCSGE)	54
Cartographie 12 : Contexte agricole (source URBA2D/ RPG 2020).....	55
Cartographie 13 : Intérêts patrimoniaux (source URBA2D)	56
Cartographie 14 : Plan des servitudes (source URBA2D)	57
Cartographie 15 : Extrait du SRCE	77
Cartographie 16 : Localisation zones d'inventaires.....	86
Cartographie 17 : Localisation précise Natura 2000	87
Cartographie 18 : Rejet eaux option 1	89
Cartographie 19 : Rejet eaux option 2	90
Cartographie 20 : Rejet eaux option 3	91
Cartographie 21 : Habitats et autres éléments	95
Cartographie 22 : Habitats traversée par l'option 1	96
Cartographie 23 : Habitats d'intérêt communautaire traversée par l'option 1.....	97
Cartographie 24 : espèces d'Odonates observées sur le site et notamment de la population de Coenagrion mercuriale	100
Cartographie 25 : Localisation des stations historiques de Moules perlières.....	101
Cartographie 26 : localisation des indices de présence de la Loutre d'Europe.....	102
Cartographie 27 : Enjeux Flore/Habitats portion Natura 2000	104
Cartographie 28 : Enjeux Faune portion Natura 2000	105